

ȘTIINȚE POLITICE

COMITET EDITORIAL

Dennis DELETANT (University College – London)
Adrian IVAN (Universitatea „Babeș-Bolyai” din Cluj-Napoca)
Paschalis KITROMILIDES (University of Athens)
George POEDE (Universitatea „Alexandru Ioan Cuza” din Iași)
Antoine ROGER (Université de Bordeaux)

COLEGIUL DE REDACȚIE

Redactor responsabil: Prof. dr. Laurențiu VLAD

Membri: Prof. dr. Daniel BARBU
Prof. dr. Radu CARP
Prof. dr. Paul FUDULU
Conf. dr. Alexandra IONESCU
Prof. dr. Georgeta GHEBREA
Prof. dr. Cristian PREDA

Secretari de redacție: Conf. dr. Florin DIACONU
Lect.dr. Ruxandra IVAN

EDITURA UNIVERSITĂȚII DIN BUCUREȘTI

Redacția *ANALELE UNIVERSITĂȚII*

Redactor: *Hrițcu Irina*

Tehnoredactor: *Emeline-Daniela Avram*

Șos. Panduri, nr. 90-92, București

Telefon: 021.410.31.78/131, Fax.: 021.410.23.84

E-mail: editura_unibuc@yahoo.com

Internet: www.editura.unibuc.ro

ANALELE UNIVERSITĂȚII BUCUREȘTI

ȘTIINȚE POLITICE

2010

SUMAR • SOMMAIRE • CONTENTS

IDEEA EUROPEANĂ / L'IDÉE EUROPÉENNE

GUILLAUME BERNARD – Entre essence et existences : les identités classique et moderne de l'Europe	3
OLIVIER CASSAGNAU – Les clivages sociaux en Europe autour de la construction politique européenne en 2005-2010 : l'Europe des élites contre l'État-Nation des classes populaires?	13

CULTURĂ POLITICĂ ȘI IDEOLOGIE ÎN SPAȚIUL ROMÂNESC, SECOLELE XIX-XX / CULTURE POLITIQUE ET IDÉOLOGIE EN ROUMANIE, XIX^e-XX^e SIÈCLES

RALUCA ALEXANDRESCU – Culture politique européenne et modernité roumaine	25
LAURENȚIU VLAD – Conservatorismul politic românesc (secolele XIX-XX). Scurtă istorie a cuvintelor, ideilor și partidelor	35

MISCELLANEA

MĂDĂLINA VÂRTEJANU-JOUBERT – De la memoria evreiască la memoria israeliană: inventarea noțiunilor de <i>real</i> și de <i>eveniment</i> ca premisă a acțiunii politice	51
CLAUDIA MARIA UDRESCU – Chi governa l'Università? Élités universitarie e élites politiche nel postcomunismo romeno	63

AUTHORS

*

<i>Volume ale cadrelor didactice din Facultatea de Științe Politice (2010)</i>	93
<i>Studia Politica. The Romanian Political Science Review (2009)</i>	95

ENTRE ESSENCE ET EXISTENCES : LES IDENTITÉS CLASSIQUE ET MODERNE DE L'EUROPE¹

GUILLAUME BERNARD

« Je suis désolé, mais être français ce n'est pas être chinois. Avoir eu un long passé chrétien, ce n'est pas avoir eu un passé musulman. Avoir conquis le monde ce n'est pas avoir été conquis. » (J. ELLUL, *Trahison de l'Occident*, Paris, 1975, p. 9.)

La vision enflammée et idéaliste de l'Europe évoquée par Victor Hugo, le 20 septembre 1872, est bien connue : « Nous aurons ces grands États-Unis d'Europe, qui couronneront le vieux monde comme les États-Unis couronnent le nouveau... la patrie sans la frontière, le commerce sans la douane,... la jeunesse sans la caserne, le courage sans le combat,... la vie sans le meurtre,... l'amour sans la haine... »².

À l'inverse, dans un ouvrage intitulé *Nation et civilisation* (1926), le seiziémiste Lucien Romier enracinait l'identité européenne dans le réalisme de la philosophie grecque, le pragmatisme du droit romain et l'esprit de sacrifice de la morale chrétienne :

« Nous ne trouvons (...) le principe de l'unité européenne, et partant la marque essentielle du caractère européen, ni dans les faits géographiques, ni dans les faits ethniques. L'Europe est surtout un produit de l'histoire, le support d'une tradition intellectuelle et morale. Cette tradition, seule, a uni les Européens dans le passé, a fait la force et la puissance rayonnante de leur civilisation, les a soutenus pour les inventions de l'esprit comme pour les entreprises matérielles. (...) La tradition européenne nous présente l'alliance merveilleuse de trois doctrines éminemment dynamiques : la doctrine grecque, qui fixe les lois de l'observation et de la science naturelle ; la doctrine romaine qui formule les conditions de la stabilité sociale et de la puissance publique ; la doctrine chrétienne, qui place la vertu, c'est-à-dire l'effort et le sacrifice actif, au-dessus du bien-être, c'est-à-dire de la jouissance immédiate. L'idéalisme chrétien, animé par l'esprit grec et s'appuyant sur l'ordre romain, a fait la gloire de l'Europe. »³

¹ Cette courte étude reprend la communication présentée, en Sorbonne, le 31 mars 2007 dans le cadre du colloque « Le traité de Rome : cinquante ans de construction européenne. Quel bilan ? », réuni par le Centre Roland Mousnier (Paris IV).

² Cité in TH. BURON, « Les trois Europes : Où est l'Europe ? », in *L'Europe?*, Actes du colloque universitaire du 4 mai 2002, Paris, *La Légitimité*, 2002, 45 (« Cahier de l'Association des amis de Guy Augé », 7), p. 50.

³ L. ROMIER, *Nation et civilisation*, Paris, 1926, p. 63-65. FR. FARAGO, *Le Christianisme, le Judaïsme, l'Islam et la pensée occidentale*, Paris, 1999, p. 7 : « Or le christianisme fut le destin de notre continent.

Ces deux analyses conduisent à s'interroger sur l'identité de l'Europe. Il semble possible de distinguer une conception classique et une vision moderne de l'Europe, la première reposant sur une ontologie (I), la seconde sur une construction phénoménologique (II). En effet, l'Europe classique relève d'une philosophie objectiviste : elle est une société naturelle possédant une identité intrinsèque. À l'inverse, il n'y a pas de « critère de l'eupéanité »⁴ dans l'Europe moderne puisqu'elle repose sur la sociabilité artificielle ; son identité collective n'étant que la somme des parties la composant.

L'identité classique de l'Europe historique

La conception classique de l'Europe repose sur la sociabilité naturelle⁵ où la question culturelle est centrale⁶. La philosophie classique est fondamentalement anti-nominaliste : les personnes collectives sont tout aussi réelles que les êtres singuliers⁷.

Une sociabilité naturelle

Historiquement, la géographie de l'Europe a été variable⁸ (l'empire romain était méditerranéen⁹, l'empire carolingien occidental) mais la philosophie (réaliste)

Avec l'héritage de Rome, d'Athènes et de Jérusalem qu'il transmet non sans le remanier profondément, le christianisme a façonné les paysages de l'Europe et, à bien des égards, il constitue l'inconscient de sa pensée, de sa rationalité même. » ; p. 152 : « Le christianisme fut le levain de la civilisation de l'Europe. »

⁴ P. SLOTERDIJK, *Si l'Europe s'éveille, Réflexions sur le programme d'une puissance mondiale à la fin de l'ère de son absence politique*, trad. de l'all. par O. Mannoni, Paris, Mille et une nuits, 2003, p. 49 ; cet auteur considère qu'il faut cesser de « s'occuper des questions stériles sur les véritables frontières et les entités ethniques de l'Europe » (pp. 50-51).

⁵ JEAN-PAUL II, *Mémoire et identité, Conversations au passage entre deux millénaires*, trad. par Fr. Donzy, Paris, 2005, p. 87 : « La doctrine sociale catholique considère que tant la famille que la nation sont des sociétés naturelles et ne sont donc pas le fruit d'une simple convention. C'est pourquoi, dans l'histoire de l'humanité, elles ne peuvent être remplacées par rien d'autres. »

⁶ *Ibid.*, p. 92 : « Les nations, de manière analogue aux individus, sont dotées d'une mémoire historique. » ; p. 173 : « La mémoire est la faculté qui modèle l'identité des êtres humains au niveau tant personnel que collectif. C'est en effet par elle que se forme et se définit dans la *psyché* de la personne la perception de son identité. »

⁷ Par exemple, le Christ a envoyé les apôtres convertir les individus mais aussi baptiser les nations (*Mt.*, 28, 19).

⁸ J. SEMPRUN, D. DE VILLEPIN, *L'homme européen*, Paris, Plon, 2005, p. 16 : « Pour les uns, elle figure déjà en creux dans les empires grec et romain. Pour les autres, l'Europe est née au contraire de la chute de Rome. Notre continent moderne aurait trouvé ses limites dans le morcellement des conquêtes impériales : lorsque l'Afrique cesse d'être une immense province latine, lorsque les rives orientales du Bosphore se détachent de l'Occident, l'Europe naît. »

⁹ R. BRAGUE, *Europe, la voie romaine*, Paris, 1992, éd. revue et augmentée, Paris, 1999, p. 58 : « Toute une historiographie française établit un parallèle entre la colonisation du Maghreb par la Rome antique et celle, moderne, par la France, justifiant celle-ci par la plus ancienne. »

sous-jacente de son identité a été stable. L'Europe classique est l'incarnation d'une culture¹⁰ dans un espace géographiquement variable, des territoires pouvant être gagnés ou perdus. Le « voisinage » géographique n'équivaut pas à la « parenté »¹¹ culturelle. La géographie n'est qu'un instrument permettant d'indiquer, *hic et nunc*, les territoires culturellement européens. Louis de Bonald remarquait que si la Turquie était implantée sur des territoires européens, une partie de ceux de l'empire byzantin¹², sa culture n'était pas, selon lui, européenne parce que musulmane et non chrétienne¹³. Écrivant dans le premier quart du XIX^e siècle, il soulignait que la Grèce avait vécu « quatre cents ans d'oppression » et que les « sociétés chrétienne et mahométane » connaissaient un conflit séculaire¹⁴. Historiquement, l'apport de l'Église ne s'est pas limité à son enseignement religieux ; elle a aussi transmis l'héritage antique au Moyen Âge : elle a non seulement christianisé mais aussi romanisé les Barbares¹⁵ (d'où la capacité de l'Europe aux « renaissances »¹⁶). Tandis que l'Europe moderne met en avant l'État laïque, l'Europe classique repose sur la société chrétienne¹⁷ (que les individus aient d'ailleurs ou non la foi¹⁸).

¹⁰ J. RATZINGER, « Identifier la Turquie à l'Europe serait une erreur », propos recueillis par S. de Ravinel, in *Le Figaro magazine*, 13 août 2004, p. 33 : « L'Europe est un continent culturel et non pas géographique. C'est sa culture qui lui donne une identité commune. Les racines qui ont formé et permis la formation de ce continent sont celles du christianisme. Il s'agit d'un simple fait de l'histoire. » S. HUNTINGTON, *Le choc des civilisations*, trad. de l'angl. par J.-L. Fidel et alii, Paris, Odile Jacob, 1997, p. 337 : « En Europe, la civilisation occidentale pourrait également être minée par le déclin de son fondement essentiel, la chrétienté. » ; cf. égal. pp. 71-72. J. SEMPRUN, D. DE VILLEPIN, *op. cit.*, pp. 56-57 : « En 1458, le pape Pie II publie sous forme de traité un ouvrage intitulé *De Europa*. (...) Pour lui, l'Europe constitue un ensemble religieux cohérent, qui doit pouvoir affirmer en tant que tel son identité. En revanche, l'Europe n'a rien d'un espace géographique défini, puisque sa victoire sur les Infidèles lui donne le droit d'étendre son influence au-delà de la Méditerranée. (...) Il renferme l'Europe dans des limites spirituelles davantage que géographiques. L'Europe se définit moins par ses frontières que par l'étendue de son espace culturel ».

¹¹ L. MOREL, « De quelle Europe parlons-nous ? », in *Le Figaro*, 2-3 novembre 2002, p. 14.

¹² L. DE BONALD, *De la chrétienté et du christianisme* (1824), in *Lettres à Joseph de Maistre*, (éd. de Paris, 1851), présentation et notes de M. Toda, Étampes, 1997, p. 184 : « Si les Germains, les Goths, les Vandales, se sont établis dans les Gaules, en Espagne, en Italie, au milieu des Romains, les Turcomans et les Tatares, ancêtres des Turcs, se sont établis en Europe, au milieu des Grecs. »

¹³ *Ibid.*, p. 188 : « la religion est la raison, l'intelligence, l'âme, en un mot, du corps social ». S. HUNTINGTON, « Les Américains ont gagné la guerre contre Saddam. La guerre contre le peuple irakien, ils ne la gagneront jamais. », propos recueillis par S. Fumaroli, in *Le Point*, 22 avril 2004, p. 65 : « Je crois qu'il serait souhaitable que la Turquie fasse le choix d'appartenir au bloc islamique. »

¹⁴ L. DE BONALD, *op.cit.*, p. 185.

¹⁵ L. CARTOU, *Communautés européennes*, Paris, 10e éd., 1991, p. 6.

¹⁶ Cf. R. BRAGUE, *op.cit.*, pp. 132-141.

¹⁷ S. HUNTINGTON, *loc.cit.*, p. 65 : « J'ai toujours été favorable à l'immigration à partir du moment où elle est assimilée. (...) Le communautarisme musulman en Europe (...) remet en question l'identité chrétienne de l'Europe. »

Pour autant, cela ne signifie pas que l'Europe ne doive pas être distinguée de notions voisines mais différentes comme la Chrétienté ou l'Occident. La dissociation de la Chrétienté et de l'Europe¹⁹ s'est faite en trois étapes : l'expansion musulmane et par contrecoup la croisade²⁰, les grandes découvertes et en conséquence la colonisation²¹, l'hérésie protestante et le développement de la modernité politique. Cependant, malgré les guerres religieuses intestines, l'Europe retrouvait son unité face aux agressions des armées musulmanes. Certes, La France a été absente de Lépante, mais pour aider l'empereur à lutter contre les Turcs, Louis XIV envoya des troupes²².

Quant à l'Occident, l'Europe classique est envisagée comme en étant une partie fondamentale en tant que sa mère patrie²³. En prenant l'exemple du siècle

¹⁸ Pour une position inverse, cf. Mgr H. SIMON, « Comment peut-on parler des racines chrétiennes de l'Europe ? », in *L'influence chrétienne dans la République*, Actes du colloque réuni à la Fondation Singer-Polignac (Paris, 10 décembre 2003), intr. de J.-M. Rouart, Paris, 2004, pp. 107-119.

¹⁹ JEAN-PAUL II, *op.cit.*, p. 128 : « Il se peut que dans un avenir plus ou moins lointain, l'Église dans les pays européens se trouve dans la nécessité d'être aidée par l'Église présente dans d'autres continents. Si cela se produit, la nouvelle situation pourra être interprétée comme une sorte d'extinction des dettes contractée par ces continents à l'égard de l'Europe, pour l'annonce de l'Évangile. »

²⁰ *Actes du colloque international sur la notion d'Europe*, 1961, av.-prop. de R. Mousnier, Paris, 1963, p. 13 : « La conscience européenne se manifeste par la Croisade, puis, dès le XIII^e siècle, par la mission. (...) Les centres de propagande fidèles à Rome aident à identifier au XVI^e siècle et dans la première moitié du XVII^e siècle, l'idée de chrétienté avec l'idée de la civilisation européenne ».

²¹ *Ibid.*, pp. 7-8 : « Il ne faudrait pas oublier le rôle des missions d'outre-mer dans la prise de conscience de l'Europe. Au début de la colonisation océanique, ce que les Espagnols et les Portugais veulent apporter, c'est bien l'Évangile et la civilisation chrétienne, mais, pour eux, elle ne se sépare pas de leurs mœurs et de leurs habitudes, de la civilisation européenne. » À partir du milieu du XVII^e siècle, l'Église « a prescrit avant tout aux missionnaires [du nouveau monde] de ne pas chercher à européaniser les indigènes mais de christianiser leur civilisation. Ainsi a-t-on pris plus nettement conscience des différences existant, d'une part entre l'Europe et le reste du monde, d'autre part, entre christianisme et civilisation européenne ».

²² J.-P. BRANCOURT, « L'idée d'Europe à l'époque moderne », in *L'Europe?*, Actes du colloque universitaire du 4 mai 2002, Paris, *LL*, 2002, 45 (« Cahier de l'Association des amis de Guy Augé », 7), p. 28.

²³ TH. MAULNIER, « Préface », in A. AMAR, *L'Europe a fait le monde, Une histoire de la pensée européenne*, préf. de Th. Maulnier, Paris, Planète, 1966, p. 9 : « L'Europe a fait le monde : c'est le titre du livre d'André Amar. Ce titre n'est pas une affirmation préliminaire qui suivrait une tentative de démonstration. C'est une évidence constatée, et il est possible qu'en faisant le monde l'Europe ait créé les conditions qui vont provoquer sa propre submersion sous la poussée démographique, les ambitions politiques, les prétentions idéologiques de peuples extra-européens. Mais même si ce grand reflux, qui se produit sous nos yeux, allait jusqu'à nous engloutir, il n'aura été possible que parce que l'Europe est allée elle-même pourvoir les peuples non européens des armes, des techniques, des méthodes de pensée et d'action, des structures sociales et politiques, des justifications, des doctrines (nationalisme, marxisme) par lesquelles ou au nom desquelles elle est aujourd'hui menacée. En fait, à l'heure présente, les deux empires qui se sont saisis d'une grande part de son héritage temporel, les États-Unis, l'U.R.S.S., sont ethniquement européens, et quant aux autres grandes masses dont l'offensive est imaginable : masse islamique, chinoise, noire, ce n'est pas avec l'armement matériel et spirituel puisé dans leur propre patrimoine ancestral, mais avec le nôtre, qu'elles peuvent nous défier. » ; p. 10: « Il se trouve que l'Europe

de Vienne, et le contre-exemple de la Terre Sainte, Bonald considérait que la Providence ne donne aux États chrétiens « la force qu'à condition de leur union »²⁴. Il affirmait la nécessité de l'association de tous les Chrétiens, aussi bien les fidèles du « christianisme romain » que du « christianisme réformé »²⁵. Aussi, si Charles De Gaulle a pu parler de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural²⁶, Carl Friedrich von Weizsäcker a considéré que celle-ci s'étendait de San Francisco à Vladivostok²⁷, parce qu'« aussi bien les États-Unis d'Amérique que l'ancienne Union soviétique constituaient des espèces d'excroissances européennes »²⁸.

Une entité ontologique

La société classique est un organisme vivant dans lequel l'intégration d'éléments extérieurs peut conduire à son enrichissement comme à sa déliquescence en fonction de la compatibilité de la partie avec le tout. Dans la philosophie classique, le tout est plus que l'addition des parties, ce qui nécessite l'assimilation des secondes au premier. Pour cette pensée, le devoir-être (*sollen*) d'une société procède de son être (*sein*) et non du volontarisme. L'identité de l'Europe est déterminée par ses éléments fondateurs (qui l'ont engendrée et lui ont donné son unité) et non par ceux qui y sont ou ont été présents.

La culture commune de l'Europe²⁹ est une réalité historique pouvant être illustrée par deux exemples : le droit et la langue. Cette culture commune assurait une unité intellectuelle. Malgré des droits particuliers (droits coutumiers, droits princiers), il existait un droit commun, le *jus commune* réunissant droit romain et droit canonique. Surtout, il existait une communauté de philosophie du droit reposant sur la définition aristotélicienne, ensuite romaine, puis thomiste de la justice, cette dernière consistant en l'attribution à

aurait peut-être pu ne pas faire le monde, mais qu'elle l'a fait et que d'autres ne l'ont pas fait, à qui il était permis de le faire. » K. LAMERS, « Pouvoir parler aux Américains d'une seule voix », in *Fondation pour l'innovation politique, La Lettre*, mars 2005, 10, p. 2 : « L'Europe et les États-Unis constituent le noyau même de l'Occident. »

²⁴ L. DE BONALD, *op.cit.*, p. 196.

²⁵ *Ibid.*, p. 196 : « Je n'ai point distingué entre les divers États de la chrétienté, en la comparant toute entière à l'islamisme ; ils font tous, malgré des diversités de croyance sur des points importants, partie de la chrétienté, et participent plus ou moins à l'influence du christianisme. »

²⁶ « Il s'agit que l'Europe, mère de la civilisation moderne, s'établisse de l'Atlantique à l'Oural. » (4 février 1965) : cité in TH. BURON, *loc.cit.*, p. 51.

²⁷ P. SLOTERDIJK, *op. cit.*, pp. 40-41.

²⁸ Cité in *ibid.*, p. 43. Y. LACOSTE, « Les frontières de l'Union européenne en 2020, Étude de quelques hypothèses », in *Fondation pour l'innovation politique, Compte-rendu de la table ronde du 31 mars 2005*, p. 7 : « Finalement la Russie est le seul État européen qui ne fera pas partie de l'Europe. Je n'emploie pas Union européenne mais Europe. »

²⁹ P. GAXOTTE, *Thèmes et variations*, Paris, Fayard, 1957, p. 127 : « L'Europe a existé. Elle est derrière nous. C'était une communauté de civilisation et cette civilisation était française. »

chacun de ce qui lui revient en fonction de ses mérites. Partout en Europe, le droit d'une *persona* dépendait de sa *dignitas*. Quant à la langue, elle permettait de penser en commun et assurait une unité intellectuelle. Après le latin, ce rôle fut tenu par le français, au moins jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. Bonald a pu parler de la « monarchie universelle de la langue française »³⁰. La conception moderne, quant à elle, est tout autre...

L'Identité moderne de l'Union contemporaine

L'appréhension moderne de l'Europe s'appuie, en effet, sur la philosophie contractualiste donnant naissance à une culture nécessairement déracinée.

Un lien social volontariste

Dans son *Idee d'Europe dans l'histoire* (1965)³¹, Jean-Baptiste Duroselle critiquait la vision d'une Europe préexistant à ses nations et dont l'unité aurait été recherchée depuis longtemps. Selon lui, l'Europe n'aurait été que l'invention d'hommes comme Monnet, Schuman, De Gasperi ou Adenauer. Il n'accordait d'importance qu'aux conceptions des hommes politiques exerçant le pouvoir et il n'y aurait eu, avant eu, qu'une Europe idéale et donc illusoire. La civilisation ne suffisait pas, il fallait une alliance supranationale.

Ainsi, alors que dans la tradition romaine et médiévale, l'empire était une notion d'ordre qualitatif et spirituel, cette notion a – parallèlement au déclin du christianisme, d'abord affaibli par la Réforme, puis miné par le matérialisme des Lumières – basculé dans le règne de la quantité. Les empires napoléonien ou prussien ne furent plus qu'une vaste étendue de terres conquises. À la puissance de l'identité s'est substituée la volonté de puissance de la nation (le nationalisme) et de l'impérialisme³². C'est ainsi que Peter Sloterdijk explique les guerres

³⁰ L. DE BONALD, *op.cit.*, pp. 181-182 : « Cette monarchie universelle de la langue française, qui a été longtemps pour l'Europe une source de plaisirs innocents ou d'instruction (...) ».

³¹ J.-B. DUROSELLE, *L'idée d'Europe dans l'histoire*, Paris, Denoël, 1965.

³² D. COLOGNE, *Nouvelle droite et subversion*, s.l., s.d. [1979], p. 17 : « Dans la tradition romaine et médiévale, l'empire était une notion d'ordre qualitatif et spirituel. Parallèlement au déclin du christianisme, d'abord affaibli par la Réforme, ensuite miné par la critique relativiste et matérialiste des philosophes des *lumières*, la notion d'empire bascule peu à peu dans ce que René Guénon appelle *le règne de la quantité*. L'empire, au sens napoléonien du terme, n'est plus qu'une vaste étendue de terres conquises. *Quand meurt l'idée impériale, naît l'impérialisme*, reflet de la volonté de puissance d'un peuple, produit d'une soif de domination qui s'exprime avec d'autant plus de violence belliqueuse qu'elle ne s'illumine d'aucun idéal supérieur ». D. DE ROUGEMONT, *L'aventure occidentale de l'homme*, Paris, 1957, p. 111 : « la collision de l'État centralisé et de la nation missionnaire produit comme résultante fatale l'impérialisme : et voici la France napoléonienne.

civiles européennes puis mondiales : « parce que l'Europe est trop petite pour héberger durablement côte à côte plusieurs empires offensifs, il était dans la nature des choses que les compétitions nationales-impériales des principales nations européennes dégénèrent en ce que l'on a appelé les guerres mondiales »³³.

La conception moderne de la sociabilité est prisonnière de la loi du nombre. L'Europe moderne s'inscrit dans le cadre de cette sociabilité où les parties à un contrat sont égales³⁴ et la même valeur octroyée aux éléments formant le tout³⁵. Pour la pensée moderne, ce dernier n'est que la somme des parties. L'absence d'une délimitation culturelle ou géographique de l'Europe dans le *traité établissant une Constitution pour l'Europe* (2004) en apporte une preuve supplémentaire : ni les « États européens »³⁶, ni ceux du « voisinage » de l'Union n'étaient définis³⁷. Ayant mené de front l'approfondissement institutionnel et l'élargissement géographique³⁸, l'Union se résume à une construction phénoménologique résultant d'une rencontre de volontés sur des critères juridiques³⁹. C'est ainsi que l'Europe moderne peut apparaître comme une étape dans la construction d'un espace politique (de plus en plus) vaste⁴⁰ et intégré⁴¹.

L'idéologie de la nation est par essence conquérante : elle veut apporter la Liberté aux autres peuples, sous la contrainte des baïonnettes ».

³³ P. SLOTERDIJK, *op.cit.*, p. 58.

³⁴ *Traité établissant une Constitution pour l'Europe*, s.l., [Paris], Ministère de l'Intérieur, 2005, art. I-5 § 1.

³⁵ *Ibid.*, art. I-52 § 1, II-70 § 1, II-80 à 83, III-116 et 118.

³⁶ *Ibid.*, art. I-58 § 1.

³⁷ *Ibid.*, art. I-57 § 1. P. DE CHARENTENAY, « Pour une Europe qui sorte de l'aphasie », in *Le Figaro*, 23 mai 2005, p. 16 : le traité constitutionnel « ne règle pas la question fondamentale des limites de l'Europe ».

³⁸ PH. DE VILLIERS, D. SOUCHET, « Réformer l'Europe grâce à l'élargissement », in *Le Figaro*, 30 avril 2004, p. 14 : « Au lieu d'inventer une nouvelle Europe à la faveur de la réunification du continent, on a simplement prolongé – élargi – le processus de construction européenne lancé à six dans les années 1950 (...). En prétendant faire entrer en bloc les nouveaux candidats dans le moule d'un marché unique aux prétentions uniformisatrices illimitées, la Commission européenne a réussi à transformer, à l'est, l'adhésion en camisole et à l'ouest, l'espérance en menace. » Sur la relation de l'élargissement géographique et de l'approfondissement institutionnel, cf. not. R. SCHARPING, « Non à un élargissement excessif ! », in *Le Figaro*, 11-12 décembre 2004, p. 13 : « La consolidation doit donc être un préalable absolu à tout nouvel élargissement. » ; P. MOSCOVICI, « Traité européen : les trois ressorts du succès du oui », in *Le Figaro*, 24 janvier 2005, p. 12 : « L'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale exige maintenant la réforme politique de l'Europe ». Sur la question ignorée du débat politique du coût de l'élargissement en 2004 qui a fait passer l'Union européenne de 15 à 25 membres, cf. N.-J. BREHON, « Comment intéresser les Français à l'Europe ? », in *Les Échos*, 11-12 mars 2005, p. 15.

³⁹ *Traité établissant une Constitution pour l'Europe*, art. I-1 § 2, I-58 § 2). J. SEMPRUN, D. DE VILLEPIN, *op.cit.*, pp. 64-65 : « Lorsqu'un État veut s'agréger à cet ensemble, c'est sa capacité à respecter ces valeurs qui doit nous servir d'étalon, et non son identité religieuse. »

⁴⁰ C. RAULIN, Compte-rendu de la table ronde du 31 mars 2005 : « Les frontières de l'Union européenne en 2020, Étude de quelques hypothèses », in *Fondation pour l'innovation politique*, p. 2 : « La définition des frontières de l'Europe peut se fonder sur deux approches différentes : une lecture historico-culturelle et une lecture fondée sur les valeurs partagées par les États membres de l'Union. »

Une culture phénoménologique

Puisque la société moderne est le résultat d'un contrat, l'Europe moderne se veut détachée de toute identité ontologique. Dès 1943, Jean Monnet se fit le défenseur d'une « Lotharingie industrielle » dans laquelle aucun critère identitaire n'apparaissait⁴². La culture européenne moderne n'est que la somme des identités présentes sur son territoire à un moment donné. C'est la conception intégrationniste de l'identité. Elle explique l'éviction délibérée de toute référence au christianisme⁴³, notamment dans le feu traité de Rome de 2004.

En effet, le préambule de ce texte affirmait que l'Union européenne s'inspirait de certains héritages⁴⁴; cette dernière n'entendait donc pas hériter mais, au contraire, faire l'inventaire par un choix rationnel⁴⁵. Ce document manifestait explicitement que l'Union européenne n'est pas conçue comme une entité naturelle mais contractuelle. Tout événement historique ou tout apport culturel peut être présenté comme aussi *institutif* qu'un autre, puisque l'existence a une primauté sur l'essence, indépendamment de sa participation à

M. FOUCHER, in *ibid.*, p. 2 : « Je crois qu'on a tendance à confondre le débat sur les frontières de l'Europe et le débat sur les frontières de l'Union européenne. (...) c'est à nous de décider politiquement où sont les frontières de l'Union européenne comme construction politique. »

⁴¹ PH. RAYNAUD, « La question des frontières : réalisme contre universalisme », in *Sociétal*, 41, 2003, p. 86 : « n'avoir de frontières qu'indéfinies fait partie de la définition de l'Europe, en tant qu'elle est virtuellement cosmopolitique ». M. GALLO, « La fragmentation délétère de la nation », in *Le Figaro*, 16 juin 2004, p. 11 : « sommes-nous voués à nous fondre, peu à peu, dans des ensembles plus vastes? L'Union européenne, d'abord (...). Le monde, ensuite (...) ». Y. LACOSTE, « Les frontières de l'Union européenne en 2020, Étude de quelques hypothèses », in *Fondation pour l'innovation politique*, Compte-rendu de la table ronde du 31 mars 2005, p. 10 : « faire ce parallèle entre l'extension de l'Union européenne et l'intégration de la façade Sud de la Méditerranée, cela me paraît être un effet habile mais oratoire ». P. DE CHARENTENAY, « Constitution européenne, Les champs d'action de l'éthique », in *La Lettre de Confrontations Europe*, avril-juin 2006, p. 38 : « Le nombre des membres de cette Union ne cesse de s'accroître de manière assez rapide sans qu'aucune limite ne soit apparente. »

⁴² TH. BURON, *loc.cit.*, pp. 60-62.

⁴³ J. ATTALI, *Europe(s)*, Paris, Fayard, 1994, pp. 196-197 : « Il faudrait alors que l'Europe(s) s'accepte non plus comme un club chrétien, mais comme un espace sans frontières, depuis l'Irlande jusqu'à la Turquie, du Portugal à la Russie, de l'Albanie à la Suède; qu'elle privilégie culturellement le nomade par rapport au sédentaire, la générosité par rapport au repli sur soi, la tolérance par rapport à l'identité, bref la *multi-appartenance par rapport à l'exclusion*. » H. VÉDRINE, « Pour l'Europe, c'est le temps des responsables », propos recueillis par É. Lévy, in *Le Figaro magazine*, 5 juin 2004, p. 20 : « la seule chose qui ait jamais unifié l'Europe (...) est la chrétienté. (...) C'est une matrice historique mais ancienne, qui ne peut plus être la référence commune ».

⁴⁴ *Traité établissant une Constitution pour l'Europe*, Préambule : « s'inspirant des héritages culturels, religieux de l'Europe, à partir desquels se sont développés les valeurs universelles que constituent... ».

⁴⁵ D. COHN-BENDIT, « Adhésion, le scénario gagnant », in *Libération*, 13 décembre 2004, p. 39 : « la culture européenne qui a depuis longtemps tourné le dos aux dogmes révélés, suffisamment intégré le concept de la diversité pour s'affirmer à travers une identité dynamique, capable d'évoluer avec les changements. C'est à nous seuls que revient l'exploitation de ces ressources mises historiquement à notre disposition afin de nous penser comme *société ouverte*. »

l'être même de l'Europe. La société moderne est conçue comme le résultat d'un contrat social passé par des individus disposant des mêmes droits naturels. Par conséquent, si le texte du traité constitutionnel avait fait référence à l'une des religions présente aujourd'hui en Europe, il aurait fallu le faire de toutes les autres pour ne pas commettre de discrimination entre les différents habitants⁴⁶. Cette justification a été explicitement présentée par le maître d'œuvre de la rédaction du traité, Monsieur Valéry Giscard d'Estaing⁴⁷.

En quête de conclusion

Dans la conception classique, la société secrète et précède les institutions juridiques tandis que, pour la pensée moderne, l'unité de la société est quasiment concomitante de la mise en place des organes politiques. Ainsi, le traité établissant une constitution européenne faisait implicitement le choix en faveur d'une construction subjective contre la constatation d'une identité objective, pour la mise en place d'un ensemble de mécanismes juridiques plutôt que pour la valorisation d'une communauté de civilisation⁴⁸. Faute de s'enraciner dans son héritage culturel, l'Union européenne ne peut ambitionner qu'une uniformisation économique (le marché commun), juridique (le droit communautaire) et politique (le fédéralisme) fondée sur les principes abstraits de la philosophie moderne (le contractualisme, les droits attribués de l'individu, etc.). Si, dans la conception classique, la géographie de l'Europe est déterminée par la culture, l'étendue territoriale de l'Union européenne, dans la pensée moderne, n'est limitée que par la rencontre des volontés. L'Union européenne se refuse à incarner l'Europe historique et ontologique.

⁴⁶ G. SORMAN, « La Turquie est en Europe », in *Le Figaro*, 2-3 novembre 2002, p. 14 : « Si l'on fixe comme critère de l'adhésion celui du christianisme, on se retrouve dans un grand embarras vis-à-vis des Bosniaques. Par ailleurs, que disons-nous aux millions de musulmans qui vivent en Europe depuis deux ou trois générations, qui en sont déjà des citoyens, et à ceux qui continuent d'y immigrer ? Leur place dans une Europe prétendument chrétienne en devient intenable. »

⁴⁷ V. GISCARD D'ESTAING, cité par DOUGLAS, *loc.cit.*, p. 62 : « Évidemment que les racines spirituelles de l'Europe sont la religion chrétienne ! Mais nous ne pouvons citer explicitement le christianisme sans mentionner les autres traditions religieuses présentes sur le continent, du judaïsme à l'islam. Et même cette solution n'aurait pas été acceptée par tous. » V. GISCARD D'ESTAING, cité par B. BOLLAERT, « Religion : quelles références? », in *Le Figaro*, 29 octobre 2004, p. 18 : « une référence publique à une religion appellerait inévitablement la demande qu'elle soit complétée par l'énumération des autres religions qui ont été ou sont pratiquées en Europe. »

⁴⁸ Sur cette question, cf. égal. M. ROUYER, « L'identité européenne en question », in *Les enjeux du débat public contemporain*, sous la dir. de H. Jallon, Paris, La Découverte, 1999, pp. 203-230.

BETWEEN ESSENCE AND EXISTENCES: CLASSICAL
AND MODERN IDENTITIES OF EUROPE

Abstract

It seems possible to distinguish a traditional design and a modern vision from Europe, the first resting on an ontology, the second on a phenomenological construction. Traditional Europe is the incarnation of a culture in a geographically variable space, territories being able to be gained or lost. In this design, the identity of Europe is determined by its elements founders who gave him its unit.

Contrary, since the modern society is the result of a contract, the European Union wants to be detached of any ontological identity. Moreover, whereas in the Roman and medieval tradition, the empire was a qualitative and spiritual concept, this one rocked in the reign of the quantity. Consequently, the territorial extent of the European Union, in the modern thought, is only limited by the wills.

Keywords: Europe, Geography, History, Identity, Sociability.

**LES CLIVAGES SOCIAUX EN EUROPE AUTOUR
DE LA CONSTRUCTION POLITIQUE EUROPÉENNE
EN 2005-2010 : L'EUROPE DES ÉLITES CONTRE
L'ÉTAT-NATION DES CLASSES POPULAIRES ?**

OLIVIER CASSAGNAU

Le rejet du projet de Constitution européenne par une large majorité des électeurs français et néerlandais en mai - juin 2005 a créé une situation de crise sans précédent pour la construction européenne, avec de forts risques de crispations nationalistes et de replis identitaires xénophobes, des phénomènes qui ont même pu laisser envisager à l'époque un « détricotage » de l'acquis communautaire dans ses aspects les plus ambitieux que sont la libre-circulation et la monnaie unique.

Pourtant, paradoxalement, cette crise n'a pas forcément affecté durement les chances de voir émerger une Europe politique – y compris de nature fédérale – puisqu'elle a compliqué davantage les processus de négociations intergouvernementales que les missions des institutions communautaires, dont les défenseurs peuvent traditionnellement revendiquer une certaine intégrité, au-dessus de la mêlée que représente la vie politique de chaque État membre.

En outre, cette situation nouvelle s'est caractérisée par une polarisation sociale très forte dans la perception des questions européennes puisque, dans toute l'Europe, on a observé un clivage de plus en plus net entre des classes populaires eurosceptiques et des catégories privilégiées beaucoup plus tentées par l'aventure européenne et par les idées fédéralistes. Si cette division peut sembler préoccupante, elle a aussi pu faciliter la recherche de solutions politiques à la crise institutionnelle que traversait l'Europe. La victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle française de mai 2007 et la ratification du Traité de Lisbonne à la fin de l'année 2009 semblent corroborer cette théorie.

La théorie du « choc salutaire »

Même si les deux référendums organisés en France et aux Pays-Bas respectivement les 29 mai et 1^{er} juin 2005 se sont soldés par une large victoire du « Non », la Constitution européenne n'a pas été pour autant enterrée, dans la mesure

où elle a servi de texte fondateur autour duquel les États membres qui l'avaient ratifiée se sont rassemblés afin de participer à la rédaction du Traité de Lisbonne au second semestre 2007. L'idée avancée par certains partisans du « Non » de gauche – selon lesquels ce rejet allait engendrer une crise salutaire pour la construction européenne – semble donc appeler une correction sur le fond: le seul élément qui ait pu apparaître comme salutaire dans la situation post-29 mai 2005 n'était peut-être pas la crise proprement dite, mais les modalités de contournement et de dépassement de cette crise qui, en elle-même, n'a manifestement pas contribué à préciser et à nuancer le débat sur les questions européennes. Cette volonté de relancer la construction européenne par la ratification parlementaire – donc sans prendre le risque d'un nouveau référendum hasardeux – fut exprimée par le candidat UMP à l'élection présidentielle française d'avril-mai 2007, Nicolas Sarkozy, qui déclarait dans sa profession de foi :

« J'ai proposé à nos partenaires un traité simplifié, limité aux questions institutionnelles que nul n'a contestées pendant la campagne référendaire, afin que l'Europe se dote rapidement des moyens de fonctionner efficacement à 27 Etats membres. La question de la réécriture d'un texte plus global, scellant la dimension fondamentalement politique de l'Europe, se posera dans un second temps. »¹

Cette prudence s'explique par le fait que le débat français sur la ratification de la Constitution européenne par voie référendaire a conduit à l'émergence d'une figure politique nouvelle : celle d'hommes politiques et de penseurs marqués à gauche qui se revendiquent partisans du fédéralisme et qui ont appelé à rejeter cette Constitution précisément parce que – en plus de ses aspects supposés nocifs pour l'Europe sociale – elle ne permettait pas d'avancer immédiatement vers une Europe fédérale. L'un des partisans de ce « choc salutaire » qui estimait que le « Non » français à la Constitution était une occasion de repartir rapidement sur des bases fédéralistes et sociales – après avoir paradoxalement rejeté le seul texte qui, à l'époque, permettrait de donner une orientation un peu plus fédéraliste à la construction européenne – l'universitaire Paul Allières, écrivait à propos du Traité constitutionnel:

« On peut voir [ce texte] comme un triple obstacle à l'organisation d'une Europe fédérale dotée des moyens de sa puissance économique et sociale. La Constitution renforce le caractère intergouvernemental des instances de l'UE, aggrave la confusion des pouvoirs en son sein et interdit que ne s'installe un gouvernement économique de cette vaste zone de libre-échange. »²

¹ NICOLAS SARKOZY, *Mon projet : ensemble, tout devient possible*, Compiègne, Imprimerie de Compiègne, 2007, p. 10.

² PAUL ALLIÈRES, « Une fausse Constitution pour un vrai Commonwealth », in Masquet Brigitte (dir.), *Regards sur l'actualité : La Constitution européenne en débats*, 307, janvier 2005, Paris, La Documentation française, 2005, p. 27.

Le réquisitoire de Paul Allières peut surprendre, car si l'on peut comprendre les critiques formulées par un universitaire concernant les insuffisances du Traité constitutionnel, il est difficile de ne pas se montrer au moins circonspect face à un véritable discours à charge qui investissait le texte d'une aura presque maléfique en sous-entendant que ses rédacteurs étaient animés d'intentions malignes plutôt que simplement négligents ou incompetents, puisque Allières les accusait d'avoir conçu un texte dont les articles à tonalité libérale pourraient être utilisés de manière optimale, alors que ceux qui prévoient un accroissement des droits du citoyen – comme le droit de pétition, par exemple – auraient vocation à être systématiquement contournés. Ces propos extrêmement pessimistes qui – à l'image de ce qu'écrit Michel Clapié, autre universitaire montpelliérain, pour sa part hostile au fédéralisme européen, dans son ouvrage *Institutions européennes* – ne sont pas sans rappeler par moments la théorie du complot contre le peuple français et la nation française, reflètent bien l'état véritablement passionnel qui caractérisa la campagne référendaire au printemps 2005, dont l'extrême gauche française profita notamment pour se relancer sur le terrain médiatique. Il est en outre frappant de constater que – tout en préconisant le rejet de la Constitution afin, selon lui, de hâter la construction d'une Europe fédérale – l'auteur citait précisément le précédent de la Communauté européenne de Défense, dont le rejet en 1954 par une partie des parlementaires de la SFIO – entre autres motifs parce qu'ils considéraient que l'opinion publique ne tolérerait jamais un réarmement de l'Allemagne à peine neuf ans après la fin de la Seconde guerre mondiale – a gravement compromis pendant des décennies le développement d'une Europe de la défense :

« L'Europe politique a une histoire dont nous héritons et qui a commencé il y a cinquante ans. Et elle a commencé sur un échec, celui de la Communauté européenne de Défense (CED). L'idée s'est alors imposée de transférer des secteurs d'intérêts faiblement politisés (l'agriculture, l'acier, l'énergie ou les transports) pour lesquels les gouvernements adoptaient des règles qu'ils s'engageaient à respecter en commun. »³

Dans le même numéro de *Regards sur l'actualité* de la Documentation française, paru cinq mois avant le référendum, Olivier Duhamel répondait à Paul Allières, dont il estimait que le portrait à charge de la Constitution s'expliquait surtout par sa fidélité à son ami politique Arnaud Montebourg, adversaire de la ligne modérée incarnée par les Socialistes français partisans du « Oui ». Duhamel tenta d'expliquer pourquoi le rejet de la Constitution par une partie de l'électorat de gauche lui semblait stérile et surtout révélateur d'une culture de la protestation sans lendemains, synonyme d'inaction et de marginalisation :

« Si l'on compare le texte à celui d'une utopique République fédéraliste et socialiste européenne, comme le font certains de ses détracteurs, nul doute que la déception soit au

³ *Ibid.*

rendez-vous. Cette perspective n'ayant aucune plausibilité, la victoire du non ne pourrait être qu'un sérieux coup d'arrêt pour l'Europe. Mais le « non au non » n'est qu'un petit aspect de la question. Il doit être doublé par un oui de conviction et d'enthousiasme. »⁴

Au lendemain de la victoire du « Non » au référendum, Duhamel voulu compléter sa démarche explicative des enjeux induits par la ratification de la Constitution en publiant un petit opuscule dans lequel il énonça ce qui constituait pour lui le plus gros malentendu de la campagne, un malentendu étayé par des personnalités politiques de gauche comme Laurent Fabius, Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon dont l'intention était de relancer leur carrière politique en prenant la tête de la révolte populaire contre un texte assimilé à tort ou à raison aux élites libérales et à leurs mesures de casse systématique de l'État-providence français :

« La gauche du « non » réussit à faire croire que la question principale était sociale. Bien joué, puisque tel était le premier souci des électeurs. Mais mal joué au regard de la vérité, puisqu'en la matière la Constitution apportait certes des améliorations (objectifs sociaux, droits sociaux, sommet social annuel, clause sociale) mais sans bouleversement fondamental. Et pour cause, la compétence, ici, est nationale. La principale novation résidait ailleurs. Dans la création d'une Europe politique. [...] Là est l'occasion gravement manquée. [...] Les citoyens n'ont pas seulement voté contre l'Europe. Ils ont voté contre eux-mêmes. »⁵

Des clivages sociaux préoccupants

Ce que déplorait Duhamel, cette ignorance de nombreux électeurs sur les principales avancées – institutionnelles, et non sociales – prévues par la Constitution n'est guère étonnante si l'on garde à l'esprit le fait que le texte fut rejeté essentiellement par les couches populaires n'ayant pas fait d'études supérieures et donc pas forcément sensibilisées à la complexité et à l'extraordinaire richesse des problématiques européennes⁶. C'est cette constante, observable non seulement au niveau français mais aussi au niveau européen, que rappelle Bruno Cautrès :

« Le niveau de diplôme est, dans tous les pays de l'Union, un facteur déterminant fortement l'adhésion ou le rejet vis-à-vis de l'Europe. Le niveau de diplôme constitue, avec la position sociale, une « variable lourde » explicative des attitudes européennes dans

⁴ OLIVIER DUHAMEL, « Une Constitution pour une démocratie européenne », in *Regards sur l'actualité : la Constitution européenne en débat*, 307, janvier 2005, Paris, La Documentation française, 2005, p. 33.

⁵ *Id.*, « Des raisons du Non », Paris, Seuil, 2005, pp. 47 et 53.

⁶ C'est ce qu'indique un sondage post-référendum effectué au mois de juin 2005 par l'Institut Eurobaromètre et accessible par l'URL http://europa.eu.int/comm/public_opinion/index_fr.htm

l'ensemble des pays européens. Il n'est pas surprenant que le niveau de revenus indique les mêmes tendances, compte tenu des liens entre niveau d'études et niveau de revenus. »⁷

La crise née du résultat du référendum du 29 mai 2005 est un motif important de préoccupation pour les pro-européens, surtout fédéralistes, mais elle présente une aspérité intéressante, en ce sens qu'elle témoigne d'une lutte assez claire – et peut-être même assez saine d'un point de vue conceptuel – entre deux France: celle des élites économiques, politiques, intellectuelles et universitaires vivant dans les centre-villes et les banlieues résidentielles d'une part et, d'autre part, la France des catégories sociales moyennes-inférieures et inférieures fragilisées dont la souffrance s'exprime par un vote protestataire et une peur du changement perçu comme un prétexte à déréglementer encore plus la société française.

Les exemples de ce clivage sont nombreux : citons ainsi d'une part ces villes riches du Grand sud que sont Bordeaux, Toulouse et Pau, où le « Oui » l'emporta en 2005, et, d'autre part, les zones rurales de plus en plus marginalisées, dans lesquelles la population voulut exprimer sa colère en matière sociale. En Languedoc-Roussillon, à Montpellier, le « Oui » ne fut distancé par le « Non » que d'un millier de voix sur un total d'environ 80 000 suffrages exprimés et il obtint 55% des voix dans la banlieue aisée de Castelnau-le-Lez alors que le reste de la région, fortement touché par le chômage, vota « Non » à une nette majorité. Citons également le cas du Grand Lyon, où l'opposition fut aussi criante entre la large victoire du « Non » dans les quartiers très modestes de la banlieue est – par exemple à Vaulx-en-Velin et à Vénissieux – et le triomphe du « Oui » dans la banlieue ouest, beaucoup plus aisée, dans des communes comme Ecully ou Caluire-et-Cuire. De manière fondamentale, ces contrastes sociaux se retrouvèrent dans les résultats de la plupart des grandes agglomérations, au point de devenir un facteur plus important que la fidélité traditionnelle de certaines régions françaises – comme l'Alsace ou la Bretagne – à l'idéal d'unification européenne⁸.

L'existence d'un tel phénomène dans la plupart des autres États membres – en Allemagne et aux Pays-Bas, en particulier, où la gauche extrême et l'extrême gauche rejettent le Traité – donne alors à penser que la construction politique de l'Europe ne pourra passer que par les élites, quitte à pousser la logique du pire jusqu'au bout et à s'inscrire dans une perspective agonique faisant passer l'amélioration du sort économique des catégories socio-professionnelles inférieures par pertes et profits. Dans ce contexte, dont on mesure bien les périls qu'il fait courir à la cohésion entre les Français, la *Schadenfreude* (joie maligne)

⁷ BRUNO CAUTRES, « Caractéristiques de l'opinion publique européenne », in *La Citoyenneté européenne, Dossier réalisé par Bruno CAUTRES, Problèmes politiques et sociaux*, 901, juin 2004, Paris, La Documentation française, 2004, p. 75.

⁸ Tous ces résultats sont consultables sur le site du Ministère français de l'Intérieur, à l'URL http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/resultats-elections/rf2005/index.html

des élites devant l'aggravation de la situation sociale frappant de plein fouet ceux qui avaient cru s'en prémunir en votant « Non » à la Constitution répondrait à celle des ouvriers, employés et agriculteurs, les « petits » et les « sans-grade » qui ont cru prendre une certaine revanche de classe en tentant de nuire à l'idéal européen des classes supérieures le 29 mai 2005.

Il faut dire que l'affirmation des personnalités politiques de gauche hostiles à la Constitution selon laquelle le « Non » entraînerait un reflux du libéralisme en Europe et en France fut très vite invalidée par les mesures prises par le gouvernement De Villepin à l'été 2005 – baisse du taux de rémunération du livret A présentée comme une fatalité arithmétique liée à la faiblesse de l'inflation, privatisation totale du réseau autoroutier français et surtout assouplissement très net du Code du travail, avec la possibilité de licencier les employés sans motif particulier pendant une période d'essai de deux ans dans les entreprises de moins de vingt salariés⁹ – révélant l'aspect profondément illusoire d'une pensée magique qui faisait de l'Europe le bouc émissaire du désarroi populaire.

À ce propos, la Constitution rejetée, il était à craindre que les Français en difficulté ne choisissent d'autres victimes expiatoires que la construction européenne en cas d'absence d'amélioration de la conjoncture économique et sociale. Pourtant, le sociologue Emmanuel Todd affirmait en août 2006 – soit un peu plus d'un an après le référendum – que c'étaient au contraire les classes aisées qui semblaient désormais recourir à la diabolisation :

« À partir du milieu des années '80, les classes supérieures refusaient de constater que les milieux populaires avaient un problème avec les immigrés, avec le statut de la femme maghrébine. À l'époque, le discours des élites était optimiste, multiculturaliste, méprisant envers les classes inférieures. Aujourd'hui, les gens sont moins intéressés par l'immigration que par le chômage et les problèmes économiques, mais la droite ranime la thématique de l'immigration. Alors que ce n'est plus ce que les classes populaires ont prioritairement à l'esprit, les classes supérieures cherchent désormais des boucs émissaires. »¹⁰

Une autre affirmation émanant de la gauche de la gauche, selon laquelle le rejet de la Constitution n'isolait pas la France en Europe, fut elle aussi contredite par le choix de Londres comme capitale olympique en 2012 contre Paris, pourtant ville favorite, le 6 juillet 2005. Le détail du vote fit apparaître que les membres des autres délégations européennes écartèrent sciemment Paris, et on ne peut s'empêcher de penser que cet événement constitua la première conséquence directe du résultat du référendum du 29 mai précédent.

⁹ CHRISTOPHE JAKUBYSZYN, « Le gouvernement assouplit le droit du licenciement », in *Le Monde*, mardi 2 août 2005, p. 6. On peut également citer le Contrat première embauche (CPE), abandonné au printemps 2006.

¹⁰ EMMANUEL TODD, « Todd : Les deux grands partis n'intéressent plus personne », entretien du 24 août 2006 dans *Le Point* reproduit le 14 novembre 2007 sur le site Contre Info.info, à l'URL http://contreinfo.info/article.php3?id_article=1432

Enfin et surtout, l'argument d'une partie de la gauche française et allemande selon lequel le « Non » à la Constitution serait le point de départ d'une série de victoires électorales dans les États membres a depuis été battu en brèche par la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle française de mai 2007, le retour au pouvoir de Silvio Berlusconi en Italie en mai 2008 et le succès d'Angela Merkel aux élections fédérales de septembre 2009.

Le rôle des élites, notamment fédéralistes

Dès lors, pour utiliser une métaphore domestique, on pouvait raisonnablement supposer que les élites européennes, même minoritaires dans l'opinion publique, seraient tentées de faire entrer par la fenêtre les dispositions constitutionnelles qui avaient été chassées par la porte à la suite des consultations de 2005. Ce genre de contournement furtif de l'opinion, dans un contexte où l'électorat populaire était stigmatisé, n'était pas très risqué – même s'il pouvait paraître condamnable du point de vue de la morale politique – dans la mesure où les partisans d'un nouveau Traité se doutaient que la complexité et l'opacité des mécanismes institutionnels européens empêcheraient sans doute les souverainistes de toutes obédiences de mobiliser l'opinion publique avec autant d'efficacité que lors des deux référendums de protestation en France et aux Pays-Bas. Il semblait en effet peu probable de voir les Français des classes populaires manifester en nombre aussi important contre une éventuelle ratification parlementaire du Traité de Lisbonne que contre des réformes sociales perçues comme trop libérales. Le stratagème avait d'autant plus de chances de réussir que, dans la grande majorité des États membres de l'UE, le jeu démocratique risque de se limiter longtemps encore à l'alternance de partis modérés favorables au nouveau Traité qui détiennent le pouvoir – et, donc, qui contrôlent les leviers de la négociation européenne – à tour de rôle.

Que le « Non » français et néerlandais ait contribué à éloigner encore plus les élites politiques, intellectuelles et sociales européennes d'une grande partie de l'opinion publique et à verrouiller le système de prise de décisions au niveau communautaire constitue un paradoxe intéressant pour les partisans de l'intégration européenne – notamment les fédéralistes – tentés d'en revenir à une solidarité de classe quelque peu nostalgique, en quelque sorte le pendant non-fictionnel de *La grande illusion* de Jean Renoir. Ceci se conçoit d'autant mieux à une époque où le cynisme politique pousse un nombre toujours croissant d'électeurs dans l'abstention ou le vote protestataire devant l'absence angoissante de propositions émanant des partis politiques dominants pour remédier au phénomène d'ultra-individualisation de la société.

Dans ce cas de figure, il conviendrait de surmonter notamment les objections de certains philosophes de l'Europe comme Jürgen Habermas et Etienne Balibar¹¹ qui – plutôt que de préconiser l'adoption d'un système confédéral ou fédéral certes froid et neutre d'un point de vue social mais qui, techniquement, a fait ses preuves – tendent à soutenir quasi-exclusivement, pour l'un, le progressisme démocratique du modèle institutionnel unique au monde représenté par l'UE et, pour l'autre, l'utopie d'une construction européenne exclusivement anti-libérale. En ce sens, on peut considérer que certains aspects de leur réflexion présentent un danger pour l'Europe politique menacée par une pensée de l'exception institutionnelle perçue comme un gage de probité et par une attitude reposant sur un confortable mélange d'exigence et de passivité, deux éléments synonymes d'impuissance à harmoniser les politiques et de retards considérables dans l'unification des États européens. Encore peut-on comprendre l'attitude de Habermas par le fait que, né en 1929, il a connu la fin de la Seconde guerre mondiale et ses ravages en Allemagne, ce qui explique que – tout au long de son œuvre – il défende une vision sociale-démocrate politiquement correcte d'une construction européenne fondée sur la seule négociation démocratiquement légitimée et qu'il rejette tout processus d'unification témoignant d'une volonté de contourner d'autorité les aspirations de l'opinion publique.

Dans cette perspective, plus qu'un hypothétique ralliement des couches populaires des États membres au processus d'intégration politique, c'est donc davantage l'adhésion des élites cosmopolites et polyglottes au principe d'une unification européenne pragmatique et opportuniste qui compterait, idéalement par le biais d'une grande initiative s'étendant à une majorité d'États. On se souvient, par exemple, que l'acte fondateur de relance de l'idée de fédéralisme au début du XXI^e siècle demeure le discours du Ministre allemand des Affaires Étrangères, Joschka Fischer qui, en l'an 2000, tendit la main aux Français en leur demandant de souscrire à son projet historique pour l'Europe. En 2001, Laurent Guihéry écrivait à ce propos :

« La réponse de Hubert Védrine, le Ministre français des Affaires Étrangères, à cette vision personnelle du Ministre des Affaires étrangères allemand, réponse publiée dans le quotidien *Le Monde*, est intéressante car elle apparaît comme une mini-révolution dans le débat politique français: il reconnaît en effet que « l'idée de fédération ne fait plus peur, elle exerce même une certaine séduction ». Néanmoins, il souhaite éviter les controverses théoriques sur les divers sens du mot fédéralisme, ce qui constitue une façon détournée mais judicieuse en France pour évoquer en fin de compte le sujet. »¹²

¹¹ ÉTIENNE BALIBAR, *Europe Constitution Frontière*, Paris, Editions du Passant, 2005. Sur l'aspect aporétique de la citoyenneté européenne et les risques d'*apartheid* qu'elle fait peser sur les immigrés selon Balibar, cf également « D'une citoyenneté nationale à une citoyenneté ouverte », in *La citoyenneté européenne, Dossier réalisé par Bruno CAUTRES, Problèmes politiques et sociaux*, 901, juin 2004, Paris, La Documentation française, 2004, p. 90.

¹² LAURENT GUIHÉRY, *Economie du fédéralisme : quelle Constitution pour l'Europe ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 121.

Mais toutes les perspectives de développement sur des fondations de type fédéraliste ne donnent pas forcément lieu à des accès d'optimisme évoquant le triomphe de la Raison, des Lumières et du Progrès. Dans *La République européenne*, s'interrogeant sur l'organisation institutionnelle de l'Europe et rendant compte des diverses hypothèses échafaudées par les géographes, les économistes et les sociologues, Michel Foucher analyse les conséquences pratiques qu'entraînerait un scénario possible de fragmentation fédéraliste, inquiétant pour les partisans d'États-nations unitaires sur le continent :

« Les grands États-nations européens sont en crise durable et l'espace politique européen se fragmente, sur des bases régionalistes, de vie locale et d'économie informelle. Le nombre d'entités quasi-indépendantes s'accroît, notamment lorsque des régions-nations disposant d'une identité culturelle et linguistique marquée, d'une base économique solide et de branchements directs sur le vaste monde sont en position d'imposer leur indépendance politique « au nom de l'Europe », instance supérieure qui permet de court-circuiter l'appartenance aux vieux États-nations. »¹³

Ce qui semble donc entrer en jeu dans la réflexion sur l'avenir de l'Europe, ce sont bien deux conceptions classiques de la nation et de la politique : l'idéologie des Lumières – selon laquelle le fédéralisme est l'instrument le plus approprié à la réalisation du *telos* européen – et l'idéologie nationale issue de la période romantique, selon laquelle les nations d'Europe forgées tout au long de l'histoire et institutionnalisées au XIX^e siècle n'ont pas vocation à mettre sur pied autre chose que des structures de coopération entre pays souverains car une union trop étroite entre États les ferait progressivement disparaître par un phénomène conjoint de fusion et de dislocation. Mais quelque chose de plus profond traverse cette dichotomie, quelque chose qui lie le temps aristotélicien – infini – au temps kantien – celui de la finitude humaine – et qui anime les défenseurs de chacun de ces deux modèles : la volonté de parvenir à une Europe politiquement unifiée de leur vivant chez les fédéralistes et celle, contraire, de ne pas voir le patrimoine institutionnel national et le patrimoine historique personnel s'effondrer de concert chez les souverainistes. Ces deux pulsions de vie, comparables en ce qu'elles témoignent d'une superposition entre expérience individuelle et expérience collective, évoquent la conception hégélienne du destin. Jean Hyppolite, grand spécialiste du philosophe, écrit :

« [Chez Hegel] il nous faut distinguer le destin en général, ou la *réalité effective*, cette histoire du monde qui sera un jour pour Hegel le jugement du monde (« *Weltgeschichte ist Weltgericht* ») et les destins particuliers qui correspondent aux pathos originaux des individus et des peuples. Rien de grand ne se fait sans passion, c'est-à-dire qu'aucune action, aucune entreprise individuelle n'est adéquate à l'universel et à l'infini, il y a

¹³ MICHEL FOUCHER, *La République européenne*, Paris, Belin, 2000, p. 119.

toujours en elle, si ample soit-elle, une finitude qui en fait une passion. Or, le destin d'un individu, le destin d'un peuple, sont la révélation de ce pathos dans une histoire. »¹⁴

La relance de la construction européenne par les élites – qu'elle s'accomplisse sur des bases fédérales, confédérales ou, comme cela semble être résolument le cas aujourd'hui, mixtes – dans le but de créer une véritable identité nationale européenne, que d'aucuns qualifieraient par exemple d'impériale¹⁵, permet de s'abstraire d'une pensée post-nationale molle et idéaliste synonyme de piétinement de l'Europe communautaire. Malgré son caractère hybride et les blocages qui découlent parfois de la priorité qu'elle donne à la recherche du consensus et à la sauvegarde de la souveraineté des États, la construction européenne facilite – selon la devise officielle de l'Union européenne – « l'unité dans la diversité » par sa souplesse, qui lui permet de s'accomplir par le fonctionnement conjoint de structures intergouvernementales et d'institutions supranationales travaillant de concert à l'établissement de l'union « sans cesse plus étroite » voulue par les pères de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et du Traité de Rome. C'est d'ailleurs cette stratégie de répartition du pouvoir politique entre des instances apparemment distinctes mais en réalité partenaires et complémentaires que dénonçaient les adversaires de l'intégration européenne à l'automne 2007, au moment où le Traité de Lisbonne a été rédigé :

« Le traité sur l'Union européenne (TUE – domaines intergouvernementaux) et le traité sur la Communauté européenne (TCE – domaines communautarisés) sont en apparence conservés. Mais ils deviennent en réalité des coquilles dont les contenus sont modifiés pour correspondre, dans leur esprit et dans leur lettre, à la première partie (les principes) et à la troisième partie (les modalités) de la défunte Constitution. La Communauté disparaît pour s'appeler désormais « l'Union », les deux « Unions » sont dans les mêmes traités, tout est dans tout, et on obtient à peu près le même résultat que l'ex projet de Constitution, qui avait au moins l'honnêteté d'afficher clairement qu'il voulait tout fusionner. »¹⁶

Ainsi donc, le modèle européen se révèle donc particulièrement pérenne car il ne promet ni grand soir ni lendemains qui chantent, mais bien la possibilité d'unir des populations de culture politique différente dans le respect du dialogue démocratique et de l'État de droit, dont il étend le champ d'influence par sa logique d'entrelacement des pouvoirs.

¹⁴ JEAN HYPPOLITE, *Introduction à la philosophie de l'histoire de Hegel*, Paris, Éditions du Seuil, 1983, pp. 51-52.

¹⁵ DAVID CHARTER, « Call for vote on 'Europe empire' », in *The Times*, 11 juillet 2007, article consultable à l'URL <http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/europe/article2056576.ece>.

¹⁶ CHRISTOPHE BEAUDOUIN, « Fédéralisation de l'Europe : après le camouflet, le camoufflage », article recueilli sur le site L'Observatoire de l'Europe.com à l'adresse :

http://www.observatoiredeleurope.com/Federalisation-de-l-Europe-apres-le-camouflet,-le-camoufflage_a745.html

SOCIAL CLEAVAGES IN EUROPE AROUND THE POLITICAL EUROPEAN
CONSTRUCTION, 2005-2010: EUROPE OF THE ELITES
AGAINST THE NATION STATE OF POPULAR CLASSES?

Abstract

The rejection of the European Constitution by French and Dutch voters in 2005 has brought about an unprecedented crisis for European integration, with strong risks of regression into nationalism and xenophobia.

However, in a paradoxical way, that crisis has not prevented the building of a political Europe - even a federal Europe - because it has hampered intergovernmental negotiations more than the functioning of European institutions.

Moreover, social polarisation means that Europhiles in the élites have been able to press for institutional solutions culminating in the ratification of the Lisbon Treaty, a landmark in the consolidation of the European Union.

Keywords: European Constitution, Political Integration, Élités, Social Classes, Protest.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- BRAULT, PHILIPPE, RENAUDINEAU, GUILLAUME, SICARD, FRANÇOIS, *Le principe de subsidiarité*, Paris, La Documentation française, 2005.
- Cautres, Bruno (dir.), « La citoyenneté européenne », in *Problèmes politiques et sociaux*, 901, juin 2004, Paris, La Documentation française, 2004.
- CAUTRES, BRUNO et REYNIE, DOMINIQUE, *L'opinion européenne*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2000.
- Cazenave, Olivier (dir.), « L'Europe à 25 », in *Questions internationales*, 7, mai-juin 2004, Paris, La Documentation française, 2004.
- CLAPIE, MICHEL, *Institutions européennes*, Paris, Flammarion, 2003.
- COSTA, OLIVIER, « L'Union européenne peut-elle s'accommoder durablement du Traité de Nice? », in Masquet, Brigitte (dir.), *La Constitution européenne en débats*, in *Regards sur l'actualité*, 307, janvier 2005, Paris, La Documentation française, 2005, pp. pp. 43-54.
- DOUTRIAUX, YVES et LEQUESNE, CHRISTIAN, *Les institutions de l'Union européenne*, 5^e édition, Paris, La Documentation française, 2005.
- HABERMAS, JÜRGEN, *Une époque de transitions, Ecrits politiques, 1998-2003* (traduit de l'allemand et de l'anglais par Christian Bouchindhomme), Paris, Librairie Arthème Fayard, 2005.
- KÄLBLE, HARTMUT, *Les chemins de la démocratie européenne*, Paris, Belin, 2005.
- QUERMONNE, JEAN-LOUIS, « Renforcer la légitimité démocratique de l'Europe », in Cautres, Bruno (dir.), *La citoyenneté européenne*, in *Problèmes politiques et sociaux*, 901, juin 2004, Paris, La Documentation française, 2004, pp. 86-88.
- SANDU, TRAIAN, « Introduction : l'Union européenne condamnée à la puissance? », in Sandu, Traian (dir.), *Identités nationales, identité européenne, visibilité internationale : aspects historiques, politiques et économiques de la construction européenne*, Paris, Cahiers de la Nouvelle Europe, L'Harmattan, 2004, pp. 9-29.

**CULTURE POLITIQUE EUROPÉENNE
ET MODERNITÉ ROUMAINE**

RALUCA ALEXANDRESCU

La problématisation de la culture politique démocratique

Vers la fin du mois de juin 1848, ayant déjà le présage de la fin, Nicolae Bălcescu s'écrit, plein d'impatience et d'angoisse : « Publiez tout ce que vous travaillez. Il est temps de faire tout cet ouvrage ouvertement »¹. La lettre adressée à son ami A. C. Golescu se constituera d'ailleurs dans un avertissement de Cassandre : la révolution va connaître l'échec, ses principaux acteurs vont fuir les autorités montre son inquiétude concernant l'aboutissement du mouvement, dans une lettre adressée à un de ses confrères, A. G. Golescu, où il dit que le succès de la révolution est directement lié à la « transparence » qui domine les actes de gouvernement. Pour lui, la seule solution, c'est de légiférer ouvertement, de faire en sorte que l'ouvrage de la gouvernance n'ait pas l'air conspiratif et cachotier que lui reprochaient les révolutionnaires politiques restaurés en s'exilant en France ou en Italie, avec des passages à Londres.

L'angoisse du révolutionnaire face à l'impuissance de ce pouvoir de puiser sa légitimité dans le mouvement révolutionnaire lui-même et le cri de désespoir envers le manque de savoir-faire politique de ses collègues de génération et de mouvement montrent en effet qu'à l'aube de la modernité politique roumaine, le problème qui se pose avec acuité dans la pensée politique roumaine est celui de l'acquisition des moyens et des constructions de la théorie démocratique².

¹ Lettre pour A. G. Golescu, Buzău le 22 juin 1848, NICOLAE BĂLCESCU, *Opere, (Euvres)*, édition critique de G. Zane et Elena Zane, Bucarest, Presse de l'Académie Roumaine, vol. IV, *Correspondența. Scrisori. Memorii. Adrese. Documente. Note și materiale*, Bucarest, 1964, p. 89-91.

² Surtout parce que, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les références à la démocratie sont rares et légèrement floues. Voir l'analyse de DANIEL BARBU concernant les significations anciennes du concept de « démocratie » dans la pensée politique roumaine. (« Democrația în românește. Istoria veche a cuvântului » [« La démocratie en roumain. L'histoire ancienne du mot »], in *Studia Politica*, II, 4, 2002.)

La question présente d'autant plus d'intérêt pour une recherche de ce type que, même pour l'Europe occidentale, les sens de la démocratie changent de perspective et de direction après les ébranlements produits par la Révolution française. En fait, deux sont les concepts qui déterminent le grand tournant dans la perception du temps historique³, d'une part, et de la représentation souveraine⁴, d'autre part, au XIX^e siècle: il s'agit de la Révolution et de la Démocratie qui se définit par après. Et s'il est important de montrer que c'est les concepts qui fondent la nouvelle perspective sur la Modernité, la motivation intrinsèque de cette approche sur les mots qui font vivre les événements et sur les faits de l'histoire ranimés par les mots devient d'autant plus révélatrice.

Les équivoques multiples qui dominent la vie de la démocratie au XIX^e siècle, roumain et occidental, rendent compatibles ces propositions méthodologiques au cœur desquelles se retrouvent les présupposées méthodologiques d'un télescopage entre les faits historiques et leur pendant conceptuel, entre le récit⁵ – pour utiliser, cette fois-ci, un terme ricœurien – et son pendant factuel⁶. Autrement dit, l'« indétermination démocratique »⁷ même, en tant que point de départ de tout un instrumentaire méthodologique, permet une lecture qui soit plus proche de l'esprit flou et indécis des apparitions de la démocratie dans la pensée politique roumaine au début de sa modernité. Il faut ajouter néanmoins, avant de continuer sur ce point, qu'il existe une certaine différence structurelle entre les équivoques de la démocratie occidentale et ceux de la démocratie roumaine. Ce développement à deux vitesses n'est pas ignoré par les auteurs roumains du début du XIX^e siècle, comme on peut le constater en parcourant par exemple un petit texte de « présentation » du pays à l'intention de ce qu'on pourrait aujourd'hui appeler un « investisseur » anglais: « Le pays de la Moldavie et de la Valachie n'a point été jusqu'à ce jour exploité par l'industrie, ni pénétré par le commerce. La politique seulement a quelquefois jeté sur lui, depuis le siècle

³ Quand nous parlons du « temps historique », nous faisons appel à la théorie – et conjointement à la méthode qui est présupposée – par REINHART KOSELLECK, notamment dans son ouvrage *Le futur passé. Contributions à la sémantique des temps historiques*, traduit de l'allemand par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock, éditions de l'EHESS, Paris, 1990. Koselleck analyse, en s'appuyant sur la méthode de l'histoire conceptuelle – que nous allons exposer en ce qui suit – la construction du concept de Révolution, y compris dans la période postrévolutionnaire française. Il remarque le fait que, à partir de 1789, le rapport au temps historique, c'est à dire à la succession et à la référence au passé et au futur changent d'une manière considérable.

⁴ En ce qui concerne l'histoire conceptuelle de la démocratie au XIX^e, français surtout, un ouvrage de référence avec la méthode adjacente est celui de PIERRE ROSANVALLON, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Gallimard, Paris, 2000.

⁵ Un appui – plutôt philosophique cette fois-ci et moins historique – dans la compréhension rapport entre les temps historiques et les changements successifs à l'intérieur de leur perception et le travail de la mémoire, en passant par les qualités médiatrices ou non du récit fut l'ouvrage de PAUL RICOEUR, *Histoire, mémoire, oubli*, Seuil, Paris, 2001.

⁶ Cf. DANIEL BARBU, *Politica pentru barbari*, Nemira, Bucarest, 2005, p. 11.

⁷ PIERRE ROSANVALLON, *La démocratie inachevée*, éd. cit., p. 26.

dernier, quelques regards plutôt furtifs et dédaigneux qu'attentifs. [...] Enfin aussi, un peuple docile et robuste, mais sans arts, sans industrie, sans lumières ; un peuple tranquille, paisible et qui dans son état agricole, pourrait être le plus prospère, mais dans son intérieur, mal administré, en proie à tous les abus, à tous les fléaux de son gouvernement sans bases et sans lois... »⁸.

Le texte, rédigé en 1828, montre en effet combien difficile s'avère au début du XIX^e siècle la quête de la modernité. En retraçant le parcours erratique de son devenir, ensemble avec l'avènement de la « démocratie » roumaine, on peut très vite s'apercevoir des multiples équivoques qui le dominent. La démocratie signifie tour à tour, dans l'espace de seulement quarante ou cinquante années, « aristo-démocratie », dans le sens aristotélicien du terme, représentation contractuelle de type lockéen, suprématie de la loi dans le sens de Montesquieu, confrontation des Anciens et des Modernes à la Constant, « monarchie selon la Charte » à la Chateaubriand, état social tocquevillien, utopie fouriériste, libéralisme, système capacitaire, mythologie nationale, révolution.

Démocratie et modernité – les héritages et les acquis du XIX^e siècle roumain

Il faut tout d'abord préciser que notre communication se propose d'identifier quelques directions de la culture politique émergente au XIX^e siècle roumain à travers les significations de la « démocratie » et à travers les voix les plus sonores et les plus influentes, aussi, deux premières générations du XIX^e siècle. Effectivement, dans cette première moitié du siècle, il ya quelques changements d'ordre qualitatif et quantitatif qui se produisent et qui rendent le corpus potentiellement riche – toutes proportions gardées – par rapport à la production de textes politiques beaucoup plus maigre que l'on peut retrouver jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Ces découpages tiennent compte d'un sens de l'interdépendance, à double direction, entre le fait historique et le mouvement conceptuel. C'est ainsi que les différentes périodes que nous avons en vue peuvent être envisagées et lues à partir de plusieurs sections temporelles.

Le début du XIX^e siècle jusqu'en 1821, année qui marque la fin des règnes phanariotes dans les deux Principautés roumaines, Valachie et Moldavie. La nature des institutions politique commence à changer légèrement, car on passe au gouvernement des princes roumains, élus pour une période limitée de temps. Il s'agit donc d'un mandat exercé par des représentants généralement recrutés parmi les membres des quelques familles de boyards des Principautés, qui se disputent à tour de rôle la prééminence au gouvernement. Les sources que

⁸ IONICĂ TĂUTUL, *Scieri social-politice [Ecrits socio-politiques]*, préface, étude introductive, notes par Emil Vârtoșu, Editura Științifică, Bucarest, 1974, pp. 199-200.

nous allons mobiliser pour cette période sont assez rare et concernent quelques projets de constitutions écrits tout au début du siècle.

1821-1831 : le moment de la publication des Règlements Organiques, premiers textes de nature constitutionnelle dans l'espace politique roumain. L'espace des deux Principautés connaît avant ce moment une disposition pour la politique et la plus évidente. Parallèlement, on peut noter des efforts dirigés dans la direction de l'élaboration d'une base pour la production intellectuelle en langue roumaine, de même que pour les écoles. Les textes politiques proprement dits sont encore peu nombreux, les références directes à la démocratie encore moins. Notre analyse se concentrera surtout sur les écrits de quelques auteurs qui puisent dans leurs connaissances et dans leur volonté de rénovation et qui engendrent aussi, par leur écriture ou par des entreprises connexes, des « moments » dans la construction de l'idée de démocratie.

Il convient de constater que les textes de ces deux premières périodes vont, généralement, dans la direction d'un « libéralisme bizarre »⁹ résultat d'une interprétation des textes politiques occidentaux du XIX^e siècle – tels la Charte constitutionnelle française de 1814, qui est citée pendant cette période par les auteurs roumains – à l'aide d'instruments philosophiques qui sont fournis plutôt par la philosophie du contrat, d'inspiration lockéenne, et même par le paradigme aristotélicien encore puissant dans la pensée politique roumaine de l'époque. L'image de l'État gestionnaire des biens et des droits du corps politique des citoyens et détenteur de la souveraineté est fréquente dans les écrits de cette période.

Pour les intellectuels roumains de cette période, le milieu culturel et politique français représente le premier point de repère. Mihail Kogălniceanu étudie en France et est un admirateur inconditionné de François Guizot, C. A. Rosetti ou Nicolae Bălcescu inventent la mythologie démocratique et nationale en suivant de près les œuvres de Jules Michelet, personnage de référence pour cette génération. Ce phénomène d'acculturation politique se heurte encore à un paradigme politique et culturel antérieur, qui est celui de la philosophie politique du XVII^e siècle et qui est encore visible dans les années vingt et trente du XIX^e siècle.

Le moment 1848, c'est à dire l'avant, le pendant et l'après de la révolution de 1848, la préparation intellectuelle de l'année 1848 et le post-1848, jusqu'en 1866 – l'année de l'adoption de la Constitution, en passant par le moment 1856 – le Traité de Paris. C'est maintenant que les grands thèmes de la démocratie libérale entrent dans le langage et, au moins au niveau discursif, dans le système de référence politique roumain. Les hommes de 1848 débâtent la question de la nationalité et de la nation, du suffrage universel, de la compétence politique des citoyens, le rôle de l'enseignement, de l'administration. La référence à la philosophie politique de l'Occident européen (Michelet, Quinet, Guizot, Edouard Laboulaye,

⁹ Nous reprenons, dans un contexte différent, la formule consacrée par ROGER BOESCHE, *The Strange Liberalism of Alexis de Tocqueville*, in *History of Political Thought*, II, 3, 1981.

Jean Baptiste Say, Adolphe Thiers etc.) constitue un souci de légitimation de la part des intellectuels roumains de l'époque. Ce qui nous intéresse particulièrement, c'est la compréhension des voies par lesquelles s'est produite la réinterprétation roumaine des thèmes et des concepts du libéralisme politique (avec, au cœur du débat, la relation tendue entre Démocratie-Nation-Révolution. Par exemple, la démocratie est souvent définie par Nicolae Bălcescu – le Michelet roumain par excellence – dans un rapport étroit avec « la marche de la révolution »).

La caractéristique générale des hommes de 1848 est que, surtout à cette époque-là, le peu de leur production écrite est éparpillée dans les journaux du temps, dans des opuscules publiés souvent en fuyant la censure ou à l'étranger, dans des conditions de confidentialité et dans la correspondance, privée ou officielle. C'est donc à partir de ces sources, qui ont été par après réunies, dans leur majorité, dans des éditions, ou en mobilisant aussi des éditions *princeps* et les publications de l'époque, que nous tenteront de faire la lecture des sens de la démocratie de cette période, dans les écrits des auteurs les plus représentatifs pour le moment.

Le malaise démocratique et les transformations méthodologiques

« Les jaloux et les capricieux diront que ce que j'ai écrit n'est pas bien, et qu'au lieu de faire de la poésie et des vers, j'aurais pu faire mieux, mais je n'ai pas appris les sciences et la philosophie, ni les langues, et c'est ce qui manque en fait aux Roumains. Sur ce point, on ne saurait pas les contredire, la vérité est que la philosophie et les sciences sont beaucoup plus nécessaires et elles nous font défaut dans la vie sociale »¹⁰. C'est ainsi qu'en 1825, Barbu Mumuleanu, poète frivole et très à la mode parmi les dames friandes de poésie légère mettait, au sujet de la « vie sociale », son diagnostic d'écrivain sans prétentions qui s'essayait à la versification en langue roumaine – entreprise audacieuse et riche en défis, car le roumain littéraire roumain vit encore, dans la deuxième décennie du XIX^e siècle, une enfance négligée.

La première question qui se pose alors dans cette quête à travers la culture politique démocratique : où commence la modernité politique roumaine et par quels moyens peut-on en trouver une borne, même à l'intérieur de la philosophie politique de l'Occident européen, qui s'échappe sans cesse à un diagnostic unitaire ? Est-ce qu'il faut plutôt parler, dans le sens déjà classique du terme, d'un début de la modernité républicaine (les auteurs moldaves ou valaques de cette période ont aussi des projets républicains, surtout dans la courte période d'enthousiasme bonapartiste qui a traversé les Principautés roumaines) en contradiction ou rupture avec la tradition antique, classique, monarchique, ou il faut au contraire invoquer la continuité avec cette même tradition antique, dans

¹⁰ BARBU MUMULEANU, « Caracteruri... » [Caractères], in *Scrieri [Ecrits]*, préface, texte choisi et établi, note de Rodica Rotaru, Minerva, Bucaresti, 1972, p. 81.

une interprétation, par exemple, de l'œuvre d'Aristote comme refus paradoxal de la monarchie, refus sorti justement de l'image de l'amitié comme source d'égalité et, par conséquent, comme source de valeurs républicaines¹¹ ? Par quoi la démocratie moderne se traduirait-elle dans le rapport qu'elle établit avec la philosophie politique et l'histoire ? Il faudrait peut-être essayer de concevoir la modernité du XIX^e siècle en tant que partie intégrante des « diverses formes de la philosophie politique moderne, qui rendent raison de leur structure propre et permettent de comprendre leur unité et leur opposition dans le développement général de la philosophie moderne »¹². Alors, en ce qui concerne la pensée politique du XIX^e siècle roumain, nous nous proposons d'envisager les survivances du contrat dans les trois premières décades du XIX^e siècle, par exemple, non pas simplement comme un symptôme du retard par rapport à la philosophie politique européenne, mais aussi comme la promesse d'une ouverture vers le dialogue avec la modernité démocratique occidentale.

La question se pose avec d'autant plus d'acuité que les nouvelles données du XIX^e siècle dans les Principautés bouleversent d'une manière irréversible la nature des « structures temporelles de l'expérience ». On passe d'une vision qui voit l'homme « sous les temps » à une autre, qui se propose, d'une manière programmatique, d'envisager les temps « produits » par l'homme, dans une « vision historicisé du présent »¹³. Cela implique l'apparition, assez tôt, d'un besoin de plus en plus accru pour les développements historiques romantiques et mythologiques, ou, dans une première période, pour le besoin de valoriser l'histoire *magistra vitae*, comme exemple pour la revalorisation du présent. Deux sont les catégories de références: les belles et tristes ruines du passé – l'allusion à Volney n'est pas fortuite, puisque, à côté du comte d'Herbigny, il fait partie des références en matière politique de Tăutul et, peut-être, des autres membres de sa génération – et les exemples du présent, la constitution d'un champ d'expériences en regardant « ailleurs » – l'expression favori de Tăutul pour indiquer la force de l'exemple étranger.

Regarder « ailleurs » pose d'emblée un problème de choix. Car « ailleurs » signifie, pour la génération de Tăutul, Platon, Aristote, et la Charte constitutionnelle de 1814 dans un tout confondu. Ce phénomène de coexistence des Anciens et des Modernes, sous le toit commun de « l'avènement de la nation politique roumaine » n'est pas étranger aux confusions qui s'ensuivirent en ce qui concerne le sens du concept de démocratie.

¹¹ Je dois préciser que cette réflexion a été nourrie aussi par les cours soutenus par le professeur PIERRE MANENT, à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris, janvier-mars 2006. Nous avons retrouvé une partie de ces réflexions dans l'ouvrage qu'il a fait publier par après, *La raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe*, Gallimard, Paris, 2006.

¹² Cf. ANDRÉ DE MURALT, *L'unité de la philosophie politique. De Scot, Occam et Suarez au libéralisme contemporain*, Vrin, Paris, 2002, p. 8.

¹³ Cf. REINHART KOSELLECK, *L'expérience de l'histoire*, éd. cit., p. 203.

Prenons le cas de Tăutul, qui en plus est un des plus actifs « importateurs » de sa génération. Il est non seulement le traducteur des *Ruines* de Volney¹⁴, œuvre qui fait l'éloge sublime et la révérence pour les temps passés, mais aussi le traducteur et le commentateur empathique d'un livre publié en 1825 par Pierre d'Herbigny, qui traite le passé d'une manière radicalement différente: « Telle est l'histoire philosophique des anciens peuples; elle n'a qu'un trait physiognomique, l'humanité entière livrée à la force, l'ignorance et la barbarie couvrant la surface de la terre. Nous ne prenons point date de l'origine des choses ; nos annales ne remontent qu'aux temps de dégradation, car sans doute le juste a précédé l'injuste, comme le droit a précédé la force, et la raison l'erreur ; autrement il faudrait dire que le monde a été créé pour la violence, l'injustice et la folie »¹⁵.

La culture politique démocratique roumaine se structurera peu à peu suivant ces deux grandes directions de références. L'histoire comme profession sera, à ce titre, dans l'opinion de tout un siècle, un devoir national, la seule voie possible pour la récupération professionnelle du passé. En plus, la démocratie roumaine puisera dans l'océan d'exemplarité occidentale, et c'est peut-être à partir de ce moment-là que la construction identitaire et nationale roumaine deviendra, peu à peu, encrée dans la logique de l'exemple étranger.

Parler de la modernisation roumaine au XIX^e siècle et essayer de la lire à travers les différentes formes et significations données à la démocratie par la pensée politique de ce siècle indique, comme passage obligé, une réflexion non seulement sur le concept en soi, et sur ses différentes formes que l'on pourrait surprendre dans les textes choisis, mais aussi sur le fait que la démocratie sert de véhicule dans une démarche beaucoup plus étendue, de redéfinition de son rapport avec ses repères fondamentaux: sens de la modernité, la réflexion sur les institutions politiques, sur la souveraineté populaire etc.

On arrive ainsi à rencontrer, dans certains textes des auteurs de 1848, deux types de positions concernant la méthode : la première, dominante, l'option pour l'histoire, et la deuxième, exceptionnelle (dans le sens étymologique du terme), l'option pour la continuité avec les propos de la philosophie politique. Cette dernière montre la portée d'une combinaison entre la nouvelle perspective sur le temps historique, en tant qu'instrument, et la philosophie politique, en tant que méthode. Des auteurs tels Ion Ghica ou Simeon Bărnuțiu peuvent apporter des éclaircis dans ce sens, comme c'est le cas dans cet extrait du *Traité sur le droit naturel privé*, ressorti d'un cours que Bărnuțiu avait donné dans la capitale de la Moldavie au début des années soixante du XIX^e siècle (œuvre posthume, publiée en 1868) et dans lequel le professeur de droit fait des commentaires en marge des théories de Montesquieu concernant l'honneur, publique et privée. Ce qui rend le texte intéressant, c'est le rapport effectif et vivant que l'auteur conçoit avec le texte de référence, dans une cohabitation qui regroupe en fait

¹⁴ J'ai utilisé comme point de référence l'édition suivante : CONSTANTIN FRANÇOIS DE CHASSEBOEUF, COMTE DE VOLNEY, *Les Ruines*, Slatkine Reprints, Genève, 1979.

¹⁵ PIERRE-FRANÇOIS-XAVIER BOURGUIGNON D'HERBIGNY, *Revue politique de l'Europe en 1825*, Bossange Frères, Paris et Leipzig, 1825, p. 6.

des formes conceptuelles diverses – les différentes catégories de Montesquieu et les catégories politiques utiles à Bărnăuțiu – afin de définir, finalement, la démocratie: « L'honneur et l'estime devraient être les vertus de tout État, mais il n'en est pas ainsi ; le vrai honneur politique n'a de pouvoir que dans les États libres; dans les États despotiques il n'a pas de pouvoir, car leurs sujets ne sont pas de personnes, mais seulement des serfs et des objets. L'honneur politique n'existe pas non plus dans les États théocratiques, car les sujets politiques sont soumis là-bas à un gouvernement des prêtres, ils sont sous leur tutelle ; il n'existe ni dans les monarchies absolues, ni dans les États autocratiques ou patrimoniaux, car dans ces États, les citoyens ne prennent pas part à l'acte de légiférer et sont seulement des serviteurs privés des princes patrimoniaux »¹⁶.

Conclusions

Pour conclure, il y a dans l'espace de la première moitié du XIX^e siècle un phénomène d'émergence d'une culture politique moderne, fondée sur les valeurs démocratiques. Les sens de la démocratie tels qu'ils se présentent dans les textes roumains de ces époques nous laissent la possibilité d'en déduire une typologie qui pourrait être la suivante :

1. La *démocratie pré-tocquevillienne*, dans le sens que le premier texte du XIX^e siècle dresse le portrait d'une « aristo-démocratie ». Nous sommes donc, pour ainsi dire, au cœur d'une *paléodémocratie*, d'une « forme sociale qui l'a précédée et que Tocqueville désigne comme aristocratie »¹⁷ et qui coïncide, historiquement parlant, dans les Principautés roumaines, avec les dernières deux décennies de l'Ancien Régime. D'une part on retrouve l'universalisme et la généralité démocratique hérités du XVII^e et du XVIII^e siècle par l'intermédiaire de Tocqueville, qui en garde les présupposés en les faisant rentrer dans les « contraintes » formatives du libéralisme et développés, dans le sens technique du terme, par les doctrinaires. Il y a d'autre part les spécificités de l'âme nationale, vantées au XVIII^e siècle par Giambattista Vico dans ses *Principes d'une science nouvelle relative à la nature commune des nations (Scienza nuova)*, publiés en 1725¹⁸ et reprises par les historiens « symbolistes » Quinet et Michelet au XIX^e siècle. Ces derniers constitueraient, pour citer Zeev Sternhell, un courant contraire, « anti-Lumières », dans le sens que la nouvelle voie ouverte par la doctrine de l'âme nationale s'oppose par son caractère essentiellement collectif à l'existence du citoyen vivant dans l'État souverain de la représentation¹⁹ et avance les premiers maillons « de l'antirationalisme et de l'anti-intellectualisme, du culte du particulier et du refus de l'universel »²⁰.

¹⁶ SIMEON BĂRNUȚIU, *Droit naturel privé*, Tiparul Tribunei Române, Iași, 1868, p. 121.

¹⁷ PIERRE MANENT, *La raison des nations*, éd. cit., p. 23.

¹⁸ Cf. ZEEV STERNHELL, *Les anti-Lumières*, éd. cit., p. 7.

¹⁹ Sternhell fonde son interprétation des anti-Lumières sur cette opposition foncière entre l'État souverain abstrait issu de la représentation et de la délégation, imaginé premièrement par Hobbes, et la collectivité organique de la nation, telle qu'elle est proposée par Vico et ensuite théorisée par Herder.

²⁰ ZEEV STERNHELL, *op. cit.*, p. 7.

2. La *démocratie messianique, symboliste*. Elle est inaugurée par la nouvelle vague d'intellectuels roumains formés à l'Occident à partir de la seconde moitié des années trente du XIX^e siècle. Pour ces auteurs là, le défi le plus important, c'est la création de l'identité nationale, défi jeté à côté de la construction démocratique de l'État souverain. Le domaine réservé de cette approche est celui de *la revendication nationale*, c'est à dire du « politique » défini comme représentation de la nation ethnique.

3. La *démocratie-revendication*, inauguré symboliquement en 1848, à laquelle s'attache le domaine des droits et des libertés civiques. Il faut préciser que ces deux significations s'entremêlent souvent, jusqu'à la confusion, ce qui ne joue pas favorablement sur les sens de la démocratie libérale.

4. La *démocratie technique* ou *représentative*, qui opère avec le concept connexe de Peuple, en tant qu'agent de la représentation. Le sens est plutôt isolé dans les textes des hommes de 1848, car pour la grande majorité, le seul acteur collectif valable dans l'aventure nationale démocratique reste la Nation roumaine, constituée sur ses bases ethniques. Des sens attachés : *le sens des procédures représentatives, l'émancipation, l'idée moderne qui oscille entre le désir d'émancipation individuelle et celui de participation à la puissance sociale* (dans le sens « hérité » de François Guizot et repris par les penseurs conservateurs).

Les historiens de la génération de 1848 ont essayé d'intégrer dans la circulation intellectuelle des Principautés un effort que l'Occident européen avait commencé à déployer depuis une trentaine d'année déjà, avec François Guizot, Victor Cousin, Augustin Thierry et, du côté encore plus romantique, Jules Michelet et Edgar Quinet. Cet effort exerçait un travail sur l'histoire moderne, en intégrant le concept d'expérience, dans le sens d'expérience qui cumule les deux volets, « expérience réceptive de la réalité et enquête productive »²¹. Et c'est à partir de cette époque qu'il est devenu nécessaire de séparer « l'expérience de la réalité et son élaboration scientifiquement contrôlée »²².

EUROPEAN POLITICAL CULTURE AND ROMANIAN MODERNITY

Abstract

Representing democracy in the XIXth century Romanian political discourse means, first of all, to focus the analysis on the implications the concept of democracy could provide. In the after 1848 revolution period, and especially after 1866, the concept of Romanian democracy and its place within political discourse are conditioned by philosophical and historiographical discontinuities

²¹ REINHART KOSELLECK, *L'expérience de l'histoire*, éd. cit., p. 207.

²² *Ibid.*

between the periods, the intellectual sources, the political and institutional framework of that time. In those senses, democracy should be regarded as a fundamental concept to political and institutional development in the last three decades of XIXth century. The present article goes on this path, analysing some examples of political discourse during the make-up of the fundamental democratic institutions in the Romanian modernity.

Keywords: Democracy, Modernity, Political Culture, Political Thought, Romanian Revolution, Legislation.

CONSERVATORISMUL POLITIC ROMÂNESC (SECOLELE XIX-XX). SCURTĂ ISTORIE A CUVINTELOR, IDEILOR ȘI PARTIDELOR*

LAURENȚIU VLAD

Cuvintele

În februarie 1823, Mihail Sturdza îi scria consulului rus Minciaki o epistolă¹, prin care-și motiva amânarea reîntoarcerii sale în Moldova. Expeditorul era, în fapt, purtătorul de cuvânt al unui grup politic constituit din mari boieri ce emigraseră în Rusia datorită tulburărilor politice din 1821. Acest grup se călăuzea în activitatea sa politică, așa cum preciza Mihail Sturdza, după o serie de „principii conservatoare”. Formula, chiar dacă în franceză, reprezintă prima utilizare a cuvântului “conservator” în limbajul politic din Principate²; pe plan european, termenul era utilizat frecvent în vocabularul politic britanic și în cel german din anii '30 ai veacului al XIX-lea, iar în Franța el fusese consacrat de Chateaubriand, inițiatorul unui jurnal periodic, „Le Conservateur”, care-și făcuse un titlu de glorie din susținerea necondiționată a restaurației³.

Scrisoarea lui Mihail Sturdza, viitorului domn regulamentar al Moldovei (1834-1849), era însoțită și de un memoriu, îndreptat împotriva „cărvunarismului” practicat și tolerat la Iași în vremea lui Ioniță Sandu Sturdza (1822-1828). Marele boier moldovean critica în termeni fermi proiectul constituțional al lui Ionică Tăutu din 1822, pe care-l considera drept „un act atentator la autoritatea

* O versiune ceva mai restrânsă a acestui text a apărut și în *Conservatorismul românesc (concepțe, idei, programe)*, antologie, prefață, note introductive, bibliografie și indici de LAURENȚIU VLAD, Editura Nemira, București, 2006, pp. 5-21. Fragmentar, a mai fost publicat în câteva numere din *Conservatorul* (Revistă de Cultură Politică), I, 4, 2006, pp. 12-13 și I, 5-6, 2006, pp. 12-13.

¹ *Documente privitoare la Istoria Românilor*, Colecția „Eudoxiu de Hurmuzaki”, IV-1, publicate de Dimitrie A. Sturdza, Dimitrie C. Sturdza și Octavian Lugoșianu, I.V. Socec, București, 1891, pp. 6-8.

² ALEXANDRU D. XENOPOL, *Istoria partidelor politice în România. De la origini până la 1866*, I, Stabilimentul Grafic Albert Baer, București, 1910, pp. 94, 547. În acest sens, vezi și ANASTASIE IORDACHE, *Originile și constituirea Partidului Conservator din România*, Editura Paideia, București, 1999, pp. 51, 270.

³ ION BULEI, *Conservatori și conservatorism în România*, Editura Enciclopedică, București, 2000, p. 534.

constituită”, prin care „novatorii” sau „parveniții” căutau să impună practici politice neconforme cu „vechea administrație a Principatului”, prejudiciind astfel „binele public” și „armonia dintre guvernanți și guvernați”.

După cum lesne se poate observa, existau în Moldova deceniului al treilea al veacului al XIX-lea cel puțin două grupări politice, rezultate în urma dezbinării unei așa-numite „partide naționale”. Coeziunea acestor două grupări se realizase pe de o parte în jurul unor principii de tip conservator, adică de restabilire a ordinii și autorității tulburate de regimul fanariot și de practicile administrației tranzitorii ce i-au urmat (ei se autodesemnau „patrioți”), iar pe de altă parte în jurul unor proiecte reformatoare care vizau o primenire a clasei politice autohtone sau chiar noi întocmiri administrative. Cum cea din urmă opțiune cuprindea în sine proiectul unei noi construcții politice, situație ce trimeea cu gândul la mișcările revoluționare care afectaseră echilibrul european al Vechiului Regim sau pe cel instituit apoi de Sfânta Alianță, era firesc ca ea să fie numită „cărvunară” sau „novatoare”, reprezentanții ei fiind catalogați drept „ciocoi” ori „parveniți” de marea boierime autohtonă⁴. În Țara Românească acest curent „novator” nu reușise să se cristalizeze până către 1828; existau însă și aici două grupări politice, care se confruntau, dar în linii mari ele se delimitaseră în funcție de sprijinul ce-l ofereau sau nu domnitorului Grigore al IV-lea Ghica (1822-1828)⁵.

În timpul domniilor regulamentare, nici o grupare politică nu făcea referire în titulatura sa sau a adversarului la cuvântul „conservator”, între 1838-1848 reconstituindu-se chiar „partida națională”, atât în dezbaterile din Adunările Obștești, cât și în inițiativele culturale ale epocii. Însă cercetările asupra limbajului politic al perioadei respective dezvăluie faptul că în anumite articole din jurnale ori dicționare se utilizau formule precum „conservativ”, „conservator” sau „partid conservator”, dar realitățile desemnate de acestea aparțineau altor zone europene, referințele privind cu precădere Anglia sau Franța (vezi „Curierul Românesc”, „România” sau *Vocabular român de toate vorbele străbune repriimate până acmu în limba română* publicat de Ioan D. Negulici în 1848)⁶. Un alt dicționar al epocii, *Vocabularu franțezo-românesc* din 1840⁷, nu înregistra deloc conotațiile politice ale termenului, el privilegiind definițiile legate de ideea păstrării în bună stare a sănătății trupului, a obiectelor vechi etc.; de altfel, cuvântul vine de la latinescul „conservare”, care înseamnă „a păstra”, „a conserva”, de unde și accepțiunea de „conservator al unui muzeu” care pătrunde în limba română pe filieră franceză).

⁴ ALEXANDRU D. XENOPOL, *op. cit.*, pp. 76, 94-99.

⁵ *Ibid.*, pp. 131-137.

⁶ RODICA BOGZA-IRIMIE, *Termeni politico-sociali în primele periodice românești*, Tipografia Universității din București, București, 1979, pp. 140, 141, 182 și KLAUS BOCHMANN, *Der Politisch-Soziale Wortschatz des Rumänischen von 1821-1850*, Akademie Verlag, Berlin, 1979, p. 142.

⁷ P. POENARU, F. AARON, G. HILL, *Vocabular franțezo-românesc* (după cea din urmă ediție a dicționarului de Academia franțuzească, cu adăugare de multe ziceri culese din deosebite dicționare), I, Tipografia Colegiului Sf. Sava, București, 1840, p. 339.

Cu privire la sensurile politice ale cuvântului în discuție precizăm că acestea erau mai frecvente în presă; în special gazetarii „Curierului Românesc” sau cei ai „României” se refereau la faptul că în Europa existau tot felul de „ocârmuiri” sau „politici conservative”, care nu doreau să „schimbe nimic din cele întocmite”, acestea fiind puse în opoziție cu orice guvernare „democratică”⁸. În linii mari, „conservativii” erau „reacționarii”, „ruginiții”, „împotrivorii” sau „opuitorii” reformelor (definiție generală similară la Ioan D. Negulici), ei fiind adesea identificați cu marea aristocrație (boierime), marii proprietari și cu clerul înalt⁹.

Anul 1848 aducea cu sine o nouă ruptură majoră în interiorul clasei politice românești. Gruparea autodesemnată „progresistă” sau „revoluționară”, care moștenea și mai vechea denumire „națională” se confrunta cu „partida bătrânilor boieri”, cu cea „fanariotică”, „muscălească” ori „reacționară” (vezi și sinonimia practică în epocă între „reacționar” și „retrograd”). Broșurile unor lideri politici, precum Nicolae Bălcescu ori Ion Heliade Rădulescu, sau presa cu o retorică revoluționară consistentă („Popolul Suveran”, „Pruncul Român” etc.) puneau frecvent în circulație aceste variante. De cealaltă parte, susținătorii vechii ordini politice îi acuzau pe revoluționari de „comunism”, formulă practică și în textele care emanau de la o serie de autorități străine, implicate direct în situația creată în Principate¹⁰. În fapt, oamenii vremii se socoteau, din punct de vedere politic, după adeziunea formală la Proclamația de la Islaz, drept „amici”, „apărători” sau „constituționali”, pur și simplu, ori „inamici”, „opozanți”, „reacționari”, „vrăjmași” ai „Constituției”¹¹.

În ultima parte a deceniului șase al secolului al XIX-lea, cuvântul „conservator” dobânda valențe noi. Apariția unor jurnale precum „Conservatorul” lui Ion Heliade Rădulescu și Nicolae Russo (1856-1857), „Constituționarul” susținătorilor lui Grigore M. Sturdza, candidat la tronul Moldovei (1858) sau „Conservatorul Progresist” bucureștean (1859-1861), determina un uzaj mult mai consistent al termenului în discuție, existând și preocuparea pentru definirea sa mai precisă în vocabularul politic autohton. Așadar, cuvântul „conservator” desemna atunci grupul care profesa o doctrină a moderației politice legată exclusiv de spațiul autohton, doctrină ce se manifesta foarte critic la adresa extremelor „retrograde, reacționare” sau „socialist radicale”. Iată, bunăoară, cum își preciza identitatea grupul politic moldovean, într-unul din articolele „Constituționarului” din noiembrie/decembrie 1858, susținând că membrii săi erau adepții „principiilor [...] menite a asigura fericirea nației române, prin o dreaptă conservare, prin un progres moderat, prin respectarea și apărarea driturilor țării, prin întemeierea adevăratului constituționalism, prin reforme făcute după duhul și nevoile Românilor”¹².

⁸ RODICA BOGZA-IRIMIE, *op. cit.*, p. 141.

⁹ *Ibid.*, pp. 141, 179, 198.

¹⁰ KLAUS BOCHMANN, *op. cit.*, pp. 139-142, 143.

¹¹ *Ibid.*, p. 142. Vezi și G. ZANE, *N. Bălcescu. Opera. Omul. Epoca*, ediția a II-a, Editura Eminescu, București, 1977, p. 201.

¹² „Aspiranții la domnie”, în *Constituționarul*, 7, 24 noiembrie/6 decembrie 1858. Noi am folosit textul din *Acte și documente relative la istoria renascerei României*, publicate de Ghenadie

Precizăm totodată că identitatea conservatorilor români pe plan extern era o realitate și ea se conturase tot în aceeași perioadă; bunăoară, Teodor Balș îi scria lui Ali pașa în 1858 despre „partidul nostru conservator”. Totodată, presa de limbă franceză („Courrier de Paris”, „Le Journal de Francfort”, „Le Nord” etc.), utilizând aceleași formule preluate și de diplomații occidentali, identifica elita politică din Principate prin lexeme precum „conservateurs-progressistes” sau „conservateurs-constitutionnels”¹³. Mai mult, unii diplomați făceau analize aprofundate asupra fenomenului partizan din Principate; spre exemplu, într-un raport adresat baronului Talleyrand-Périgord din 3 octombrie 1857¹⁴, Georges Le Sourd clasifica grupurile politice prezente în Divanul Ad-hoc al Țării Românești în cinci categorii: conservatorii, ultra-conservatorii, progresiștii, ultra-progresiștii și susținătorii foștilor domnitori regulamentari.

Aceste definiții și autodefiniri ale pozițiilor politice erau de fapt răspunsul conservatorilor la reproșurile și formulele peiorative de care uzaseră până atunci presa și grupările politice autointitulate „progresiste”. Însă, chiar și ele începeau să se conformeze cu terminologia folosită de adversarii lor politici: spre exemplu, „Tribuna” ieșeană¹⁵ îi desemna pe aceștia drept „conservatori” sau adepți ai „partidului conservator”. Într-un discurs din Cameră din 25 mai 1862, Mihail Kogălniceanu preciza la rândul-i că în dezbaterile din Comisa Centrală de la Focșani, asupra proiectului de lege rurală, s-au înfruntat două „partite”, unul conservator și altul liberal, cel din urmă fiind identificat cu stânga politică¹⁶. În fapt, este vorba tocmai de perioada în care opoziția „conservator”/„liberal”, prezentă în vocabularul politic al țărilor occidentale încă de prin 1830, începea să se contureze și în Principatele Române, deși pentru anumite contexte, ea fusese precizată încă de la 1848.

În anii '60 ai veacului al XIX-lea, cuvântul „conservator” se consacrase în limbajul politic românesc, el moștenind practic achizițiile de semnificație ale perioadei anterioare. Erau și nuanțe, unii își spuneau „albi” (prin comparație cu „roșii”¹⁷), alții „junimiști”, iar o parte dintre ei au fondat chiar un „partid al ordinii”¹⁸, care grupa elemente centriste și de dreapta de pe eșichierul politic

Petrescu, Dimitrie A. Sturdza, Dimitrie C. Sturdza, VII, Lito-tipografia Carol Göbl, București, 1892, pp. 1020-1023/(p. 1021).

¹³ *Ibid.*, V, 1890, p. 827; VII, pp. 495, 1013 și ALEXANDRU D. XENOPOL, *op. cit.*, pp. 547-548.

¹⁴ *Acte și documente relative la istoria renascerii României*, V, pp. 674, 683-685.

¹⁵ ALEXANDRU D. XENOPOL, *op. cit.*, p. 548.

¹⁶ „Protocoalele ședințelor Adunării Deputaților”, supliment al *Monitorului Oficial*, 100, pp. 2, 5.

¹⁷ În textele epocii, spre exemplu, într-un articol al lui Mihai Eminescu publicat în *Timpu* (22 iulie 1880) era denunțat „partidul roșu”, „promotorul americanismului”, ce macină „nefericitul popor românesc”. De asemenea, într-un discurs al lui Nicolae Filipescu (28 august 1894), „albii” erau identificați cu „conservatorii” și reprezentau dreapta, în timp ce „roșii” sau „liberalii” se situau la stânga pe eșichierul politic românesc.

¹⁸ Vezi, spre exemplu, APOSTOL STAN, *Grupări și curente politice în România între unire și independență, 1859-1877*, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1979, pp. 212-213, 216-217.

autohton al acelor vremuri. Merită să precizăm faptul că după înființarea partidelor politice (liberal în 1875, conservator în 1880), vechile formule, cu nuanțe peiorative sau nu, erau încă asociate termenilor consacrați, având puternice conotații critice ori de pamflet și apărând în special ca atribute, epitete, semnificații contextuale de rang secundar.

Destinul cuvântului „conservator” în vocabularul politic românesc a urmat însă destinul partidului, care dispărea de pe scena publică autohtonă după moartea ultimului său președinte, Alexandru Maghiloman (1925). Izolat și umilit după Primul Război Mondial, asociat adesea cu colaboraționismul, încărcat apoi cu un nemeritat balast ideologic după cea de a doua conflagrație a veacului trecut, mai ales că principiile revoluționarismului erau la mare preț după 1947, cuvântul desemna, în a doua parte a secolului al XX-lea, cele mai detestabile opțiuni politice, întrucât, se știe, toți „dușmanii poporului” erau catalogați drept „reacționari” sau „retrograzi”. Astfel, termenul devenea mai degrabă un simplu epitet care caracteriza o acțiune politică, decât o doctrină coerentă, cu o istorie respectabilă.

Și cuvântul „liberal” parcurgea în epoca de după 1947 un drum asemănător în vocabularul politic. Însă, poziționarea spre stânga eșichierului politic românesc al Partidului Național Liberal (a doua parte a secolului al XIX-lea și începutul celui următor), asocierea sa în discursul politic conservator cu revoluționarismul și cu ideea progresului continuu, opțiuni agreeate de ideologia comunistă, precum și continuitatea activității sale în perioada interbelică, au făcut ca balastul ideologic de după 1947 să nu acopere pe de-a-ntregul semnificația lui originară.

Ideile

Pe 29 martie 1804 în divanul domnului Alexandru Moruzi (1802-1806) se auzeau cuvintele grele pe care protipendada Moldovei le adresa boierilor de rang inferior, care solicitaseră ca accesul în funcțiile publice să se facă pe baza meritului, acuzându-i vehement că „au agiuns într-o atât de mare nesimțire dobitocească, încât fac pomenire arătătoare de un cuget a(l) nesupunerii franțuzești, cutezând a zice și cătră stăpânire cuvinte îngrozitoare”¹⁹. Aluzia la evenimentele revoluționare din Franța era evidentă și cazul evocat de noi nu pare să fi fost unul singular în prima parte a veacului al XIX-lea, cu atât mai mult cu cât elita politică din Principate a trebuit să facă față și tulburărilor provocate de mișcarea lui Tudor Vladimirescu din 1821 sau celor care au urmat proiectului constituțional al lui Ionică Tăutu (1822). Textele boierilor munteni refugiați la Brașov de teama revoltei lui Tudor Vladimirescu (1821), cele ale lui

¹⁹ *Apud ANASTASIE IORDACHE, op. cit., p. 8.*

Alecu Beldiman (1822) ori Mihail Sturdza (1824) condamnau vehement principiile revoluționare, ce subminau întocmirile social-politice tradiționale, spiritul de ordine și de legalitate, împingând Principatele în anarhie²⁰. Desigur, în opinia acestor lideri, întocmirile tradiționale la care făceau referire, nu trebuiau să rămână imobile, ei sugerând îndepărtarea aluviunilor corupției și anacronismelor pe care epoca fanariotă le perpetuase. Se situau așadar într-o poziție reformistă limitată, care, în parte, și-a atins obiectivele prin elaborarea și punerea în funcțiune a Regulamentelor Organice²¹.

Reacțiile pe care le-am evocat mai sus erau conștientizări ale unei anumite sensibilități politice, ce-și exprima fidelitatea pentru conservarea instituțiilor tradiționale autohtone și ameliorarea activității lor. Erau teme importante ce figurau în proiectul conservator al lui Edmund Burke, bunăoară, care a avut în fond același punct de plecare: critica revoluției. În consecință, atitudinea unei anumite părți a elitei din Principatele Române în anii '20-'50 ai veacului al XIX-lea, era un conservatorism de reacție la tulburările și convulsiile politice din 1821 și 1848, precum și la spiritul revoluționar care străbătuse Europa după 1789²².

Totodată, în perioada dintre 1821 și 1848 s-a remarcat și o preocupare evidentă pentru reformarea instituțională a Principatelor, independent de reacția antirevoluționară; așadar, s-a dezvoltat și o reflecție pe tema ritmului modernizării instituționale, reflecție ce s-a adâncit mai ales în a doua parte a anilor '50 ai veacului al XIX-lea, când Moldova și Valahia dobândeau o identitate politică specifică prin Convenția de la Paris și apoi prin unirea de la 1859. Această reflecție specifică asupra ritmului modernizării a determinat apariția conservatorismului politic autohton²³.

După 1848 separația în interiorul elitei politice între adepții schimbărilor radicale și cei ai evoluției firești a societății a devenit mult mai precisă. Această separație nu ținea seamă neapărat de schimbul de generații de pe scena politică. Astfel, reformismul prudent, care avea oroare de orice tip de convulsie din societate, nu mai reprezenta o atitudine specifică bătrânilor oameni politici. Îi găsim alături în gândire pe fostul principe al Moldovei, Mihail Sturdza, dar și pe Barbu Catargiu, viitorul prim-ministru al Principatelor Unite, care în 1857 redactau proiecte constituționale, ce se reclamau cu evidență din același fond ideologic al conservatorismului politic²⁴.

Mai mult, așa cum am arătat mai sus, perioada respectivă era una în care termenul „conservator”, evident alături de pandantul său, „liberal”, intrau în

²⁰ VLAD GEORGESCU, *Istoria ideilor politice românești, 1369-1878*, Jon Dumitru Verlag, München, 1987, pp. 106-107.

²¹ *Ibid.*, p. 108.

²² ION BULEI, *op. cit.*, pp. 541-542.

²³ *Ibid.*, pp. 615-616.

²⁴ VLAD GEORGESCU, *op. cit.*, p. 170.

forță în avanposturile vocabularului politic autohton. Dar dincolo de cuvânt, conservatorismul își definea identitatea sa doctrinară, recuperând ideile de antirevoluționarism, de reformare prudentă a instituțiilor, de progres natural și evoluție organică, de respectare a ordinii și legalității, a tradiției libertății, proprietății, religiei etc. (în fapt, modelul clasic al lui Edmund Burke²⁵), prezente în imaginarul politic al unei părți a elitei din Principatele Române din anii 1820-1850. Broșurile ori discursurile politice ale unor Apostol Arsache, Constantin N. Brăiloiu, Barbu Catargiu, în fapt, prima generație de conservatori în adevăratul înțeles al cuvântului, stau mărturie în acest sens²⁶.

Sigur că, în anii ce au urmat, fondul doctrinar conservator s-a îmbogățit cu noi teme, spre exemplu, teoria maioresciană a „formelor fără fond” (1868), anunțată încă de scrierile lui Alexandru C. Moruzi, Alecu Russo sau Barbu Știrbei²⁷.

²⁵ Vezi EDMUND BURKE, *Reflecții asupra Revoluției din Franța*, traducere, studiu introductiv și note de Mihaela Czobor-Lupp, Editura Nemira, București, 2000. O detaliere a principiilor doctrinare conservatoare pe filiera lui Edmund Burke la ROBERT NISBET, *Conservatorismul*, traducerea din engleză și introducerea la ediția română de Sorin Cucera, Editura Du Style, București, 1998, pp. 45-102. În spațiul cultural românesc au mai apărut în vremea din urmă și alte intervenții relative la conservatorismul occidental; amintim în acest sens texte constituite în capitole de manuale, cursuri universitare ori volume de sine stătătoare, datorate lui Alexandru Dușu, Adrian-Paul Iliescu, Virgil Nemoianu, Aurel Pițurcă, Andrei Țăranu etc. Semnalăm totodată și volumele originale ale lui OCTAVIAN ROSKE, *Tradiția conservatoare în gândirea americană, 1783-1860* (Editura All, București, 1998) sau MIHAIL NEAMȚU, *Elegii conservatoare*, Editura Polirom, București, 2009; intervențiile lui RADU CARP, ADRIAN-PAUL ILIESCU, OCTAVIAN ROSKE și CAMIL UNGUREANU din numărul special dedicat conservatorismului occidental al revistei *Polis*, V, 3, 1988 ori articolele mai noi din *Idei în dialog* (în special numărul din februarie 2009) ori *Rost* datorate unor MIHAIL NEAMȚU, MIRCEA PLATON, ALEXANDRU RACU, ANCA SIMITOPOL, IOAN STANOMIR etc.; precum și traducerile dintr-o seamă de autori occidentali (spre exemplu, JOHN GRAY, *Dincolo de liberalism și conservatorism*, ediție îngrijită și studiu introductiv de Adrian-Paul Iliescu, traducere de Raluca Prună, Editura All, București, 1998; MICHAEL OAKESHOTT, *Raționalismul în politică*, traducere și prefață de Adrian-Paul Iliescu, postfață de Mihail-Radu Solcan, Editura All, București, 1995 sau PAUL GOTTFRIED, *Mișcarea conservatoare*, ediție îngrijită de Mircea Platon, traducere din limba engleză de Dragoș Moldoveanu, Editura Logos, București, 2009). Merită să fie menționate aici și articolele din enciclopediile ori dicționarele de gândire politică tălmăcite în limba română, cum ar fi, bunăoară, cele ale lui NOEL O'SULLIVAN (*Enciclopedia Blackwell a gândirii politice*, coordonator: David Miller, traducere de Dragan Stoianovici, Editura Humanitas, București, 2000, pp. 128-134) sau ALLISON LINCOLN (*Dicționar de politică*, coordonat de Ian McLean, traducere și glosar de Leonard Gavrilu, Editura Univers Enciclopedic, București, 2001, pp. 98-100), precum și numeroasele traduceri din EDMUND BURKE, G. K. CHESTERTON, MICHAEL OAKESHOTT, ROBERT SALISBURY, ROGER SCRUTON publicate în antologii ori periodice (*Polis*, *Cotidianul – Litere. Arte. Idei*) de Sorana Cornescu, Alexandru Dușu, Mihail-Radu Solcan, Adrian-Paul Iliescu, Camil Ungureanu etc.

²⁶ Vezi, spre exemplu, BARBU CATARGIU, „État social des Principautés danubiennes”, Imprimerie Bols-Wittouck, Bruxelles, 1855; APOSTOL ARSACHE, „Questiunea proprietății înaintea Adunărilor Legislative”, Imprimeria lui Adolf Ulrich, București, 1860; CONSTANTIN N. BRĂILOIU, „Discurs rostit în ședința Adunării Generale din 29 mai 1862 cu ocazia dezbaterii asupra Legii Rurale”, în suplimentul *Monitorului Oficial*, 108, 1862, pp. 2-4.

²⁷ VLAD GEORGESCU, *op. cit.*, pp. 82-83.

„Formele fără fond” erau o critică a conservatorilor junimiști (Petre P. Carp, Titu Maiorescu, Theodor Rosetti etc.) la adresa imitației fără măsură a unor instituții occidentale, care nu erau potrivite cu realitatea românească. Ea a traversat discursul politic conservator în toate nuanțele sale, fiind prezentă și în publicistica eminesciană.

Titu Maiorescu lansa în 1868, de pe pozițiile omului de litere, nu a politicianului, cel mai critic discurs la adresa societății românești contemporane lui²⁸. Dacă modernizarea era impusă fără a ține seamă de specificul societății românești, atunci procesul în sine putea genera efecte profund negative. A imagina instituții academice fără o activitate prealabilă de acest nivel, a fonda reviste literare fără ca să existe un gust al publicului pentru literatură, a deschide universități fără un corp profesoral valoros, toate acestea, susținea Titu Maiorescu, riscuau să ruineze o societate aflată la început de drum. Fără a lua în calcul contextul în care formele occidentale apăreau, cât și realitățile imediate ale societății românești, modernizarea se construia în jurul unor neadevăruri, fie ele de ordin lingvistic (cultural), politic sau social. Unica posibilitate de evitare a acestui pericol o reprezenta „regenerarea spiritului public” prin promovarea adevărului și a meritocrației în cultură, dar și în viața publică.

De asemenea, intervențiile politice ale lui Lascăr Catargiu, Petre P. Carp sau Alexandru Lahovari defineau o altă fațetă a conservatorismului autohton, care se manifesta elitist, ca o reacție la adresa democrației de masă²⁹. De aici rezervele conservatorilor față de lărgirea drepturilor electorale, sub pretextul că populația nu avea destulă cultură politică. Argumentele de autoritate pe care se sprijineau conservatorii în această direcție erau furnizate de experiența în domeniu a altor state europene, cum erau, bunoăoară, Anglia sau Belgia, după cum explicit se exprima Alexandru Lahovari într-un discurs rostit în ședința Camerei din 5 decembrie 1890. Sistemele politice și constituționale ale Angliei și Belgiei se constituiseră în modele de excepție în imaginarul politic românesc din a doua parte a veacului al XIX-le și începutul celui următor.

Pentru conservatori, Anglia era o referință constantă cu privire la funcționalitatea întocmirilor sale constituționale sau la tradiția ei politică. În 1855, într-o broșură publicată la Bruxelles (*État social des Principautés danubiennes*), Barbu Catargiu îi semnala superioritatea față de Franța, mult prea experimentală în construcțiile sale constituționale, în timp ce Mihail Sturdza făcea referire directă în proiectul său constituțional din 1857 la liderul conservator englez Robert Peel³⁰.

Constantin N. Brăiloiu relua tema într-un articol publicat în jurnalul *Desbaterile* din 1866, în care sugera oamenilor politici români să nu imite maniera grăbită în care Hexagonul și-a votat actele sale fundamentale, ci să

²⁸ TITU MAIORESCU, „În contra direcției de astăzi în cultura română”, în *Convorbiri Literare*, II, 1868.

²⁹ ION BULEI, *op. cit.*, pp. 616-617.

³⁰ Cu privire la Mihail Sturdza, vezi VASILE MACIU, „Un proiect din 1857 al lui Mihail Sturdza pentru organizarea Principatelor Române”, în *Studii. Revista de Istorie*, XIX, 1, 1966, pp. 59-91/p. 79.

stăruie asupra modelului englez, ce nu cunoscuse convulsii, revoluții, schimbări bruște, ci o lentă, dar benefică evoluție în timp: „Francia de șaptezeci de ani a trecut prin vreo douăzeci de guverne și prin tot atâte(a) constituțiuni [...] Engilterra de doi secolii întregi își păstrează unu și același guvern [...] Francia a procedat cu nerăbdare în reformele ei, de urgență, cu teorii „a priori”, prin constituante, mod de procedare care pune periodicește în chestia ființei chiar a societății [...] Engilterra, din contra, cu spiritul ei practic, a fugit totdeauna de teorii „a priori”, nu cunoște urgența și nerăbdarea în procedările ei constituționale, nu s-a adresat la nici o constituantă ca se facă o constituțiune, și toate reformele ce face treptat, dupe lungi desbateri, dupe matore chipsuiri, dupe ce reforma intră prin discuțiuni prealabile, și prin luptă intelectuală, în sângele și în vinele fiequarui engles”³¹.

Admirația pentru temperanța politică engleză, care încununa ideile de evoluție organică, de progres gradual, de fidelitate față de tradiție, ordine și legalitate (de aici atașamentul total pentru întocmirea constituțională autohtonă, precum și pentru dinastie), au însuflețit argumentațiile ocazionale ale unor Mihail G. Cantacuzino, Petre P. Carp, Manolache Costache Epureanu, Nicolae Filipescu, Titu Maiorescu ori Alexandru Marghiloman³².

În secolul al XX-lea, conservatorismul autohton a glosat pe marginea temelor pe care le-am evocat până acum, dezvăluind consecințele modernizării forțate a societății românești și căutând remedii, fie într-o acțiune de educare morală a conștiinței sociale/publice autohtone, prin revigorarea trecutului în memoria contemporanilor (Constantin Rădulescu-Motru), fie în transformarea învățământului, a bisericii și a armatei în adevărate școli de patriotism (Petre P. Negulescu), ambele viziuni având menirea să reconstituie fondul spiritual tradițional³³. Tot atunci, doctrina conservatoare dobânda o dimensiune socială

³¹ CONSTANTIN N. BRĂILOIU, „Nerăbdările”, în *Desbaterile*, I, 3, pp. 10-11/p. 11.

³² Detalii relative la doctrina conservatoare autohtonă trecute în revistă cu diferite prilejuri (unele dintre ele chiar citate în studiul de față) de autori precum Ioan C. Filitti, Nicolae Iorga, Alexandru D. Xenopol etc. Ori, mai nou, Daniel Barbu, Ion Bulei, Sandra Dungaciu, Alexandru Duțu, Alexandru Mamina, Andrei Pippidi, Ioan Stanomir, Alexandru Zub etc.; mai multe detalii și alte nume, pe care nu le-am inclus în această enumerare din pricina spațiului restrâns, în „O bibliografie a conservatorismului românesc”, publicată de noi în *Conservatorismul românesc (concepte, idei, programe)*, pp. 225-275. Am mai dori să semnalăm aici și numărul special din *Dilema Veche* (VI, 280, 28 iunie 2009) dedicat aspectelor contemporane ale conservatorismului românesc, precum și polemicele din *Rost*, la care am mai făcut referire cu privire la contribuțiile românești relative la studiul conservatorismului occidental. Un volum care a reunit în paginile sale atât reflecții pe marginea conservatorismului românesc, cât și a celui occidental, și care merită să fie evocat în acest context, a fost publicat în 2009 la Editura Tritonic sub coordonarea lui Ion Bulei (*Conservatorismul. Istorie și actualitate*). Ceea ce constatăm, din păcate, la contribuțiile aduse de noi în discuție, dar și la altele pe care spațiul nu ne-a permis să le amintim, este autismul lor. Sunt doar câteva dintre ele care iau în seamă ce s-a mai scris pe marginea temei pe care o tratează la momentul respectiv.

³³ Vezi, spre exemplu, CONSTANTIN RĂDULESCU-MOTRU, „Menirea Partidului Conservator”, în *Noua Revistă Română*, I, 8, 15 aprilie 1900, pp. 337-339; PETRE P. NEGULESCU, *Principiul naționalismului în politica conservatoare*, Biblioteca Academiei Române, Arhiva Petre P. Negulescu,

însemnată, ce recupera tematica armoniei dintre clase, prezentă în discursul politic al unor lideri precum Petre P. Carp ori Alexandru Lahovari³⁴.

Toate aceste idei, principii, teme doctrinare, pe care le-am evocat, se regăseau în programele politice ale partidelor conservatoare, fie în sentințe strict propagandistice, fie în propuneri concrete, realiste³⁵.

Cum conservatorismul românesc dispărea în primii ani de după Primul Război Mondial, matricea lui doctrinară nu a putut să evolueze în funcție de provocările secolului al XX-lea, așa cum s-a întâmplat cu alte curente similare europene. Motivele acestei dispariții erau legate de incapacitatea de a înțelege transformările ce cuprinseseră lumea românească a acelor timpuri³⁶. Era vorba, în special, din punctul nostru de vedere, de un corp electoral mult mai numeros, care avea probleme social-economice extrem de importante, ușor de speculat politic. Votul universal, întotdeauna respins de conservatori pe motiv că românii aveau o slabă cultură civică, iar sufragiul lor putea fi lesne manipulat (ceea ce s-a și întâmplat în perioada interbelică atunci când o bună parte a cetățenilor au optat pentru Garda de Fier³⁷), sau încercarea de a rezolva problemele sociale făcând apel la principiile armoniei societății, principii tributare adesea unor abordări etatiste de tip asistențial ori filantropice³⁸, au făcut ca între oamenii politici ce profesau această doctrină și noii alegători să nu se poată stabili vreo punte de legătură.

Totuși, fragmentar, doctrina conservatoare a stăruiet în perioada interbelică: o seamă de elemente s-au topit în doctrina țărănistă, în timp ce altele și-au găsit locul în tradiționalismul ortodox ori în gândirismul interbelic³⁹.

mss. 17, nedatat - editat de noi ultima oară în *Conservatorismul românesc (concepte, idei, programe)*, pp. 173-181.

³⁴ Despre ideea de armonie socială, vezi ION BULEI, *Conservatori și conservatorism în România*, pp. 606-615.

³⁵ Vezi, spre exemplu, programele partidelor conservatoare din 1880, 1908, 1913, 1918 sau 1919. De asemenea, și programele junismiste conturate în discursurile lui Petre P. Carp din anii '80 ai veacului al XIX-lea.

³⁶ ION BULEI, *Conservatori și conservatorism în România*, pp. 665-667.

³⁷ Reflectând asupra istoriei politice și intelectuale a sintagmei "formelor fără fond", Andrei Pippidi stăruia asupra împlinirii unei previziuni a lui Titu Maiorescu relativă „la ruptura dintre cultura modernă și societatea tradițională”. Era vorba, în opinia lui Andrei Pippidi, de „două revanșe ale maselor uitate de modernizare sau superficial atinse de instrucția generală și gratuită”, care au făcut ca extrema dreaptă să dobândească o notorietate semnificativă în anii '30 ai veacului al XX-lea, iar mai apoi extrema stângă să se găsească în aceeași stare de grație; vezi ANDREI PIPPIDI, „Les formes vides, hier et aujourd’hui”, în *Revue des Études Sud-Est Européennes*, XXX, 3-4, 1992, pp. 209-216 / p. 215.

³⁸ Pentru această opțiune doctrinară, vezi, spre exemplu, conferința pe care a susținut-o Alexandru Marghiloman la Institutul Social Român pe 18 februarie 1923; ALEXANDRU MARGHILOMAN, „Doctrina conservatoare”, în *Doctrinile partidelor politice*, ediție îngrijită și note de PETRE DAN, Editura Garamond, București, f.a., pp. 155-165 / p. 164.

³⁹ ION BULEI, *Conservatori și conservatorism în România*, p. 617.

Partidele

În anul de grație 1821, câțiva boieri moldoveni, impresionați de tulburărilor politice și sociale ale vremii lor, se ridicau împotriva acelor care „au dărmat mai de tot încuviințările și drepturile patrioticești [...] obiceiurile ceale vechi [...] cinstea și averea fieștecăruia pământean”; ei își propuneau chiar să constituie un comitet ce avea să redacteze un program politic care să aibă ca obiectiv „înflorirea obiceiurilor vechi ale pământului, unindu-le precât să poate și cu hotărârea pravilelor politicești potrivite și cu sistima patriei, siguripsind, prin urmare, [...] cinstea și averea fieșticăruia patriot”⁴⁰. Aceeași opțiune o regăsim și în perioada petiționară de după 1821, unii dintre cei mai cunoscuți autori de proiecte și memorii, fideli principiilor exprimate mai sus, fiind Alecu Beldiman, Iordache Rosetti-Rosnovanu sau Mihail Sturdza⁴¹.

De o grupare de tip conservator în adevăratul înțeles al cuvântului nu putea fi vorba atunci; în prima parte a veacului al XIX-lea, coeziunea politică nu se realiza neapărat în funcție de o anumită ideologie, ci, mai degrabă, de austrofilia, rusofilia sau turcofilia elitei din acea vreme. Era întrucâtva firesc, fiindcă Principatele Române se găseau într-un raport politic subaltern atât față de Imperiul Otoman, cât și, în urma tratatului de la Adrianopol, față de Rusia. Nu putea fi ignorată nici eventuala opțiune pentru Austria, această mare putere fiind un actor important în zonă. Crizele politice din 1821 sau 1848 au adus însă în prim plan și o serie de solidarități, extrem de contextualizate, în funcție de anumite opțiuni ideologice, ce anunțau, este adevărat, contururile partizane de mai târziu.

Cum cuvântul “conservator” începea să-și facă simțită prezența din ce în ce mai mult în vocabularul politic românesc în anii '50-'60 ai secolului al XIX-lea, cum ideea conservatoare se cristaliza în conștiința publică autohtonă cam în aceeași perioadă, era firesc ca primele structuri organizatorice partizane să ia ființă tot atunci.

Astfel, în Țara Românească, Barbu Catargiu devenea liderul incontestabil al conservatorilor încă din 1859 când se găsea în fruntea unui comitet⁴², ce avea reședința la București și care lua decizii punctuale legate de activitatea grupului politic respectiv în Cameră. Direcția acestui comitet era asigurată de o formulă colegială restrânsă, compusă din trei oameni politici, dintre care unul era în mod obligatoriu Barbu Catargiu, ceilalți fiind selectați dintre alți lideri conservatori, anume Ion Bălăceanu, Dimitrie Ghica, Ioan Emanoil Florescu, Gheorghe Lenș sau Alexandru Plagino. Pe lângă aceștia, Barbu Catargiu avea în Apostol Arsache și Constantin N. Brăiloiu doi colaboratori foarte apropiați⁴³.

⁴⁰ Apud ANASTASIE IORDACHE, *op. cit.*, pp. 32-33.

⁴¹ VLAD GEORGESCU, *op. cit.*, pp. 105-108, 133-134.

⁴² APOSTOL STAN, *op. cit.*, pp. 81-87.

⁴³ Vezi, spre exemplu, fragmente din corespondența acestora publicate de VICTOR SLĂVESCU, „Scrisori inedite ale lui Barbu Catargiu, ianuarie-februarie 1861”, în *Arhiva Românească*, VII,

În Moldova conservatorii erau extrem de puternici⁴⁴. Spre exemplu, Camera din 1860 număra numai șase liberali ce se opuneau nuanțelor conservatoare de tot felul. Două grupuri păreau să fie cele mai importante între conservatorii moldoveni; primul era condus de Grigore M. Sturdza, fiul lui Mihail Sturdza, susținut de Grigore Balș și Constantin Hurmuzaki, mai vechii lui propagandiști de la *Constituționarul* de pe vremea când candida la tronul Moldovei, iar cel de-al doilea îl avea în frunte pe economistul Alexandru C. Moruzi.

Contopirea celor două adunări legislative în ianuarie 1862 a determinat unirea tuturor grupărilor politice conservatoare muntene și moldovene sub conducerea primului ministru de atunci al Principatelor Unite, Barbu Catargiu. Moartea prematură a acestuia, asasinat în iunie 1862, incapacitatea lui Apostol Arsache, succesorului său, de a asigura coeziunea grupului politic respectiv, au determinat un recul al poziției acestuia pe scena publică românească; mai mult, situația s-a agravat și datorită confruntărilor interne pentru succesiunea lui Barbu Catargiu la conducerea conservatorilor, în care s-au implicat Dimitrie Ghica și Lascăr Catargiu⁴⁵.

După abdicarea lui Alexandru Ioan Cuza grupările conservatoare moldovene și muntene au continuat să-și păstreze autonomia. Membrii lor s-au găsit în mai multe rânduri în guvernele României din perioada respectivă. Cel mai important moment în istoria grupărilor de orientare conservatoare până la constituirea partidului în 1880, a fost acela al cabinetului Lascăr Catargiu (1871-1876), care a reușit să coalizeze toate forțele politice ce aveau o asemenea orientare. Intrau aici atât centristii din așa-numitul “partid al ordinii”, constituit ca o grupare exclusiv legată de guvernarea lui Dimitrie Ghica din 1868-1870 (Dimitrie Ghica va migra ulterior spre liberali, așa cum, de altfel, au făcut-o și alți reprezentanți ai grupării), cât și junimiștii lui Petre P. Carp, Titu Maiorescu ori Vasile Pogor sau conservatorii tradiționali, reprezentați de șeful guvernului⁴⁶. De altfel, această coalizare a forțelor conservatoare era și ea legată de actul propriu-zis de guvernare. În general, în perioada respectivă, grupurile politice se constituiau în funcție de platforme electorale sau de guvernare, ele dispărând imediat ce platforma nu mai era de actualitate, reluându-și activitatea în formulele anterioare momentului de coeziune.

În anii '70 ai veacului al XIX-lea, au mai funcționat două formațiuni politice care s-au autodesemnat drept conservatoare. Este vorba de grupul constituit, printre alții, din Lascăr Catargiu, Ioan Emanoil Florescu, Alexandru Lahovari, Titu Maiorescu, Petre Mavrogheni, Grigore Păucescu, Vasile Pogor, Theodor Rosetti,

1941, pp. 1-28 și LAURENȚIU VLAD, „Din corespondența conservatorilor români (1859-1861). Scrisori ale lui Barbu Catargiu, Constantin N. Brăiloiu și Apostol Arsache”, în *Analele Universității din București – Seria „Științe Politice”*, V, 2003, pp. 3-13.

⁴⁴ APOSTOL STAN, *op. cit.*, pp. 87-89.

⁴⁵ *Ibid.*, pp. 93-95.

⁴⁶ *Ibid.*, pp. 208-219, 416-428.

Grigore Triandafil etc., care funcționa pe baza unui statut și gravita în jurul publicației “Timpul” (1878), precum și de Partidul Conservator Liberal din Moldova condus de Grigore M. Sturdza (1878)⁴⁷.

Pe 3/15 februarie 1880 un grup de 88 de oameni politici, dintre care îi amintim pe Lascăr Catargiu, Manolache Costache Epureanu, Ioan Emanoil Florescu, Alexandru Lahovari, Titu Maiorescu, Petre Mavrogheni, Grigore Păucescu, Vasile Pogor, Theodor Rosetti, Alexandru Știrbei, Grigore Triandafil etc., puneau bazele Partidului Conservator⁴⁸. Nucleul⁴⁹ acestuia îl constituia Clubul central de la București, dar conducerea operativă cădea în sarcina unui comitet permanent, alcătuit dintr-un președinte, un vicepreședinte și cinci nouă membri. Accesul în Clubul central era condiționat de recomandarea a doi dintre fondatori, iar apoi de votul favorabil a minim 2/3 din jumătatea membrilor săi. Adunarea generală, factorul de decizie cel mai important în partid, se reunea la convocarea a cel puțin 20 dintre membrii Clubului central. Ea stabilea componența comitetului permanent și vota bugetul. Președintele Partidului Conservator putea convoca Adunarea generală ori de câte ori considera că este nevoie.

În 1880 a fost adoptat și programul partidului, ce stăruia asupra tuturor temelor care conturaseră în timp doctrina conservatoare, anume, atașamentul pentru evoluția organică a societății, pentru susținerea unui progres măsurat și continuu, pentru acțiunea concretă, coerentă a unui executiv reticent la imitațiile excesive sau la construcțiile politice abstracte, pentru respectarea valorilor tradiționale.

Cel dintâi președinte al comitetului permanent și, în consecință, al Partidului Conservator a fost Manolache Costache Epureanu, care ocupase de-a lungul timpului poziții importante în ierarhia politică, fiind deputat, senator ori ministru în mai multe rânduri; el era secondat de Ioan Emanoil Florescu, Petre Mavrogheni, Theodor Rosetti (vicepreședinți), Menelas Ghermani, Alexandru Lahovari, Titu Maiorescu, Grigore Păucescu, Alexandru Știrbei, Grigore Triandafil, P. Teulescu, Theodor Veissa, A.T. Zissu (membri); după cât se vede, un comitet mai numeros decât cel prevăzut prin statut. Dar în septembrie 1880 Manolache

⁴⁷ *Ibid.*, p. 429.

⁴⁸ Despre constituirea Partidului Conservator, vezi, spre exemplu, ANASTASIE IORDACHE, *op. cit.*, pp. 259-268. Despre istoria Partidului Conservator și a facțiunilor conservatoare, vezi, în special, ION BULEI, *Conservatori și conservatorism în România*, pp. 15-529, 621-664. Cam în aceeași perioadă se înființa și Partidul Conservator din Bulgaria, ce-și schimba rapid denumirea, asociindu-și atributul „național” în 1883-1884, care a avut o existență destul de scurtă în deceniul opt al veacului al XIX-lea. În Europa, deveniseră deja repere solide în viața politică a țărilor respective, partidele conservatoare din Anglia (la originea sa stând Clubului „Carlton”, înființat în 1832, care moștenește tradiția politică „tory”) sau Austro-Ungaria (Clubul „Hohenwart” și Partidul Conservator Catolic, prezente începând de la mijlocul secolului al XIX-lea). O tipologie a partidelor conservatoare, considerate partide patrimoniale, în DANIEL L. SEILER, *Partidele politice din Europa*, traducere de Eugenia Zăinescu, prefață de Sorin Bocancea, Institutul European, Iași, 1999, pp. 54-58.

⁴⁹ *Statutele clubului conservatorilor și programul partidului*, Tipografia Modernă, București, 1880, pp. 11-14.

Costache Epureanu se stingea din viață. Câteva luni mai târziu, pe 20 decembrie, Clubul central din București și delegații din provincie alegeau în fruntea partidului pe Lascăr Catargiu, care a conturat și un nou statut organic al partidului. Potrivit acestuia, Adunarea generală și Comitetul dirigent erau organele centrale ale Partidului Conservator. Adunarea generală se compunea din delegații comitetelor județene și din parlamentarii conservatori în funcție la momentul respectiv. Aceștia din urmă făceau parte și din Comitetul dirigent, care mai reunea un președinte, ale cărui atribuții erau extrem de largi, și zece membri, aleși anual prin vot.

Lascăr Catargiu a condus Partidul Conservator până în 1899, fiind în această perioadă de două ori prim-ministru al României (martie-noiembrie 1889 și 1891-1895). Activitatea cabinetului din 1891-1895 a adus în prim plan o serie de măsuri privitoare la definirea clară a unor atribuții în administrația locală, în organizarea ministerelor, a învățământului profesional, în eficientizarea și ieftinirea creditului agricol sau în structurarea domeniului minier (în 1895 se adopta prima lege a minelor din România).

Președinția lui Lascăr Catargiu a cunoscut și primele frământări politice interne ale Partidului Conservator. Încă din 1881 s-a conturat o grupare politică extrem de orgolioasă în interiorul partidului, care avea un profil ideologic și cultural foarte bine definit. Junimiștii, căci despre aceștia este vorba, ajungeau în 1891 chiar să se desprindă din Partidul Conservator și să înființeze, sub președinția lui Petre P. Carp, Partidul Constituțional. Cei mai marcanți membri ai noii grupări politice erau Menelas Ghermani, Titu Maiorescu, Alexandru Marghiloman, Iacob Negruzzi, Theodor Rosetti etc. Partidul Constituțional și-a susținut cauza în jurnale precum „Constituționalul” (1889-1900) sau „Era Nouă” (1899-1900) și a participat la guvernarea conservatoare din 1891-1895. În 1900 se reintegra în Partidul Conservator. Însă, un an mai târziu, conflictele dintre junimiști și conservatori se reaprindeau, ele fiind stinse de această dată prin 1907.

În 1884 lua naștere o grupare politică hibridă, numită Partidul Liberal Conservator, care se afla sub conducerea lui Lascăr Catargiu și Grigore Vernescu. Noua formațiune, care avea ca organ central de presă jurnalul „România” (1884-1892), era o formulă politică de conjunctură îndreptată împotriva guvernării lui Ion C. Brătianu. Partidul Liberal Conservator a participat la guvernarea junimistă din 1888-1889, asumând apoi singur două cabinete (martie-noiembrie 1889 și februarie-noiembrie 1891). În 1891 ramura conservatoare s-a reconstituit în matca tradițională a Partidului Conservator.

După moartea lui Lascăr Catargiu, Partidul Conservator i-a avut ca președinți pe Gheorghe Gr. Cantacuzino (1899-1907), Petre P. Carp (1907-1913), Titu Maiorescu (1913-1914) și Alexandru Marghiloman (1914-1925). Până în 1918 la conducerea României s-au succedat nu mai puțin de șapte guverne aflate sub coordonarea acestor personalități politice remarcabile. Sunt semnificative realizările cabinetului prezidat de Petre P. Carp (1910-1912) în domeniul rural și al meseriilor sau cele ale guvernului în fruntea căruia s-a aflat Titu Maiorescu (1912-1913), care a

reușit să gireze cu bine „criza balcanică”, mediind pacea între Grecia și Turcia, ceea ce a făcut ca România să devină un important factor politic în zonă.

În primul deceniu al veacului al XX-lea s-a manifestat o altă facțiune conservatoare ce rupea cu tradiția instituită în 1880. Gruparea lui Take Ionescu părăsea în 1908 pe Petre P. Carp, constituindu-se apoi în Partidul Conservator Democrat. Alături de Take Ionescu, în structurile de conducere ale partidului se mai găseau Alexandru Bădărău, Constantin Dissescu sau Nicolae Xenopol, care au fost și membri în guvernul prezidat de Titu Maiorescu (1912-1913). Programul partidului a fost popularizat într-o serie de organe de presă precum „Ordinea” (1908-1913), „Acțiunea” (1913-1916), „Evenimentul” (1916-1918) și „România” (1918-1922). Sub numele de Partid Democrat, gruparea lui Take Ionescu, întărită în timpul războiului cu una dintre facțiunile Partidului Conservator, aceea condusă de Nicolae Filipescu, a intrat în cabinetul prezidat de Alexandru Averescu (1920-1921), pentru ca din decembrie 1921 să formeze un guvern efemer, care era silit să demisioneze o lună mai târziu. În 1922 fuziona cu Partidul Național.

După Primul Război Mondial, Partidul Conservator aflat sub conducerea lui Alexandru Marghiloman a intrat în declin. Incapacitatea de a se amenaja doctrinar cu noile cerințe politice și sociale ale vremii, precum și acuzele defăimătoare adresate conservatorilor după încheierea Primului Război Mondial, generate de colaborarea cu Puterile Centrale a guvernului Alexandru Marghiloman (din perspectivă istorică, necesară în acel moment critic pentru păstrarea ființei statale⁵⁰), sunt recunoscute îndeobște ca fiind cauzele acestui declin. Și-a schimbat denumirea în Partid Conservator Progresist, dar în alegerile parlamentare din 1919 nu a obținut decât 19 mandate, iar în 1920 și 1922, nici unul. A continuat să mai existe pe scena politică românească, până la moartea ultimului său președinte, mai ales prin intermediul organelor de presă precum „Steagul” (1914-1922) sau „Le Progrès” (1914-1925), care continuau tradiția de la „Timpul” (1889-1900) ori „Conservatorul” (1900-1914). În mai 1925, frunțașii conservatori decideau fuziunea cu Partidul Poporului, prin integrarea organizațiilor locale și centrală în structurile grupării lui Alexandru Averescu.

În 1932 Grigore Filipescu, fiul cunoscutului lider conservator, Nicolae Filipescu, fonda un partid care se declara continuatorul tradiției instituite în 1880. Noul Partid Conservator a existat în viața politică din România până în 1938, fără a avea însă vreo influență notabilă. Era ultima reacție partizană din secolul al XX-lea a conservatorismului politic din România.

⁵⁰ ION BULEI, *Conservatori și conservatorism în România*, p. 528. În acest context, vezi și afirmațiile lui Alexandru Marghiloman potrivit cărora guvernul său a avut realizări incontestabile, căci a „adus integritatea țării, dându-i în plus și Basarabia”; *apud* ION BULEI, *Conservatori și conservatorism în România*, p. 514.

POLITICAL CONSERVATISM IN ROMANIA (XIXth-XXth CENTURIES).
A SHORT HISTORY OF WORDS, IDEAS AND PARTIES

Abstract

This study consists in an analysis of the modern Romanian conservatism's evolution. Starting with the semantic definition of the term „conservative”, the author sketches the circumstances of its use in the Romanian political language in the middle of the XIXth century and later in political practice. The author highlights that in the 50's and the 60's decades of the XIXth century there was a great interest in a precise definition of the term in the political vocabulary. It was the time when „conservative” together with its antonym „liberal” were two political terms just entering the political language. Also in Romania, the conservatism defined its identity from the ideas of natural progress, organic evolution, order and legality in the spirit of the ideas of E. Burke, already common in the political imagology of the European conservatism.

At the beginning of the XXth century Romanian conservatives continued to use the specific vocabulary and ideas of the former century, trying to unveil the consequences of the forced modernisation of the country, so that later, after the First World War, to disappear as a party from the political stage; conservative doctrine persisted in a fragmentary form in the interwar period.

Keywords: Romanian Conservatism (Ideas, Parties), Political Vocabulary, XIXth Century, Ideologies.

**DE LA MEMORIA EVREIASCĂ LA MEMORIA ISRAELIANĂ.
INVENTAREA NOȚIUNILOR DE *REAL* ȘI DE *EVENIMENT*
CA PREMISĂ A ACȚIUNII POLITICE**

MĂDĂLINA VÂRTEJANU-JOUBERT

- „– Ce ești tu?
– Sunt israelian.
– De ce naționalitate?
– Israelian.
– Dar un arab, nu este și el israelian?
– Sunt israelian prin identitate și prin cetățenie.
– Ești și evreu, nu-i așa?
– Desigur, căci așa cum ți-am spus, sunt israelian.
– Prin urmare, ești un evreu laic?
– Ti-am mai spus: sunt israelian.
– Prin urmare, ești un israelian laic.
– Sunt israelian. Doar că nu sunt religios.”

Dialogul exemplar imaginat de A. B. Yehoshua¹ pentru a da seamă de propria-i identitate include suma de puncte de vedere și de accepțiuni identitare diferite ce străbat memoria poporului evreu de aproximativ două sute de ani. Evreitatea se definește ea exclusiv prin prismă religioasă? Cum se poate defini un evreu ne-religios ca evreu? Cum se poate defini un non-evreu ca israelian? Ce identitate subîntinde denumirea de israelian pe care o revendică, alături de A. B. Yehoshua, tot mai mulți locuitori ai statului Israel?

Tensiunea dintre *național* și *religios* persistă și astăzi în sânul societății israeliene trimițând la o linie de demarcaj care, cert, precede sionismul dar căreia acest curent de gândire și de acțiune i-a conferit anvergură. Definiția tradițională a evreului care face din respectarea regulilor de *halaha*² criteriul fundamental de apartenență, cunoaște diferite forme de contestare, îmbrăcând uneori veșmântul radicalității. O compozantă importantă a sionismului politic va fi fost mentalitatea de ruptură concretizată în negarea tradiției și devalorizarea diasporei, în idealul „omului nou” și al evreului „născut din

¹ „Israelian”, *Yediot Aharonot* iunie 1986. A .B. YEHOSHUA este un important scriitor israelian și un intelectual angajat. Printre temele sale de reflecție se numără „normalitatea evreiască”, și dreptul moral al evreilor la existență național-statală.

² Termenul *halaha* desemnează suma preceptelor religioase ce definesc modul de viață evreiesc.

spuma mării”, liber și fără ascendență. Astfel apar premisele unei memorii distincte care, inevitabil, recuperează formele istorice ale existenței evreiești dar care se gândește ca noutate absolută, ca factor de urgență a faptului „israelian” în contrast și opoziție cu faptul „evreiesc”. O relație tensionată prezidă raporturilor dintre *memoria evreiască* și *memoria israeliană*.

Din punct de vedere cronologic, adjectivul „israeliană” trimite aici la o realitate ce precede constituirea statului Israel, memoria acestuia sedimentându-se în perioada marilor valuri de imigrație din secolul al XIX-lea și începutul secolului XX. Memoria ce fuzionează crearea entității politice israeliene și care se perpetuează după actul fondator din 1948, este structural înrudită cu memoria *Yshuv*-ului, termen ce desemnează comunitatea evreiască din Ereț Israel în perioada dominației otomane și a mandatului britanic. Studiile Anitei Shapira³ pun magistral în evidență dimensiunea temporală a acestui proces de plămădire memorială, aducându-ne în atenție *durata lungă*: evenimentul politic al fondării statale nu marchează, în cazul de față, un moment de cotitură ci este mai degrabă o rezultantă a toposurilor de gândire și de comportament încheiate în primele decenii ale secolului XX. Shapira descrie fenomenul în termeni de „stil” al unei generații, aceea a „pionierilor” (*haluț*). Iar dacă stilul reunește manifestările exterioare precum gestica, accentul, vestimentația, la rândul lor toposurile mentale și idealurile comune, sunt cele ce întemeiază această solidaritate generațională menită să fundamenteze memoria israeliană.

Descrierea și analizarea „imagnarului” este un exercițiu de metodă delicat căci recursul la istoria ideilor este un reflex ce revine cu ușurință sub pana cercetătorului. Desigur, istoria imaginarului nu se suprapune strict istoriei ideilor, primul fiind rezultatul modalităților de realizare colectivă a celor din urmă. Pe de altă parte însă, sursele imaginarului colectiv sunt multiple și printre ele găsim de asemenea producția intelectuală și activismul ideologic. În cazul imaginarului israelian, pe care-l abordăm aici, gândirea sionistă a jucat un rol fondator. Dacă *memoria israeliană* se afirmă astăzi ca o realitate istorică distinctă de memoria evreiască, gânditorii și activiștii sioniști reprezintă principalii săi „furnizori” de elemente de bricolaj, în sensul antropologic formulat de Claude Lévi-Strauss și Roger Bastide. Gândire de tip revoluționar, sionismul, în diversitatea curentelor sale, impune o nouă percepție a timpului istoric, un nou ideal uman ca agent al transformării revoluționare, o nouă raportare la eveniment și la natură. Toate aceste elemente țin deopotrivă de producția elitistă și de percepția colectivă, de imaginar. Ele fundamentează intelectual imaginarul israelian.

Mutația fundamentală pe care o aduce sionismul în câmpul percepției temporale este *valorizarea evenimentului*: circumstanțele istorice concrete intră

³ ANITA SHAPIRA, *L'imaginaire d'Israël. Histoire d'une culture politique*, Calman-Lévy, Paris, 2005.

de-acum în spectrul de analiză iar aceasta este gândită pentru a fundamenta acțiunea politică. Astfel, schimbarea istorică începe să fie concepută ca o posibilitate reală iar percepția de sine a evreului devine aceea de *subiect al istoriei*. Acest complex conceptual care leagă noțiunea de timp de aceea de agent uman, cu rădăcini în curentul iluminist al secolului al XVIII-lea, este, pe parcursul secolului al XIX-lea, inedit în istoria culturală a poporului evreu. Timp de secole memoria sa culturală a fost marcată de o concepție paradigmatică asupra istoriei și de ideea instrumentalizării divine a individului. Putem astfel măsura amploarea revoluționară pe care a reprezentat-o propunerea sionistă, clivajele pe care le-a accentuat și altele pe care le-a produs.

„Doamne, Adu-ți aminte de Edom,... fiica Babilonului”

Lectura istoriei prin prisma repetiției și a actualizării unor paradigme înscrise în canon, se afirmă în mod special în perioada Antichității târzii și este o consecință a procesului de canonizare însuși. Căci prin fixarea unui canon textual, în speță Biblia ebraică sau „Legea scrisă”, sau *Tanah*, întreaga realitate este „textualizată”. Fenomenul se poate observa atât în planul interpretării istoriei globale și a timpului universal cât și în planul interpretării timpului individual, cotidian. Astfel, el se concretizează pe de-o parte, prin utilizarea tehnicilor de *actualizare* sau a *ancronismului* și, pe de altă parte, prin rostirea „versetului zilei” ca „semn” al desfășurării evenimentelor în cotidian. Desigur, anumite elemente premergătoare acestei concepții istorice se fac simțite încă din epoca elenistică – la sfârșitul cărții lui *Daniel* și în unele scrieri descoperite la Marea Moartă. Cu toate acestea, despre o schimbare de perspectivă generalizată nu se poate vorbi decât de prin secolul I e. n., aceasta găsindu-și expresia în corpusul Mișnei și al comentariilor biblice de tip *midraș* iar, mai apoi, în cele două Talmuduri și în producția intelectuală evreiască anterioară secolului al XVIII-lea.

În acest univers mental, interesul pentru trecut îmbracă forma completării „lacunelor” Bibliei, prilej de „umplere” a acestor goluri prin vehicularea unor stereotipuri explicative și fundamentarea unui discurs teologic. De pildă, rabinii se întrebă „Ce gândește Isac despre faptul că tatal său se pregătește să-l sacrifice?” sau „De ce l-a ucis Cain pe Abel?” Spre exemplu în versetul Geneza, 4.8: „*Și Cain a vorbit fratelui său Abel. Și pe când erau la câmp, Cain s-a ridicat împotriva fratelui său Abel și l-a omorât*”, nimic din ceea ce precede nu face aluzie la vreo conversație, așa cum nimic din ceea ce urmează nu menționează cele spuse de Cain lui Abel, înainte de a-l omorî. Completând aceasta „lacună” rabinul replasează într-un trecut ancestral o realitate cu mult posterioară dar constituind un element peren al teologiei iudaice, construirea Templului. Iată cum explică un vechi comentariu rabinic prima crimă sângeroasă a umanității: „*Și Cain a vorbit fratelui său Abel. Și pe când erau la câmp etc.* Despre ce vorbeau?

Spuneau: „Haide să împărțim lumea!” Unul a luat pământul, iar celălalt a luat ceea ce mișcă. Primul a zis: „Pământul pe care stai îmi aparține!” iar cel de-al doilea a zis: „Ceea ce îmbraci tu îmi aparține!” Primul a zis: „Pleacă!”, iar al doilea a zis: „Dispari!” În mijlocul acestei (discuții) *Cain s-a ridicat împotriva fratelui său Abel și l-a omorât*. (*Geneza Raba*, 22.7, trad. n.)

În abordarea istoriei lor imediate, rabinii nu detectează nuanțe ce ar putea distinge evenimentele între ele ci „textualizează” această realitate, aplicându-i scheme biblice. Astfel, este binecunoscut faptul că Roma, recenta putere cuceritoare, numită adesea Edom în sursele rabinice, este echivalată cu Babilonul, anticul imperiu al lui Nabucodonosor. Un comentariu pe marginea unui verset din *Psalmi* explică această asociere: „Doamne, Adu-ți aminte de Edom,... fiica Babilonului (*Ps*, 137.7-8) De ce numește psalmistul Edomul fiică a Babilonului? Babilonul a distrus Templul, Roma a distrus Templul. Ceea ce a făcut unul a făcut și celălalt. De aceea numește psalmistul Edomul, fiică a Babilonului.” (*Psalmi Raba*, 121.3, trad. n.)

Istoria profană este o „pierdere de timp”

În absența unui demers istoriografic autonom, ritualul este unul din principalele canale ale memoriei iudaice. Să nu uităm că una din manifestările sale instituționale este lectura săptămânală a unei porțiuni din Tora (*parașa*) și din Profeți (*haftara*). Sunt astfel rememorate ciclic evenimentele fondatoare devenite arhetipuri și grilă de interpretare a prezentului: sacrificiul lui Isac, exodul, revelația de pe Muntele Sinai, etc. Astfel, un eveniment precum cruciadele vor fi descrise în cele patru cronici ebraice de secol XII, în termeni de „sacrificiu al lui Isac”. Solomon ben Shimshon spre exemplu, se lamentează întrebând dacă „de când este omul, au mai avut vreodată loc în același timp o sută de sacrificii ale lui Isac?” Dispozitivul explicativ nu este însă acela, tradițional, al păcatului pedepsit, ci al tăcerii divine, mister neînțeleș ce denotă perplexitatea în fața evenimentelor înșiși.

Timp de secole contingentele vieții sociale și politice au fost integrate schemei istoriei sfinte care le conferea nu o explicație ci un sens transcendent. Să fie aceasta, așa cum crede Yerushalmi⁴, o consecință a excesivei impregnări cu istorie a Bibliei, respectiv a capacității povestirilor biblice de a conferi inteligibilitate oricărei împrejurări concrete? Credem mai degrabă că acționează aici rolul caracterului canonic al textului, statut care determină raportarea la realitate prin medierea enunțului Revelat și, prin urmare, revelator. Resursele acestuia s-au dovedit a fi extrem de longevive și este de văzut dacă degradarea

⁴ YOSEF HAIM YERUSHALMI, *Zakhor. Histoire juive et mémoire juive*, Paris, Gallimard, 1991.

lui nu se corelează cu nașterea spiritului filologic modern și cu explodarea textului în variante și straturi redacționale.

Evul Mediu evreiesc cunoaște o seamă de spirite importante dar nici unul care să fi manifestat interes pentru eveniment. Studiul textelor rămâne principalul demers intelectual. Rashi este comentatorul prin excelență iar ulterior, Talmudul va fi editat împreună cu comentariul său. Ibn Ezra este un eminent lingvist care se apleacă și el asupra studiului acelorasi texte sacre. În sfârșit, Maimonide este nu doar un ilustru filosof dar și un legiferator a cărui culegere normativă, Mișne Tora, va fi timp de secole urmată de comunitățile evreiești. În comentariul său la Mișna își expune părerea despre lectura „istoriei profane”, caracterizând-o drept „pierdere de timp”. Doar semnificațiile ei profunde sunt demne de interes, iar acestea au fost deja enunțate și nu comportă revizuire. Reacția la eveniment se produce prin recursul la ritual, evenimentul fiind astfel transpus pe coordonate atemporale. Astfel, în diferite comunități este instituit un „al doilea Purim” care celebrează salvarea de la un pericol iminent.

Cauza naturală și „căderea din paradis”

O primă breșă în cadrul acestei viziuni asupra timpului istoric intervine după expulzarea evreilor din Spania în 1492. Persecuția este un fapt recurent în istoria evreilor și am văzut că în perioada medievală, a cruciadelor în special, ea este considerată un nou „sacrificiu al lui Isaac”. Plecarea forțată a evreilor din Spania este însă percepută ca o „cădere din paradis” sau ca un „ultim” exil posibil. Comparând expulzarea din Franța din 1306 cu cea din Spania, trăită personal, Abraham Zacuto scrie în cartea sa *Yuhasin*, consacrată genealogiilor, următoarele: „Din Franța au venit în Spania dar noi, noi aveam de-o parte dușmanii iar de cealaltă marea.”⁵ Exilul spaniol va deveni un reper important în memoria evreilor europeni, fiind înscris de pildă, în calendarele ce evocau datele celor mai grave persecuții. El are drept consecință și reapariția interesului pentru contingent în rândurile intelectualilor evrei, deși reflecția de tip istoriografic continuă să fie considerată o „distracție”, o îndeletnicire ce înlesnește trecerea timpului sau a clipelor de insomnie. Acest interes se manifestă prin abandonarea cadrelor stricte ale istoriei sfinte, biblice, și abordarea unor epoci mai apropiate. În *Shevet Iehuda* Solomon ibn Verga este interesat mai cu seamă de ce se întâmplă în perioada evului mediu, în *Divrey ha-yamim* Iosif ha-Kohen descrie apariția islamului iar *Seder Eliahu Zuta* de Elias Capsali tratează istoria imperiului otoman, integrând istoria evreilor în cadrul istoriei universale.

⁵ ABRAHAM ZACUTO, *Sefer yuhasin ha-shalem*, ed. A. H. Freimann, Frankfurt, 1925, p. 223.

Reflectând asupra situației prezente a poporului evreu, Solomon ibn Verga⁶ introduce, singurul la acea vreme, noțiunea de *cauză naturală* (*ha-siba ha-tiv'it*). Desigur, el nu operează o răsturnare totală a modelelor pre-existente, ci integrează *cauza naturală* unui țesut explicativ tradițional ce invocă versetele biblice, noțiunea de pedeapsire a păcatelor și Providența. Astfel, numărul însemnat de suferințe la care este suspus poporul evreu are mai multe cauze, prima fiind „păcatul părinților”, respectiv idolatria primitivă simbolizată de episodul vițelului de aur (Exod, 32), iar a doua, „insuficiența meritelor”. Comportamentul nu îndeajuns de meritos, prin neocuparea completa a sferei realului, lasă loc de acțiune diferitelor cauze naturale ce prelungesc exilul, cauze precum „ura religioasă și dorința conducătorului de a converti pe toată lumea la religia și credința sa”. Astfel, consideră ibn Verga, „este un lucru firesc, *natural*, ca ne-evreul să manifeste ură (*sina*) față de evreu și aceasta din neînțelegerea principiilor acestei religii și implicit ale acestui popor care nu mănâncă și nu bea împreună cu ceilalți. Căci ura celorlalți este constitutivă iudaismului iar ibn Verga își susține demonstrația cu două extrase din Talmud. Primul reia explicația tradițională a denumirii muntelui Sinai: « Învățații noștri au spus: De ce este numit Muntele Sinai, Sinai? Pentru că de acolo a coborât ura (*sina*). »” (Șabat, 89.2) Cel de-al doilea, leagă cauza antisemitismului de interdicțiile comensalității iudaice. Astfel, scrie ibn Verga, „Acest lucru e cu atât mai adevărat cu cât religia noastră ne interzice să mâncăm și să bem cu alții lucru care îi apropie pe oameni. Tot astfel au interpretat Învățații noștri pasajul *Tu ai făcut astfel* (Lam, 1.12) [prin referire la comensalitate]: « A bea împreună este un lucru nemaipomenit pentru că îi apropie pe cei ce se țin la distanță. »” (Sanhedrin, 103.2)” (*Shevet Yehuda*, 63) Imposibilitatea contactului conduce la ignoranța reciprocă și, consecință *naturală*, la exacerbarăa urii.

„Spiritul fin dorește să cunoască adevărul în orice lucru”

Secolul al XVI-lea evreiesc marchează, cert, o reinvestire intelectuală a domeniului istoriei. Cu toate acestea, cercetarea cauzală și formularea unor explicații în care intervin elemente naturale (precum natura umană, natura evreiască, etc.) nu capătă suflu de durată. Pentru a beneficia de o posteritate intelectuală spiritul istoric va fi nevoit să îmbrace forma spiritului filologic. Iar secolul luminilor se va hrăni nu atât din opera lui Solomon ibn Verga, interesat el, de contingența evenimentială, ci din aceea a lui Azaria de Rossi (1511-1588), care se apleacă asupra validității tradiției textuale. Prin urmare, textul devine un eveniment posibil de contextualizat și în consecință, de analizat. Nu atât perceperea evenimentului politic va fi capabilă să producă o transformare de lungă durată,

⁶ SOLOMON IBN VERGA, *Shevet Yehuda*, ed. Y. Baer, note A. Shohat, Mossad Bialik, 1946/47.

ci perceperea istoricității textului ca atare. Lucrarea de critică textuală a lui Azaria de Rossi, *Meor einayim* [„Lumină pentru ochi”], va cunoaște un succes important în secolele următoare, fiind extrem de apreciată de acei *maskilim*, reprezentanții Luminilor evreiești din secolul al XVIII-lea. Iar mai târziu, Știința iudaismului, *Wissenschaft des Judentums*, se va constitui și ea tot ca o disciplină literar-istorică. Gândirea sionistă își va trage seva din istoricizarea tradiției textuale dar va deplasa totodată problematica în registrul evenimentului politic și social și mai cu seamă, în cel al acțiunii. În secolul al XVI-lea însă, nu acțiunea și cu atât mai puțin acțiunea colectivă, constituia punctul major de interes al gânditorilor evrei. Praxisul rabinic era axat pe respectarea normelor rituale (*halaha*) iar praxisul umanist pe constituirea unui „suflet frumos”, ideal de inspirație neoplatonică, și pe perfecționarea individuală. În iudaismul epocii renașterii, transformarea individuală nu reține aproape deloc atenția învățaților. Azaria de Rossi operează un compromis între aceste două pragmatici atunci când își justifică demersul critic și umbra de îndoială pe care o arunca asupra validității tradiției. Iată câteva rânduri din introducerea sa la *Meor Einayim*:

„În orice caz, chiar dacă vom admite că o serie de relatări au ajuns la urechile Înțelepților noștri după ce au suferit oarecare deformări, și că ei ni le-au transmis în această versiune, acest lucru nu diminuează cu nimic statura Înțelepților noștri... Iar dacă acest capitol constă în cercetări cu consecințe ne semnificative – căci vom admite că « ce-a fost a fost și că acest demers nu este legat nici de aspecte juridice nici de reguli rituale » – totuși, spiritul fin dorește să cunoască adevărul în orice lucru.”⁷

Și mai departe: „De fapt dintru început pot să ghicesc, dragă cititorule, că în sinea ta consideri acest studiu ca pe o *halaha* pentru timpuri mesianice sau poate chiar mai puțin semnificativă de atât. Căci ce importantă poate avea pentru noi? În fond, ce-a fost, a fost acum mii de ani și șapte vremuri. Dar poți să răspunzi singur la întrebare dacă ții seama de următoarele lucruri: Înainte de toate, adevărul (*emet*), pe care mii de înțelepți îl urmăresc în studii mai nedeslușite decât acesta, este ca pecetea Dumnezeului adevărat, trăsătura sufletului frumos (*nefeș yafa*) și binele la care oricine aspiră.”

Deși inserat în mediu renașterist și cultivat în spiritul lucrărilor umaniste, Azaria de Rossi studiază, în tradiție exegetică, textul transmis. Referințele sale sunt textuale, biblice și rabinice, chiar și în aspectele novatoare ale demersului său. Astfel, identificând „adevărul” cu „pecetea lui Dumnezeu” el face aluzie la un *midraș* rabinic. Cuvântul *emet*, care semnifică în ebraică „adevăr”, este compus din trei consoane: *alef* – prima literă a alfabetului, *mem* – litera de mijloc a alfabetului, *tav* – ultima literă a alfabetului. Reunirea acestor trei litere într-un singur cuvânt este apoi interpretată în lumina versetului din Isaia 44.6: „Eu sunt

⁷ AZARIA DE ROSSI, *Kitvey Azaria de Rossi min ha-adumim, Mibhar perašim motockh sefer Meor Einayim ve-sefer Masref la-kesev*, ed. R. Bonfil, Mossad Bialik, 1991.

primul și eu sunt ultimul iar în afară de mine nu există alți dumnezei.” Iar silogismul conchide: *Dumnezeu este emet*, „adevăr”.

Distincția dintre „text ca eveniment” și „evenimentul în sine” corespunde distincției dintre „conștiință istorică” și „memorie colectivă”, distincție atât de bine definită de Amos Funkenstein și ignorată de Yerushalmi în al sau *Zakhor*. Astfel, Funkenstein notează cu pătrundere: „Iudaismul normativ nu a păstrat o înregistrare continuă a evenimentelor politice sub formă de cronică sau studii istorice. A păstrat însă o înregistrare continuă și cronologică a inovațiilor legale și, până în secolul XIX, evreii au considerat că rațiunea de a fi a poporului lor rezidă în *halaha*. Inovațiile în materie de *halaha* erau veritabile „întâmplări” istorice iar termenul însuși de „inovație” (*hidus*) arată că fiecare precept religios trebuia să dețină o legitimare istorică, fie ea și fictivă.”⁸

A discerne între esențial și accidental

Nici demersul lui Solomon ibn Verga și nici cel al lui Azaria de Rossi nu-și vor fi creat făgaș în posteritatea imediată. Alte curente de gândire se vor impune în secolul al XVII-lea, în special Cabala ce ia naștere la sfârșitul secolului al XVI-lea. Meditația asupra devenirii istorice rămâne în general asociată, în secolul al XVII-lea, „distracției”, ocupațiilor cu un grad scăzut de importanță ce nu pot nicidecum rivaliza cu studiul teologic și statuarea în materie de *halaha*. Domeniul de studiu este determinat de instituția care-l greează și totodată girează. Astfel casa de studiu, *beit midraș* sau *yeșiva*, va contribui cu certitudine la fenomenul de supra-intelectualism ce va caracteriza populația evreiască în secolele XIX și XX, dar pentru moment, în secolele XVI-XVII, centrele de interes cu un pronunțat iz nereligios, nu sunt demne de atenție. De la un David Gans, care scrie în 1592, până la un iluminist precum Naftali Zvi Wiesel care scrie în 1782, justificarea studierii istoriei îmbracă aceleași argumente și aproape același limbaj. Iată cum prezintă acesta din urmă utilitatea științei trecutului în lucrarea *Divrei Shalom ve-Emet*, „Cuvintelnice despre pace și adevăr”:

„Este bine ca cei care merg la casa de studiu să studieze deopotrivă ordinea generațiilor și a evenimentelor trecute [...] căci cunoașterea acestora ajută pe fiecare în a înțelege cuvintele Torei care ne povestește cum primii descendenți ai lui Noe au cucerit pământul și cum numele țărilor vin de la numele primilor lor locuitori [...] Cine are cunoștințe de istorie câștigă în înțelepciune...vede efectele înțeleptului discernământ datorită căruia națiuni întregi au prosperat ... și va înțelege de asemenea, consecințele lipsei de discernământ care a dus la dispariția marilor regate.”⁹

⁸ AMOS FUNKENSTEIN, *Perceptions of Jewish History*, University of California Press, 1993, p. 18.

⁹ NAFTALI ZVI WIESEL, *Divrei Shalom ve-Emet*, apud Yerushalmi, *Zakhor*, p. 100.

Lecția istoriei este înțeleasă, chiar și în acest secol iluminist, ca aparținând domeniului sapiențial și nu domeniului acțiunii politice. Iar înțelepciunea constă aici în pioșenie și teama de Creator, singurul motor eficace al istoriei. Începând din sec. XIX însă, canalele memoriei explodează iar casa de studiu, *beit midraș*, este concurată temeinic de universități și de presă. Fenomenul secularizării își pune treptat amprenta în cadrul iudaismului iar noțiunea de *știință* în general și de *știință a iudaismului* în particular, începe să-și construiască făgaș. Fondatorii demersului intelectual numit *Wissenschaft des Judentums*, introduc o schimbare radicală de ton în ce privește importanța trecutului și rolul omului ca subiect responsabil, nesupus fatalității destinului. Pentru Immanuel Wolf:

„Cunoașterea științifică a iudaismului trebuie să aprecieze meritele și lipsa de merite a evreilor, capacitatea sau incapacitatea lor de a li se acorda același statut și același respect ca și celorlalți cetățeni. Doar astfel va putea fi revelată natura intimă a iudaismului și se va putea discerne între esențial și accidental, între originalitate și adăugire ulterioară.”
(*Despre conceptul de Știință a Iudaismului*, 1822)

În mod paradoxal însă, producția intelectuală a *Wissenschaft des Judentums* va conduce nu atât la autonomizarea disciplinei istorice cât la supremația istoriei literare și a criticii textuale în domeniul studiilor iudaice. Înțeles ca o civilizație de expresie eminentamente textuală, iudaismul este prin urmare scrutat cu uneltele specifice analizei literare. Filologia însă, prin atenția exacerbată acordată detaliului va face ca noțiunea de eveniment să fie tot mai mult acreditată, ceea ce la rândul său va conduce la o privire necontemplativă a realului și la valorizarea acțiunii umane ca agent al istoriei.

„Poporul nostru nu a fost niciodată un popor ales”: gândirea sionistă și percepția evenimentului

Secolul al XIX-lea vede nu numai dezvoltarea *Științei iudaismului* ci și primele manifestări ale unei ideologii naționale evreiești. Utilizând un vocabular conceptual religios, precursorii sionismului politic introduc o adevărată revoluție intelectuală. Conceptul de „salvare” de pildă, *gheula*, este frecvent utilizat chiar și de către reprezentanții sionismului socialist, pentru a desemna proiectul național evreiesc. „Salvarea lui Israel”, *gheulat Israel*, considerată un miracol în opinia majoritară, începe a fi concepută ca un proces istoric în care intervenția divină este condiționată de acțiunea umană. Istoricizarea religiei și considerarea pietății iudaice ca o formă de patriotism, creează premisele integrării dimensiunii politice în discursul despre devenirea poporului evreu. Moses Hess, fondatorul social-democrației germane și precursor al sionismului politic, vede spre exemplu, în celebrarea sărbătorilor și în respectul tradiției un „embriion al națiunii evreiești”. Mesianismul tradițional se transformă în acest

mijloc de secol XIX, prin abandonarea veșmântului apocaliptic și al orizontului îndepărtat în favoarea unui proiect istoric în cadrul căruia „revenirea” în țara sfântă face parte integrantă din procesul de „salvare”¹⁰.

A doua jumătate a secolului al XIX-lea, cu cortegiul său de manifestări antisemite și în special cu pogromurile din imperiul țarist, induce în sânul comunităților evreiești sentimentul neîncrederii în strategia asimilaționistă și va conduce la elaborarea noțiunii de „urgență” a salvării prin mijloace proprii. Într-un text¹¹ publicat în 1884 și intitulat „Despre învierea lui Israel”, Moshe Leib Lilienblum afirmă cu forță încă din primele rânduri: „Omul își creează singur destinul iar condiția în care se află este numai rezultatul voinței sale. [...] Cu alte cuvinte, ceea ce numim, destin nu este decât suma gândurilor și a acțiunilor unui individ sau ale unei comunități: rezultatul acestora și nimic altceva.” În această perspectivă, responsabilitatea pentru istoria marcată de umilințe și nedreptăți a evreilor, incumbă exclusiv liberului lor arbitru:

„Dacă noi, fiii lui Israel, îndurăm de secole toate nenorocirile și tribulațiile din lume, dacă pribegim dintr-o țară în alta fără să găsim un loc liniștit sau măcar puțină compasiune umană, dacă suntem arși pe rug, facem cunoștință cu închisorile și cu bestialitatea vandalilor și a mulțimilor dezlănțuite, dacă suntem ridiculizați sub pana unor așa ziși intelectuali sau a înfumuraților de aceeași țepă, nouă înșine trebuie să ne cerem socoteală căci noi suntem singurii responsabili de soarta noastră. Altfel spus: dacă soarta noastră se desfășoară sub semnul rușinii și al josniciei este pentru că asta ne-a fost voința.”

Lilienblum, ca și alți teoreticieni ai sionismului, este sensibil la *realitate*. Experiența temporală nu mai seamănă acum cu cea din perioada cruciadelor sau a expulzării din Spania când evenimentele tragice erau re(a)duse la arhetipul biblic al persecuțiilor și când responsabilitatea evreilor era subsumată noțiunii de păcat sau de tăcere divină. Pentru Lilienblum, această responsabilitate corespunde refuzului de a acționa, de a respinge o stare de fapt ca fiind imuabilă, de a decide de propria soartă, de a se considera subiect al istoriei: „Așa cum încercăm să ne camuflăm specificul spiritual, tot astfel facem tot posibilul ca să ascundem condiția noastră reală.” Numeroase sunt în epocă, descrierile minuțioase pe care le fac militanții sioniști suferințelor evreilor din Europa, cu precădere din Rusia țaristă, invocate ca argument în favoarea unui proiect politic concret menit să conducă la normalitate în condiția evreilor – esențialmente crearea unui Stat național și a unei limbi naționale. La primul Congres sionist desfășurat la Basel în 1897, discursul lui Max Nordau abordează întocmai acest subiect – evreii din Rusia, România, Bulgaria, Maroc, Persia, Europa occidentală – dar, spre deosebire de înaintașii săi, nu se multumește cu enumerarea faptelor ci conchide: „Răul evreiesc necesită un remediu.”

¹⁰ Pentru o prezentare sistematică a gândirii presioniste și sioniste, v. ALAIN DIECKHOFF, *L'invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Gallimard, Paris, 1993.

¹¹ MOSHE LEIB LILIENBLUM, *Complete Works*, vol. IV, ed. Shmaryahu Tsafin, 1913, pp. 33-51.

Unul din cele mai semnificative texte ce ilustrează subiectul nostru – timpul „sionist” – îi aparține lui Yossef Haim Brenner, scriitor născut în Ucraina și emigrat în Palestina, figură marcantă a mișcării sioniste, în ciuda refuzului său de a se înregimenta unui partid politic. În 1911 el publică un articol¹² în care trecutul, prezentul și viitorul evreiesc este scrutat fără complezență și în care ideea de „popor ales” este temeinic periclitată. Lectura tradițională a timpului este repusă în discuție cu vervă polemică și cu aprigă vehemență:

„Viitorul este înnegurat; prezentul este amar și îngrozitor; ar mai rămâne doar să ne întoarcem spre trecut. Dar nu pentru a trage învățăminte în ce privește starea actuală a lucrurilor; nici pentru a trasa calea de urmat și nici pentru a regăsi în istoria bieților noștri strămoși un semn potrivit pentru bieții lor urmași, ci numai și numai pentru că este în firea omului să reflecteze asupra celor ce i s-au întâmplat. Examinând acest trecut, ne dăm seama că actuala criză durează de două mii de ani. Legenda potrivit căreia am fi un « popor ales » nu valorează mai mult decât orice altă legendă. Poporul nostru nu a fost niciodată un popor ales.”

Mentalitatea revoluționară se regăsește cu forță în acest pasaj. Pentru Brenner, dar nu numai, o falie cvasi ontologică desparte trecutul de prezent și o istorie fără glorie de necesitatea creării unei *noi forme de viață*. Un trecut fără eroi, fără lecții de viață, un șir de evenimente ce pot fi studiate entomologic dar nedemne de a plămădi o *memorie națională*. Percepând cu acuitate prezentul, evreul nou este constrâns să facă *tabula rasa* din trecut. „În ce mă privește, spune Brenner, consider întreaga noastră istorie o înșiruire de groaznice încercări și mă străduiesc să le fac bilanțul, acela pe care îl putem face noi înșine. Acest bilanț nu urmărește să ofere îndrumare pentru epoca pe care o trăim: dacă nenorocirile și încercările noastre de azi nu sunt decât consecința istoriei scurse deja, preocupările noastre actuale sunt diferite, în mod radical diferite. Obiectivul nostru de a reconstrui prezentul nu poate găsi nici cărămidă nici ciment în acest « trecut glorios ».”

Iată o răsturnare completă de paradigmă. Un trecut canonic, matrice interpretativă aplicabilă tuturor vicisitudinilor istoriei și sursă memorială prin excelență, este redus la statutul de clișeu textual. Iar evenimentele trecute, recunoscute ca făcând parte din istorie sunt respinse în capacitatea lor de a constitui o memorie. Astfel, memoria israeliană nu rezultă nici pe departe dintr-o evoluție naturală a memoriei iudaice ci, în cea mai mare parte, din negarea acesteia. A.B. Yehoshua cu care am început articolul nostru, stă mărturie pentru divergența încă nelimpzită între două identități ce s-au refuzat reciproc la începutul mișcării sioniste și care acum caută o cale de compromis.

¹² Articol publicat în ziarul *Ha-poel ha-tair*, aprilie 1911 și reprodus în *Kol kitvey le Y. H. Brenner*, t. II, ed. Ha Kibut ha-meuhad – Sifriat Poalim, Tel Aviv, 1985, pp. 490-493.

FROM JEWISH MEMORY TO ISRAELI MEMORY: THE INVENTION OF THE NOTIONS
OF *REAL* AND *EVENT* AS PREMISE FOR POLITICAL ACTION

Abstract

The paper shows that Jewish memory and Israeli memory are two distinct and sometimes even opposite, intellectual constructs. In order to assess this statement, we chose one specific topic: the birth of the eventual perception in Jewish eyes, a phenomenon linked to the Zionist thought. A real intellectual revolution was achieved in the XIXth and XXth centuries, which returns up side down the antique, mediaeval, and even early modern paradigms of Jewish time perception. It is precisely this reversal that led to the political activism and the foundation of state of Israel.

Keywords: Time Perception, Jewish Memory, Israeli Memory, Zionism, Political Action, State of Israel.

CHI GOVERNA L'UNIVERSITÀ? ÉLITES UNIVERSITARIE E ÉLITES POLITICHE NEL POSTCOMMUNISMO ROMENO¹

CLAUDIA MARIA UDRESCU

Università e potere

Dopo 1989 l'università cambia. Questo cambiamento è dovuto a processi interni oppure eventi e pressioni esterni, che allo stesso tempo stabiliscono la velocità o la lentezza del cambiamento istituzionale.

Uno degli aspetti da prendere in considerazione per analizzare l'università-istituzione in cambiamento è il rapporto tra università e politica nel postcomunismo romeno. Nella nostra analisi abbiamo seguito questo rapporto su tre livelli di analisi. Il primo livello è rappresentato dall'università stessa, il secondo livello mira il rapporto tra élites politiche e università, mentre il terzo livello si riferisce al rapporto tra stato e università.

Abbiamo visto come il rapporto tra politica e università si stabilisce da una parte a livello individuale, attraverso reti create dai membri della comunità accademica e, dall'altra parte, a livello istituzionale, attraverso il rapporto tra università e stato. È legittimo domandarsi in che misura l'università e i suoi membri influiscono sulla società, partendo dalla presenza degli universitari all'esterno dello spazio accademico. Il potere che ha l'università deriva non solo dalla funzione primaria di ricerca scientifica, ma anche da quella di reclutamento politico². Una delle ipotesi della nostra tesi è che l'Università di Bucarest rappresenta un bacino di reclutamento per i partiti politici nel periodo postcomunista.

Un'altra fonte del potere universitario parte, secondo Pierre Bourdieu, da un cumulo di posizioni che permette agli universitari di controllare altre posizioni³. Di conseguenza, nel nostro approccio prendiamo in considerazione indicatori di potere politico e economico, quali la partecipazione a vari organismi

¹ Questo articolo rappresenta una parte del terzo capitolo della mia tesi di dottorato, "Politica dell'università. Politiche dell'università. Studio di caso: Università di Bucarest e Università di Bologna". Il titolo del presente articolo riprende il titolo di un libro di ROBERTO MOSCATI, *Chi governa l'università? Il mondo accademico italiano tra conservazione e mutamento*, Liguori Editore, Napoli, 1997.

² D. LEVY, *Universities and Governments. The Comparative Politics of Higher Education*, in *Comparative Politics*, 12, 1, 1979, pp. 116-117.

³ P. BOURDIEU, *Homo academicus*, Éd. du Minuit, Paris, p. 99.

pubblici, la presenza nei gabinetti ministeriali e indicatori che misurano il capitale di potere e di prestigio scientifico, ossia il cumulo di carichi didattici, l'appartenenza a delle commissioni quali CNCSIS, CNFIS, CNATCDU, CNEEA, il possesso di titoli *doctor honoris causa*, inviti per sostenere corsi in università estere, la qualità di tutor per il dottorato di ricerca.

Considerando che la «carriera universitaria è un'incrocio tra la carriera di un individuo e la storia di un'istituzione»⁴, dobbiamo osservare come in genere le carriere universitarie sono organizzate partendo da criteri formali e informali, e il modo in cui queste sono gestite costituisce una dimensione importante nella struttura e il modo di funzionamento del sistema. Questi criteri possono avere un forte impatto per l'allocazione delle risorse, influenzando il funzionamento interno delle istituzioni o la possibilità dell'autorità centrale di intervenire all'interno dell'istituzione⁵.

All'inizio degli anni 1990 in Romania l'università si ritrova in una situazione speciale: le discipline di studio degli universitari cambiano, perché le discipline tecniche sono meno frequentate da una parte, e dall'altra parte nuove discipline sono richieste da studenti o considerate opportune; l'autonomia universitaria e la mancanza di una legge per istruzione fanno sì che nei primi anni esiste una dimensione aleatoria nelle promozioni didattiche; le condizioni di remunerazione sono scarse e c'è un grande dibattito rispetto ai concorsi didattici.

Una nuova scelta di carriera: la carriera politica

Il Professore/ricercatore si trova di fronte a nuovi ruoli, come quello di ricercatore, consulente o *intellectual entrepreneur*⁶. È di più in più evidente che gli universitari sono chiamati a mettere in discussione, in modo pertinente e responsabile, problemi che hanno delle conseguenze immediate sulla società, organizzazioni o individui, intrecciando i due terreni, accademico e pratico: «l'assorbimento nella sfera della politica attraverso prestito dalla società civile si produce più facilmente per le professioni intellettuali. Esistono dei settori privilegiati, fondati su affinità evidente. Questi settori appartengono al campo del "verbo" e della "pena": avvocato, Professore, giornalista, sindacalista»⁷. Da un'altra prospettiva, «né l'autonomia, né le affiliazioni politiche-non dispensano l'universitario dalla legittimazione all'intermedio di prestazioni e opere proprie»⁸.

⁴ C. MUSSELIN, *Le marché des universitaires*, p. 18.

⁵ E. FRIEDBERG, C. MUSSELIN, *Le gouvernement des universités. Perspectives comparatives*, L'Harmattan, Paris, 1992, p. 201.

⁶ D. DRUCKMAN, *The Social Scientist as Consultant*, in *American Behavioral Scientist*, 43, 2000, p. 1565.

⁷ M. DOGAN, *Sociologie, Politique*, PUF, Paris, 1967, p. 35.

⁸ A. MARGA, *Diagnoze și eseuri*, Eikon, Cluj Napoca, 2008, p. 417.

Identificheremo di seguito i motivi per cui si fa il passaggio dalla carriera accademica alla carriera politica, partendo da interviste con universitari che hanno avuto delle funzioni accademiche e politiche di alto livello, quali presidente o ministro dell'istruzione.

La nostra intenzione è di vedere in che misura la carriera accademica è abbandonata, dopo che la carriera politica guadagna peso, di solito quando esiste una successione dei mandati parlamentari⁹. Gli studi fatti nei paesi quali Francia, Gran Bretagna, Germania, Italia, Spagna o gli Stati Uniti mostrano che non si può parlare di un reclutamento dei punti in politica, ma si tratta di esercitare la professione a un livello medio, prima della propulsazione in politica. Esistono delle professioni alle quali non si torna più dopo la fine dell'incarico politico, perché non si è più aggiornati dal punto di vista tecnologico o non si può più praticare la medicina. Vedremo cosa accade nel caso della professione universitaria in università romene dopo il 1989. Un'altra direzione interessante per il nostro studio è quella dei politici che hanno studi tecnici, e ci chiediamo se sono rappresentativi per il periodo comunista e se questa è una specificità del caso romeno¹⁰?

La professione di base è abbandonata nei più dei casi in seguito al successo in piano politico: «qualcuno può avere da presto intenti o ambizioni politiche, ma per non giocare il futuro con una sola carta, la sagesza gli fa ottenere prima una posizione nella società e di consolidare la base professionale»¹¹. Esiste anche il rovescio della medaglia: una volta la carriera politica conclusa, forse prima delle attese, il ritorno alla carriera iniziale si fa in un certo senso con amarezza¹².

L'abbandono della professione di universitario a favore di altri ruoli o occupazioni non è un abbandono nel senso di Albert Hirschman: «in realtà pochi universitari lasciano l'università nel senso che danno le dimissioni e partono per sempre. Si tratta di un abbandono *sui generis* e molto comodo, perché non implica nessun costo: loro rimangono nell'università, mantenendo la posizione, lo stipendio, il prestigio e il potere, ma in realtà riducono in maniera rilevante il tempo e l'implicazione per i doveri istituzionali»¹³.

Per formulare delle risposte a queste domande, dobbiamo inanzitutto vedere che cosa presuppone una carriera politica. Il ruolo di politico significa dare un tempo alla politica, in parallelo con certe occupazioni, richiede abilità importanti di comunicazione, che si ottengono in certe professioni, e

⁹ *Ibid.*

¹⁰ I. CULIC, *Câștigătorii. Elita politică și democratizare în România 1989-2000*, Limes, Cluj Napoca, 2002, p. 134.

¹¹ M. DOGAN, *Op. cit.*, p. 36.

¹² Id., *Elite Configuration at the Apex of Power*, Brill Leiden Boston, 2003, p. 44.

¹³ Cf. P. GIGLIOLI, *Baroni e burocrati: il ceto accademico italiano*, Il Mulino, Bologna, 1979, pp. 199-200.

l'insicurezza che accompagna un incarico politico è molto alta, quindi, le persone preparate a un ruolo o a una carriera politica, sono quelle che in ogni momento possono ritornare all'occupazione di prima¹⁴. Esistono persone che, dalla prospettiva occupazionale sono molto più qualificate per una possibile carriera politica, ma anche al rovescio, la carriera politica le può offrire dei vantaggi per la professione primaria, com'è il caso delle professioni di avvocatura, assicurazioni, mercato immobiliare o commercio¹⁵.

Élites universitarie ed élites politiche

« I Profesori cercano il potere quando entrano nella politica »¹⁶ (Alexandru Athanasiu)

Come si fa il reclutamento delle nuove élites da parte dei partiti politici? Che tipo di professione o di competenze devono avere per ottenere il successo nella carriera politica¹⁷? Qual'è il momento o la sequenza di carriera universitaria o politica in cui si fa il passaggio verso l'altro tipo di carriera?

In genere, il reclutamento dei candidati politici rappresenta una delle funzioni di base dei partiti, e un partito che non può attirare e nominare dei candidati rinuncia all'opportunità elementare di avere/conquistare il potere. In questo processo, possiamo distinguere due tappe: la prima è quella della certificazione, che include il periodo di *social screening* e che determina l'eligibilità di un candidato, secondo il modo in cui il partito stabilisce certe caratteristiche per i candidati potenziali; la seconda è la selezione che include la scelta dei candidati per rappresentare i partiti nelle elezioni generali. La selezione è da lontano il processo più importante nella lotta per il potere dei partiti, e dalla prospettiva dei futuri membri di partito, i meccanismi di candidatura sono *la mobilitazione, l'auto-reclutamento, la cooptazione e il agency/lobbyst*¹⁸.

In che misura è interessante la professione accademica per i partiti politici? Perché gli universitari si ritrovano sulle liste elettorali? Che partito utilizza prevalentemente questa risorsa? In modo evidente, la prima tappa di *social screening* implica la realizzazione dell'inventario dei futuri candidati, prendendo in considerazione la pluralità di gerarchie, che secondo Pierre Bourdieu, rappresenta un insieme di poteri, come il prestigio scientifico e il potere universitario, il riconoscimento interno e il rinome esterno.

¹⁴ H. EULAU, D. KOFF, *Occupational Mobility and Political Career*, in *The Western Political Quarterly*, 15, 3, 1962, p. 507.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Intervista con Alexandru Athanasiu, 24 giugno 2008, archivio personale.

¹⁷ Cfr. P. BIRNBAUM, "Institutionalisation of Power and Integration of the Ruling Elites: a Comparative Analysis", in *European Journal of Political*, 6, 1978, pp. 105-115.

¹⁸ L. G. SRLIGMAN, "Political Recruitment and Party Structure", in *The American Political Science Review*, 55, 1, 1961, p. 77.

In questo senso, dobbiamo ancora fare riferimento alla distinzione di Pierre Bourdieu tra «il potere temporale dello scienziato (quello che governa le modalità di accesso alla professione, alla progressione di carriera, la maggiore o minore capacità di accedere ai finanziamenti di ogni tipo) dal potere scientifico, che deriva dalla ricerca»¹⁹. È questo, infatti, uno dei problemi che riguardano la valutazione dell'attività d'insegnamento e di ricerca, di come definiamo oggi il ricercatore o lo scienziato, che spesso si confondono con gli esperti.

Investigheremo, quindi, partendo dallo studio di Pierre Bourdieu, gli indicatori del capitale di potere accademico, come la qualità di membro del senato universitario (nelle università di appartenenza), la qualità di rettore, preside di Facoltà o possessore del titolo *doctor honoris causa* in università romene o estere. Per gli indicatori del capitale di potere e di prestigio scientifico, prendiamo in conto la partecipazione ai colloqui scientifici, all'insegnamento in altre università, stages di ricerca all'estero o la qualità di tutor di dottorato. Per quanto riguarda il capitale di potere politico o economico, vogliamo vedere se il Professore insegna presso università che gli conferiscono un capitale esterno di potere, o se occupa delle funzioni nell'alta gerarchia dell'amministrazione pubblica, come per esempio, delle funzioni nel ministero dell'istruzione o la funzione di ministro stessa²⁰.

Osserviamo di conseguenza che il percorso università-politica è valido anche nella direzione contraria, dalla politica all'università. Lo spazio accademico è spesso popolato da politici. È importante, quindi, di vedere chi sono, che tipo di università gli riceve e se il periodo d'inizio della loro carriera universitaria coincide con l'inizio del mandato parlamentare.

Questo fenomeno che abbiamo chiamato "migrazione", può essere visto da due prospettive: *in primis*, il fatto di avere un mandato nel parlamento permette la continuazione degli studi a livello postuniversitario, ottenendo anche molteplici specializzazioni. In secondo luogo, la migrazione dei politici nelle università è legata dalla creazione e l'accreditazione delle università private.

Come ipotesi di partenza per quanto riguarda il coinvolgimento degli universitari in politica sono: a) la tradizione (come continuazione del periodo interbellico); b) la tendenza (osservabile soprattutto dopo il 1992, quando i politici ricevono delle cattedre nelle università private o sedi locali delle università statali in città senza tradizione universitaria²¹); c) lo spirito critico al servizio dei problemi della città (in caso dei docenti senza appartenenza politica all'inizio, che occupano funzioni di alti funzionari pubblici) che è invocato, ma

¹⁹ Cfr. A. RANIERI, *I luoghi del sapere. Idee e proposte per una politica della conoscenza*, Donzelli Editore, Roma, 2006, p. 98.

²⁰ Indicatori usati da P. Bourdieu (*Homo Academicus*, pp. 257-264) e che abbiamo ripreso nella nostra analisi.

²¹ Sarebbe utile una lettura dei dibattiti nella Commissione di insegnamento della Camera dei Deputati e del Senato, rispetto all'accreditamento delle università private.

in realtà sono dei docenti *engagés*, che prima o poi finiscono per riempire le liste dei partiti per elezioni nazionali o europee²².

Interessanti sono i motivi per i quali in un certo momento della carriera universitaria o politica si fa il passaggio verso l'altro tipo di carriera. Dal nostro punto di vista è utile vedere in che momento ha luogo questo trasferimento e quali sono i motivi, le influenze o le pressioni che determinano questo fenomeno. Qual è in questo caso, il rapporto tra potere politico e potere accademico?

Nell'altro senso, la migrazione dei politici nello spazio accademico è facilitata da quello che abbiamo chiamato "l'accademizzazione" dell'élite parlamentare, in principale dei deputati con età comprese tra 25 e 35 ani – la tendenza di accumulare dei titoli per legittimarsi una volta entrati in parlamento; quali sono le aree di studio; quali sono i programmi di master o di dottorato seguiti e se questi sono in concordanza con la laurea, oppure se esiste una "moda"/tendenza imposta/specifica a un partito (che crea reti di reclutamento per giovani dottorandi) – ci sono, quindi, dei percorsi formativi individuali o organizzati; quali sono le università dove si ottiene la laurea e quali sono i programmi di studio? Possiamo parlare ancora di scuole di partito? Quali sono le università che ricevono i politici dopo la fine del loro mandato parlamentare? Come sono regolate le funzioni didattiche dentro queste università?

Come passo successivo possiamo fare l'ipotesi che un solido curriculum accademico è una condizione per l'ascensione politica, che la professione accademica e l'accumulo dei titoli di studio rappresentano un capitale elettorale e finalmente, che i politici sono reclutati nello spazio accademico per favorire l'accreditazione delle facoltà private (attraverso l'attività di *lobbying* dentro le commissioni per l'insegnamento delle due camere) e per il capitale simbolico. I futuri studenti sono piuttosto attratti dalla fama di una funzione/étiquette politica che dalla qualità o il prestigio personale come docente.

Ad alcune di queste domande possiamo rispondere partendo da interviste con i ministri dell'educazione del periodo postcomunista, che allo stesso tempo sono universitari. Andrei Marga, ministro dell'istruzione tra 1997-2000, considera che il motivo del suo coinvolgimento in politica e l'assunzione del ruolo di ministro è dovuto a una debole presenza della società civile nei primi anni della transizione, e quindi l'unico modo di costruire qualcosa era di implicarsi in maniera politica²³. Allo stesso tempo considera che gli universitari possano essere migliori ministri, tenendo conto da più fattori, tra cui l'attitudine rispetto

²² Secondo Patton "le università sono chiamate a incoraggiare l'uso del spirito critico in problemi di importanza pubblica", *Apud* J. KENWAY, "Multiple Stakeholders, Creative Tensions", in *Journal of Australian Studies*, 2002, p. 161.

²³ Incontro con Andrei Marga, Universitatea Babeş-Bolyai, Cluj Napoca, 8 novembre 2007.

alla riforma, i tipi di riforma, le priorità per l'educazione del governo e dei cittadini, prendendo in considerazione la cultura politica del paese. Di conseguenza, un buon ministro deve avere esperienza nel settore dell'insegnamento superiore, la capacità di elaborare riforme, sostegno politico, abilità di comunicare ed essere conosciuti in piano internazionale²⁴. Aldilà di situazioni personali (Virgil Petrescu), altri motivi che determinano il coinvolgimento degli universitari in politica sono: lo spirito civico (Andrei Marga, Mircea Miclea), avere uno spazio maggiore per affermare le opinioni, una posizione civica (Ecaterina Andronescu), continuare la tradizione, perché nella «nella Romania democratica c'era la tradizione che i docenti siano rappresentati nel corpo politico»²⁵ (Alexandru Athanasiu). Un altro motivo è l'assenza di una classe politica professionista: «nell'assenza di un corpo politico professionale e professionista, la Romania degli anni 1990 ha dovuto selezionare dei leader politici, delle personalità, e l'università fornisce dei leader di opinione con una maggiore visibilità che i leader professionali che appartengono ad altri settori di attività. C'era dunque un accesso più facile dato il tipo di attività, il modo di lavorare, la comunità dove ci si lavora con i giovani»²⁶.

Carriera accademica e parlamentari romeni

Per vedere il peso della presenza dei docenti nelle strutture legislative, partiamo dall'analisi dei dati dei membri del parlamento romeno, tra 1990 e 2008, mettendo in evidenza i membri del parlamento che hanno una carriera universitaria.

Senatori

Di conseguenza, nel Senato, nella prima legislatura 1990-1992, dal totale di 25 senatori che hanno una carriera universitaria, 21 hanno una carriera accademica attiva, di cui FSN ha 17 membri (18% del totale parlamentari FSN), PNL 2 membri (18%), AUR-PUNR 1 membro (50%), UDMR 1 (8% del numero dei parlamentari).

²⁴ Intervento di Andrei Marga convegno *Similarities, Differences and Points of Convergence: Transatlantic Perspectives on Higher Education*, University Project, Salzburg Seminar, 12-16 marzo 2003, p. 17, <http://www.salzburgseminar.org/reports/UP24%20Report%20Mar03.pdf>.

²⁵ Intervista con Alexandru Athanasiu, 24 giugno 2008, archivio personale.

²⁶ *Ibid.*

I docenti sono:

Cognome e nome	Partito	Livello studi al momento della legislaturii	Grado accademico
Moțiu Adrian-Ovidiu	AUR-PUNR	Dr	Profesor
Alexandru Stefan Ionel	FSN	Univ	Profesor
*Anagnoste Victor	FSN	Univ	Profesor consultant
Barbulescu Constantin	FSN	Dr	Profesor
Bârladeanu Alexandru	FSN	Dr	Profesor
Cajal Nicolae	FSN	Dr	Profesor
Cernescu Emanoil-Mihail	FSN	Drd	Lector
Coteanu Ion	FSN	Dr	Profesor
Dumitrașcu Gheorghe	FSN	Dr	Conferențiar
Faur Viorel	FSN	Dr	Profesor
*Gherman Oliviu	FSN	Dr	Profesor
Glavan Stefan	FSN	Dr	Profesor
Homescu Radu	FSN	Dr	Conferențiar
Iacobescu Mihai	FSN	Dr	Profesor
Iurcu Mihail	FSN	Dr	Conferențiar
Piru Alexandru	FSN	Dr	Profesor
Predescu Ion	FSN	Univ	Profesor
Raveica Titus	FSN	Dr	Profesor
Soare Mircea	FSN	Dr	Profesor
Solcanu Ion	FSN	Dr	Profesor
*Buda Cezar	PNL	Dr	Profesor
Calueanu Dumitru	PNL	Dr	Profesor
Tocaci Emil	PNL	Dr	Profesor
*Iacob Caius	PNȚCD	Dr	Profesor
Demény Lajos	UDMR	Dr	Conferențiar

(* segna i senatori con la carriera universitaria conclusa prima di essere eletti nel Parlamento romeno nella presente legislatura)

Tra questi, alcuni senatori hanno vari incarichi nel Ministero dell'Istruzione, come per esempio Mircea Soare (FSN), membro nella Commissione Superiore di Attestazione, Emil Tocaci (PNL) ministro segretario di stato per la ricerca scientifica, Lajos Demény (UDMR) sottosegretario del ministro dell'istruzione e della scienza (29 gennaio-1 luglio 1990).

Una parte dei senatori occupa degli incarichi di direzione dentro varie università: Constantin Bărbulescu (FSN) è il rettore dell'Accademia di Scienze Economiche di Bucarest (collega di Alexandru Bârladeanu e di Mihai Iurcu – professore associato) e Professore all'Università Romeno americana di Bucarest; Ion Coteanu (FSN) rettore dell'Università "Spiru Haret"; Oliviu Gherman, prorettore dell'Università di Craiova tra 1966-1968; Ștefan Glăvan (FSN) preside dell'Università Tecnica di Timișoara; Radu Homescu (FSN) è il rettore dell'Università "Aurel Vlaicu" di Arad, e membro della Conferenza Nazionale dei Rettori, tra 1990-1991; Mircea Soare (FSN), rettore presso l'Università

Tecnica di Costruzioni di Bucarest e Dumitru Călușeanu (PNL), preside della Facoltà di Meccanica dell'Università "Dunărea de Jos" di Galați, tra 1984-1989.

Nella seconda legislatura, 1992-1996, dai 36 senatori con una carriera didattica, ci sono 29 de senatori che dichiara avere una carriere didattica attiva: di cui FDSN ha 7 membri (13% totale membri gruppo parlamentare FDSN); FSN 7 (33% dei membri); PAC 4 membri (44%), PDAR 1 (20%), PNLCD 2 (40 %); PNȚCD 4 membri, (15 % del total membri); PUNR 2 (15%), PN 3 senatori (60%).

I professori sono:

Cognome e Nome	Partito	Livello studi nel momento della legislatura	Grado accademico
Dudita Florea	FDSN	Dr	Profesor
Dumitrascu Gheorghe	FDSN	Dr	Conferențiar
*Gherman Oliviu	FDSN	Dr	Profesor
Lupu Ion	FDSN	Dr	Profesor
*Marin Dan Stelian	FDSN	Univ	Profesor
Mincu Iulian	FDSN	Dr	Profesor
Popescu Dan-Mircea	FDSN	Drd	Lector
Radulescu Botica Florin	FDSN	Univ	Profesor asociat
Solcanu Ion	FDSN	Dr	Profesor
*Blaga Ionel	FSN	Dr	Profesor
Boulescu Mircea	FSN	Dr	Profesor
Cancescu Aristotel Adrian	FSN	Drd	Cadru didactic asociat
*Dijmarescu Eugen	FSN	Dr	Profesor asociat
Dragomir Traian-Caius	FSN	Dr	Profesor
Iurcu Mihail	FSN	Dr	Profesor
Popescu Ovidiu-Corneliu	FSN	Dr	Asistent
Predescu Ion	FSN	Univ	Profesor asociat
Tugulea Andrei	FSN	Dr	Profesor
Manolescu Apolzan Nicolae	PAC	Dr	Profesor
Otiman Paun Ion	PAC	Dr	Profesor
Popovici Alexandru	PAC	Dr	Profesor
Tocaci Emil	PAC	Dr	Profesor
Coja Ion	PDAR	Dr	Profesor
Potcoava Andrei	PL93	Dr	Asistent asociat
Calueanu Dumitru	PNLCD	Dr	Profesor
Popescu-Necsesti Adrian Dumitru	PNLCD	Dr	Profesor asociat
Todea Ioan	PN-PRM	Dr	Lector
Lădaru Mihail M	PN-PSM	Univ	Lector
Raboaca Gheorghe	PN-PSM	Dr	Profesor
Alexandru Ioan	PNȚCD	Dr	Profesor
Popescu Aurelian I	PNȚCD	Dr	Profesor
Vasile Radu	PNȚCD	Dr	Profesor
Vladislav Tiberiu	PNȚCD	Dr	Conferențiar
Motiu Adrian Ovidiu	PUNR	Dr	Profesor
Secara Gheorghe	PUNR	Dr	Profesor
*Suian Valer	PUNR	Univ	Lector

(* segna la carriera didattica conclusa)

Alcuni di questi senatori hanno avuto o hanno anche al momento presente varie funzioni nel Ministero dell'Istruzione: Mircea Boulescu (FSN) è stato ispettore generale tra gli anni 1973-1983; Andrei Țugulea (FSN) segretario di stato tra 1990-1991; Emil Tocaci (PAC) ministro segretario di stato per la ricerca scientifica nel governo Stolojan.

I senatori con funzioni importanti nelle università sono: Ion Păun Otiman (PAC), rettore dell'Università di Scienze agricole del Banato; Alexandru Popovici (PAC) è il prorettore dell'Università di Petrolio e Gas di Ploiești e fondatore del movimento della Solidarietà Universitaria; Mihail Lădaru (PN-PSM) è il rettore dell'Università Cultural Scientifica di Motru; Aurelian Popescu (PNTCD) è il preside della Facoltà di Filologia dell'Università di Craiova, dal 1990 e membro fondatore della Solidarietà Universitaria; Radu Vasile (PNTCD) è vice preside della Facoltà di Commercio dell'Accademia di Scienze Economiche di Bucarest tra 1990-1992.

Altre attività didattice o distinzioni dei membri del Senato: Adrian Dumitru Popescu Necșești (PNLCD) è stato professore a CEPECA, al Politecnico di Bucarest e professore associato all'Accademia di Scienze Economiche; Adrian Moțiu (PUNR) è professore all'Università Cultural Scientifica di Cluj, Mihail Lădaru (PN-PSM) ha ricevuto la distinzione "professore evidenziato" per la sua attività con i giovani comunisti tra gli anni 1977-1980; Mihail Iurcu (FSN) è maitre de conferences presso l'Università di Târgoviște e professore all'ASE di Bucarest; Ionel Blaga (FSN) ha ricevuto la distinzione di professore universitario emerito nel 1988; Dan Mircea Popescu è stato ricercatore presso l'Istituto di Scienze politiche dal 1975, e anche uno dei fondatori della Facoltà di Alti Studi Politici, che poi diventa SNSPA; Gheorghe Răboacă (PSM) è stato professore universitario presso l'Accademia di Studi Sociali e Politici (1988-1989) e direttore scientifico dell'Istituto di ricerca scientifica per il lavoro e la protezione sociale tra 1993-1994.

Nella terza legislatura, tra 1996-2000, dal totale di 23 senatori, 22 senatori, ossia 14% del loro totale, hanno una carriera universitaria attiva, come segue: i senatori indipendenti con una carriera didattica sono 6 (21% del totale dei senatori), PD ha due membri (10% dell'intero gruppo parlamentare), PDSR ha 8 membri (21% del totale), PNL 3 membri (15%) e PNȚCD 3 membri (16% del totale).

I senatori che hanno varie funzioni didattiche sono:

Cognome e nome	Partito	Livello studi al momento della legislatura	Grado accademico
Bogdan Florin	–	Dr	Profesor
Dumitrașcu Gheorghe	–	Dr	Conferențiar
Meleșcanu Teodor	–	Dr	Profesor
Pruteanu George Mihail	–	Dr	Profesor

Tocaci Emil	–	Dr	Profesor
Vasile Radu	–	Dr	Profesor
Marinescu Bogdan Voinea	PD	Dr	Conferențiar
Roman Petre	PD	Dr	Profesor
Avarvarei Ioan	PDSR	Univ	Profesor
Bold Ion	PDSR	Dr	Profesor asociat
*Gherman Oliviu	PDSR	Dr	Profesor
Ilie Aurel-Constantin	PDSR	Dr	Profesor
Maior Liviu	PDSR	Dr	Profesor
Predescu Ion	PDSR	Univ	Profesor
Solcanu Ion	PDSR	Dr	Conferențiar
Stănoiu Rodica Mihaela	PDSR	Dr	Profesor
Văcăroiu Nicolae	PDSR	Univ	Profesor asociat
Bleahu Marcian-David	PNL	Dr	Profesor
Popovici Alexandru	PNL	–	Profesor
Vladislav Tiberiu	PNL	Dr	Conferențiar
Achim George	PNTCD	Univ	Lector
Burghilea Ioan	PNTCD	Univ	Lector
Drăgulescu Stefan Iosif	PNTCD	Univ	Profesor

(* segna la carriera universitaria conclusa)

Liviu Maior, senatore PDSR, è stato il Ministro dell'Istruzione, nominato il 19 ottobre 1992, e tra il 4 e il 25 novembre 1993 è stato anche ministro supplente al Ministero della Cultura, essendo allo stesso tempo il capo del gruppo di ministri e prefetti del PDSR, professore all'Università "Babeș Bolyai" di Cluj e dal 1996 si trasferisce come professore alla Facoltà di Storia dell'Università di Bucarest.

Ioan Avarvarei, membro PDSR, è il rettore dell'Università di Agraria di Iași, dal 1996; David Marcian Bleahu (PNL) è preside dell'Università Ecologica di Bucarest e Theodor Meleşcanu è professore all'Università di Bucarest, Facoltà di Scienze Politiche e alla SNSPA.

Nella legislatura 2000-2004, 26 senatori hanno una carriera universitaria, di cui 24 hanno una carriera didattica attiva, rappresentando il 15% del totale dei senatori. I senatori sono distribuiti come segue: PSD 15 senatori (20%), PRM 4 senatori (10%), PNL 1 senatore (7%), PD 2 senatori (25%) e 2 senatori indipendenti (18%).

I docenti sono:

Cognome e nome	Partito	Livello studi nel momento della legislatura	Grado accademico
Pruteanu George Mihail	–	Dr	Profesor
Roman Petre	–	Dr	Profesor

Filipescu Cornel	PD	Univ	–
Vasile Radu	PD	Dr	Profesor
*Ionescu-Quintus Mircea	PNL	Univ	Profesor
Nicolai Norica	PNL	Drd	Profesor asociat
Buzatu Gheorghe	PRM	Dr	Profesor
Găucan Constantin	PRM	Univ	Profesor
Onaca Dorel-Constantin	PRM	Univ	Lector
Ungheanu Mihai	PRM	Dr	Profesor
Dinu Marin	PSD	Dr	Profesor
*Gherman Oliviu	PSD	Dr	Profesor
Iorgovan Antonie	PSD	Dr	Profesor
Maior Liviu	PSD	Dr	Profesor
Maghiar Teodor	PSD	Dr	Profesor
Mischie Nicolae	PSD	Dr	Profesor
Nicolaescu Ioan	PSD	Dr	Profesor
Oprescu Sorin Mircea	PSD	Univ	Profesor
Pop de Popa Ioan	PSD	Univ	Profesor
Popescu Laurențiu Mircea	PSD	Univ	Profesor
Roibu Aristide	PSD	Dr	Profesor
Solcanu Ion	PSD	Dr	Lector
Stanoiu Rodica	PSD	Dr	Profesor
Theodorescu Răzvan	PSD	Dr	Profesor
Văcăroiu Nicolae	PSD	Univ	Profesor asociat
Zanc Grigore	PSD	Dr	Conferențiar

(* segna la carriera universitaria conclusa al momento della legislatura)

Con titolo di esempio, Constantin Găucan (PRM) è preside del Collegio di tecnica dentare di Bucarest e Mircea Laurențiu Popescu (PSD) è il rettore dell'Università di Medicina e di Farmacia "Carol Davila" di București. Aristide Roibu (PSD) è professore all'Università di Timișoara dal 1998, prorettore della stessa università tra 1990-2000, rettore dal 2008 e prorettore del Consiglio Nazione dei Rettori dal 2008.

Nella legislatura 2004-2008, 33 senatori hanno anche una carriera universitaria, ossia 20% del totale. Loro sono distribuiti come segue: PSD 11 senatori (21% del gruppo parlamentare), PNL 7 senatori (26%), PD-L 5 senatori (16%), PRM 5 senatori (26%), PC 4 senatori (36%) e un senatore indipendente (17%).

I professori sono:

Cognome e nome	Partito	Livello studi nel momento della legislatura	Grado accademico
Oprescu Sorin Mircea	–	Univ	Profesor
Copos Gheorghe	PC	Univ	Profesor
Popescu Irinel	PC	Dr	Profesor
Stănoiu Rodica Mihaela	PC	Dr	Profesor
Terinte Radu	PC	Dr	Conferențiar
Cinteză Mircea	PD-L	Univ	Profesor

Cismaru Ivan	PD-L	Dr	Profesor
David Gheorghe	PD-L	Dr	Profesor
Onaca Dorel-Constantin	PD-L	Univ	Lector
Sabău Dan	PD-L	Dr	Profesor
Basgan Ion	PNL	Drd	Profesor
Cioroianu Adrian Mihai	PNL	Dr	Conferențiar
David Cristian	PNL	Dr	Lector asociat
Duca Viorel Senior	PNL	Dr	Profesor
Hașotti Puiu	PNL	Dr	Conferențiar
Meleșcanu Teodor	PNL	Dr	Profesor
Nicolai Norica	PNL	drd	Profesor asociat
Ardelean Aurel	PRM	Dr	Profesor
Funar Gheorghe	PRM	Dr	Profesor
Găucan Constantin	PRM	Univ	Profesor
Ungheanu Mihai	PRM	Dr	Profesor
Vedinaș Verginia	PRM	Dr	Conferențiar
Athanasiu Alexandru	PSD	Dr	Profesor
Chelaru Ion	PSD	Dr	Profesor
Dâncu Vasile	PSD	Dr	Profesor
Diaconescu Cristian	PSD	Dr	Profesor
Geoană Mircea Dan	PSD	Dr	Profesor
Iorgovan Antonie	PSD	Dr	Profesor
Popescu Mihail	PSD	Dr	Conferențiar
Roibu Aristide	PSD	Dr	Profesor asociat
Solcanu Ion	PSD	Dr	Lector
Theodorescu Răzvan E	PSD	Dr	Profesor
Văcăroiu Nicolae	PSD	Univ	Profesor asociat

Tra i deputati, Alexandru Athanasiu è nominato Ministro dell'educazione nel 2003; Mircea Cintează (PD-L) occupa la funzione di preside dell'Università di Medicina e Farmacia "Carol Davila" di Bucarest, Ivan Cismaru (PD-L) è preside all'Università "Transilvania" di Brașov; Viorel Senior Duca (PNL) è il rettore dell'Università Lxford della California e *Visiting Profesor* all'Università „Vasile Goldiș” di Arad e all'Università „Valahia” di Târgoviște; Gheorghe Funar (PRM) è il preside della Facoltà di Orticultura dell'Università di Scienze Agricole di Cluj e Constantin Găucan (PRM) è il preside del Collegio di tecnica dentare di București.

Verginia Vedinaș, che ha studi di dottorato in giurisprudenza e filosofia, è Professore associato all'Accademia di Scienze Economiche, Università "Titu Maiorescu", Università "Dunărea de Jos" di Galați e l'Università "Athaeneum" di Bucarest, Facoltà di Giurisprudenza dell'UB, Università "Vasile Goldiș" di Arad, Università "Spiru Haret" di Bucarest, Università "Mihail Kogălniceanu" di Costanza e l'Accademia tecnica militare di Bucarest.

Norica Nicolai (PNL), dottoranda in diritto penale, dal 2007 è professore all'Università "Spiru Haret"; tra gli anni 1991-1997 è stata professore associato all'Università di București, cattedra di diritto penale e criminologia; professore

asociato in diritto penale all'Università Ecologica, professore associato in diritto penale comparato all'Accademia Romena di Management.

Mircea Geoană, PSD, è professore alla SNSPA e all'Università "Nicolae Titulescu" di Bucarest. Adrian Cioroianu, PNL, ex ministro degli esteri, è professore alla Facoltà di Storia dell'UB.

Răzvan Theodorescu, PSD, è rettore dell'Accademia per lo studio della storia della cultura e della religione, rettore dell'Università "Media", professore all'Università "Spiru Haret" e l'Università "Vasile Goldiș" di Arad. È doctor honoris causa delle Università di Cluj, Craiova e dell'Universitățile de Vest di Timișoara.

Rodica Stănoiu, PSD, è professore alla Facoltà di Giurisprudenza dell'Università cristiana "Dimitrie Cantemir".

Alexandru Athanasiu, PSD, è professore alla Facoltà di Giurisprudenza dell'Università di Bucarest e dell'Università "Nicolae Titulescu".

Theodor Meleşcanu, PNL, insegna all'Università di Bucarest alla Facoltà di Scienze politiche e all'Università "Dimitrie Cantemir".

Cristian Diaconescu, PNL, dal 1993 è professore associato all'Università "Hyperion", nel 1995 è uno dei membri fondatori del Collegio Nazionale per la Difesa (creato nel 1992 con la decisione del Ministero della Difesa Nazionale) ed è anche professore a questo collegio dal 1997; tra gli anni 1998-2000 è professore all'Istituto di Diritto e Relazioni Internazionali, e dal 2004 è professore all'Università "Spiru Haret", Facoltà di Relazioni Internazionali e Studi Europei.

È importante di vedere anche il peso della presenza degli universitari nelle strutture di direzione del Senato nel periodo studiato. Di conseguenza:

a) tra 1990-1992: presidente del Senato è Alexandru Bârlădeanu (professore universitario, membro dell'Accademia RPR), vice presidenti Oliviu Gherman (professore universitario, carriera didattica conclusa), Văsălie Moiş, Radu Câmpeanu, Gabor Kozsokar.

b) tra 1992-1996, il presidente del Senato è Oliviu Gherman (professore universitario), vice presidenti Ion Solcanu (professore universitario), Radu Vasile (professore universitario), Dan Constantin Vasiliu, Valer Şuian (*lector universitar*).

c) tra 1996-2000, il presidente è Mircea Ionescu Quintus, vice presidenti Ulm Spineanu, Doru Ioan Tărăcilă, Nicolae Văcăroiu (professore associato), Dan Constantin Vasiliu.

d) tra 2000-2004, il presidente del Senato è Nicolae Văcăroiu (professore associato), vice presidenti Dinu Marin, Doru Ioan Tărăcilă, Gheorghe Buzatu (professore universitario), Valentin Zoltan Puskas.

e) tra 2004-2008 il presidente è Nicolae Văcăroiu fino a settembre 2008, poi Ilie Sârbu, e i vice presidenti (da settembre 2008) sono: Doru Ioan Tărăcilă, Norica Nicolai (professore associato), Corneliu Vadim Tudor, Corneliu Pascu (vice presidenti sono stati anche Theodor Meleşcanu, professore universitario, Radu Berceanu, Puiu Haşotti (*conferențiar universitar*)).

Deputati

Nella legislatura 1990-1992, 43 deputati hanno una carriera universitaria, dei quali 33 hanno una carriera universitaria attiva: 19 deputati FSN (6%), 4 PNL (12%), 4 PDAR (22%), 2 ecologisti (8%), 2 minorità, PUNR 1 (5%), PNȚCD 1 deputato (7%).

I deputati sono:

Cognome e nome	Partito	Livello studi al momento della legislatura	Grado accademico
Albu Alexandru	FSN	Dr	Profesor
*Blaga Ionel	FSN	Dr	Profesor
Bogdan Ioan	FSN	Dr	Profesor
*Bona Petru	FSN	Dr	Asistent
*Dan Marțian	FSN	Univ	Lector
Dijmarescu Eugen	FSN	Dr	Profesor
Dragomir Nelu Aristide	FSN	Drd	Profesor asociat
Enache Marian	FSN	Drd	Lector
Gavaliugov Corneliu Dorin	FSN	Drd	Asistent asociat
Golu Mihail	FSN	Dr	Profesor
Hopulele Ion	FSN	Dr	Profesor
Krausz Francisc-Septimiu	FSN	Dr	Profesor
Manole Gheorghe	FSN	Dr	Conferențiar
Nastase Adrian	FSN	Dr	Conferențiar
*Negoescu Nicolae-Ioan	FSN	Dr	Lector
Nică Ilie	FSN	Univ	Asistent
Piticari Gheorghe	FSN	Dr	Profesor
*Radu Neculae	FSN	Univ	Neprecizat
Roman Ionel	FSN	Univ	Profesor asociat
Roman Petre	FSN	Dr	Profesor
Salajejan Vasile	FSN	Dr	Profesor
Staicu Constantin Dan Dorin	FSN	Drd	Profesor asociat
Stoica Emil	FSN	Dr	Conferențiar
*Țurlea Petre	FSN	Dr	Lector
Zamfir Catalin	FSN	Dr	Profesor
Bezdadea Mariana	Ecologist-SD	Dr	Profesor
Topliceanu Constantin	Ecologist-SD	Dr	Cadru didactic
Luchin Milenco	Minorități	Drd	Conferențiar
Vosganian Varujan	Minorități	Drd	Lector asociat
Hobjilă Vasile	PDAR	Dr	Profesor
Pescaru Valeriu	PDAR	Dr	Profesor asociat
Surdu Victor	PDAR	Dr	Profesor
Teaci Dumitru	PDAR	Dr	Profesor
*Basgan Ion	PNL	Univ	Profesor
Ionescu-Quintus Mircea	PNL	Univ	Profesor

Nae Bedros Petru	PNL	Dr	Profesor
Pașcu Horia-Radu	PNL	Dr	Neprecizat
*Patriciu Dinu	PNL	Univ	Asistent
*Policrat René-Radu	PNL	Dr	Asistent
Popescu-Tăriceanu Călin Constantin Anton	PNL	Drd	Asistent
Alexandru Ioan	PNȚCD	Dr	Cadru didactic
*Țepelea Gabriel	PNȚCD	Dr	Profesor consultant
Crețu Mircea	PUNR	Dr	Profesor

(* segnano la carriera didattica conclusa)

Nella Camera dei Deputati nella legislatura 1992-1996 ci sono 38 parlamentari con la carieră universitaria attiva, e la distribuzione in funzione del partito di provenienza è la seguente: PDSR 17 deputati (14,53% del totale del gruppo parlamentare); PD 6 deputati (13, 95%); PL'93/PAC con 4 deputati (16,67%), PNȚCD/PER 3 deputati (6,51%); PRM 2 deputati (12,50%), PSDR 1 deputato, PUNR 2, PS un deputato e 2 deputati che appartengono al gruppo delle minorità.

I deputati di questa legislatura sono i seguenti:

Cognome e nome	Partito	Livello studi nel momento della legislatura	Grad academic
Vosgian Varujan	Minorități	Drd	Lector asociat
Gemil Tasin	Minorități	Univ	Profesor asociat
Bercea Florin	PD	Dr	Profesor
Gavaliugov Corneliu Dorin	PD	Drd	Asistent asociat
Severin Adrian	PD	Dr	Conferențiar
Boroș Emil	PD	Dr	Profesor
Marinescu Bogdan	PD	Univ	sef lucrari
Roman Petre	PD	Dr	Profesor
Babiuc Victor	PD	Dr	Profesor
Albu Alexandru	PDSR	Dr	Profesor
Nicolae-Văleanu Ivanciu	PDSR	Dr	Profesor
Dan Matei-Agathon	PDSR	Univ	Profesor asociat
Galin-Corini Vlad-Vladimir	PDSR	Dr	Profesor asociat
Nicu Vintilă	PDSR	Drd	Lector
Nică Ilie	PDSR	Univ	Asistent
Roman Ionel	PDSR	Univ	Profesor
Baniță Petre	PDSR	Dr	Profesor
Leonte Mircea	PDSR	Dr	Profesor
Dabu Romulus	PDSR	Dr	Profesor
Stoica Emil	PDSR	Dr	Lector
Golu Mihail	PDSR	Dr	Profesor
Năstase Adrian	PDSR	Dr	Profesor
Cazimir Ștefan	PDSR	Dr	Profesor

Maier Ioan	PDSR	Univ	Lector
Jugravu Marin	PDSR	Univ	Cadru didactic asociat
Patriciu Dinu	PL'93/PAC	Univ	Asistent
Popovici Vasile	PL'93/PAC	Univ	Lector
Mândroviceanu Vasile	PL'93/PAC	Drd	Sef lucrari
Athanasiu Alexandru	PL'93/PAC	Dr	Conferențiar
Lupu Vasile	PNTCD/PER	Drd	Lector
Pițigoi Barbu	PNTCD/PER	Dr	Conferențiar
Bold Ion	PNTCD/PER	Dr	Profesor
Stanciu Anghel	PRM	Dr	Profesor
Furo Iuliu Ioan	PRM	Univ	Cadru didactic asociat
Străchinaru Ioan	PSDR	Dr	Profesor
Ioan Petru	PUNR	Dr	Profesor
Tabără Valeriu	PUNR	Dr	Conferențiar
Părăluță Mihail	Socialist	Dr	Profesor

I deputati che hanno avuto degli incarichi nel Ministero dell'educazione sono: Mihail Golu (PDSR) è stato il ministro dell'educazione tra gli anni 1991-1992; Iuliu Ioan Furo (PRM) è stato segretario di stato; Ioan Străchinaru (PSDR) è stato il presidente della Commissione Nazionale per l'educazione speciale del ministero e Nicolae Văleanu Ivanciu (PDSR) è stato membro della commissione economica dello stesso ministero.

Tra i deputati, Corneliu Dorin Gavaliugov (PD) è membro della Fondazione del Collegio Nazionale per la Difesa, Emil Boroș (PD) è il prorettore dell'Università di Timișoara; Nicolae Văleanu Ivanciu (PDSR) è membro nel senato dell'Accademia di Studi Economici; Mircea Leonte (PDSR) è stato preside della Facoltà di Chimica Alimentaria dell'Università di Galați tra 1981-1989; Ioan Maier (PDSR) è il proprietario della casa editrice "1 Dicembre" di Alba Iulia (la casa editrice dell'università con lo stesso nome); Vasile Mândroviceanu (PL'93/PAC) è il leader della filiale di Suceava della "Solidarietà Universitaria; Alexandru Athanasiu (PL'93/PAC) è il segretario scientifico del senato UB; Ioan Petru (PUNR) è il preside della Facoltà di Filosofia dell'Università "Alexandru Ioan Cuza" di Iași; Mihai Părăluță (Partidul Socialist) è l'ex direttore dell'Istituto centrale di formazione dei quadri di direzione dell'economia e dell'amministrazione tra 1987-1990; Ionel Roman (PDSR) è professore associato alla SNSPA tra 1993-1995 e professore all'Università "1 Dicembre" di Alba Iulia tra 1994-1995.

Nella legislatura 1996-2000, 59 deputati hanno una carriera universitaria, di cui 53 hanno una carriera universitaria attiva, e le percentuali si distribuiscono come segue: PDSR ha 15 deputati, rappresentando 18,29% del totale del gruppo di deputati; PNL 2 deputati (5,41%), PNTCD 15 deputati (19%), PRM ha 3 deputati (15,0%), PUNR 4 (33,3%), UDMR 2 deputati (8%), USD-PD 2 deputati

(5,5%), USD-PSDR 2 deputati (25%),il gruppo delle minorità hanno 3 deputati, e tra i deputati indipendenti ne sono cinque docenti.

I deputati sono:

Cognome e Nome	Partito	Livello studi al momento della legislatura	Grado accademico
Boda Iosif	–	Dr	Profesor
Coșea Dumitru Gheorghe Mircea	–	Dr	Profesor
Lepșa Victor Sorin	–	Univ	Cadru didactic
Severin Adrian	–	Dr	Conferențiar
Tudose Nicolae-Florin	–	Drd	Neprecizat
Gvozdenovici Slavomir	Minorități	Dr	Profesor
Paneș Iosif	Minorități	Univ	Lector
Șaganai Nusfet	Minorități	Dr	Conferențiar
*Albu Alexandru	PDSR	Dr	Profesor
Ana Gheorghe	PDSR	Dr	Profesor
Antonescu Nicolae Napoleon	PDSR	dr	Profesor
*Bartoș Daniela	PDSR	Dr	Asistent
Cotrutz Constantin Eremia	PDSR	Univ	Profesor
Dan Marțian	PDSR	Univ	Lector
Georgescu Florin	PDSR	Dr	Profesor
Grădinaru Nicolae	PDSR	Univ	Conferențiar
Hrebenciuc Viorel	PDSR	Drd	Lector
Ianculescu Marian	PDSR	Univ	Profesor
Neagu Victor	PDSR	Dr	Profesor
Nica Dan	PDSR	Univ	Profesor asociat
Nicolescu Mihai	PDSR	Dr	Profesor
Pașcu Ioan Mircea	PDSR	Dr	Profesor
Pârgaru Ion	PDSR	Dr	Neprecizat
Puwak Hildegard-Carola	PDSR	Dr	Conferențiar
Vâlceanu Gheorghe	PDSR	dr	Profesor
*Babiuc Victor	PNL	Dr	Profesor asociat
Hașotti Puiu	PNL	Dr	Lector
*Mândroviceanu Vasile	PNL	Dr	sef lucrări
*Popescu-Tăriceanu Călin	PNL	Master	Asistent
Stoica Valeriu	PNL	Dr	Lector
Andrei Gheorghe	PNȚCD	Univ	Profesor
Botescu Ion	PNȚCD	Drd	Lector
Dimitriu Sorin Petre	PNȚCD	Dr	Profesor
Dorin Mihai	PNȚCD	Dr	Profesor
Ghidău Radu	PNȚCD	Univ	Preparatory
Iacob Elena	PNȚCD	Univ	Profesor asociat
Ionescu Alexandru	PNȚCD	Dr	Profesor
Lupu Vasile	PNȚCD	Drd	Lector
Matei Lucian Ion	PNȚCD	Dr	Profesor

Negrău Mircea	PNȚCD	Univ	Lector
Nicolae Jianu	PNȚCD	Univ	Neprecizat
*Noica Nicolae	PNȚCD	Univ	Cadru didactic asociat
Petrescu Virgil	PNȚCD	Dr	Profesor
Pițigoi Barbu	PNȚCD	Dr	Cadru didactic
Țepelea Gabriel	PNȚCD	Dr	Profesor consultant
Vida-Simiti Ioan	PNȚCD	Dr	Profesor
Bălăeț Mitică	PRM	Dr	Lector
Leonăchescu Nicolae	PRM	Dr	Profesor
Stanciu Anghel	PRM	Dr	Profesor
Drecin Mihai Dorin	PUNR	Dr	Conferențiar
Secară Gheorghe	PUNR	Dr	Profesor
Tabără Valeriu	PUNR	Dr	Profesor
Țurlea Petre	PUNR	Dr	Lector
Becsek-Garda Dezső-Kálmán	UDMR	Dr	Conferențiar
Varga Attila	UDMR	Drd	Lector asociat
Baciu Mihai	USD-PD	Univ	Profesor
Glăvan Ștefan	USD-PD	Dr	Profesor
Cunescu Sergiu	USD-PSDR	Univ	Conferențiar
Dobrescu Smaranda	USD-PSDR	Univ	Cadru didactic asociat

(* segna i deputati con carriera didattica terminata)

Ioan Mircea Pașcu ha un dottorato in Scienze politiche nel 1980, tra gli anni 1972-1986 è ricercatore presso l'Istituto di Scienze politiche, tra 1986-1989 è *lector* presso la Cattedra di Relazioni Economiche Internazionali dell'Accademia di Studi Politici e Sociali "Ștefan Gheorghiu", professore alla SNSPA dal 1992 ed ha altri incarichi didattici all'Università di Oradea e all'Università "Dimitrie Cantemir". Nel 1973 ha avuto una borsa di studio presso il Salzburg Seminar per gli studi americani, nel 1985 è stato professore associato a Oxford, tra 1988-1989 è ricercatore residente presso l'Istituto di studi nell'area della sicurezza Est-Ovest di New York.

Victor Babiuc è ricercatore presso l'Istituto di economia mondiale fino al 1990, professore associato all'Accademia "Ștefan Gheorghiu" e all'Accademia di Studi Economici e professore di diritto commerciale all'Università Cristiana "Dimitrie Cantemir".

Virgil Petrescu (PNȚCD) è professore dal 1972 presso l'Istituto di Costruzioni di București, che dopo 1990 diventa l'Università tecnica di costruzioni, e dal 1992 diventa professore universitario. Esperto parlamentare tra 1994-1996, dirige il Dipartimento Centrale di Studi, Programmi e Dottrine del PNȚCD. È il ministro dell'educazione nel governo Victor Ciorbea (tra 12 dicembre 1996 e 5 dicembre 1997) e rappresenta il PNȚCD nel Consiglio Nazionale per la Riforma dell'Insegnamento tra 1995-2000 ed è membro della "Solidarietà Universitaria".

Dorin Mihai Drecin (PUNR) è il vicerettore dell'Università di Oradea dal 1992.

Ecaterina Andronescu (PDSR) è segretario di stato tra 1995-1996 nel Ministero dell'Educazione e preside della Facoltà di Chimica Industriale del Politecnico di Bucarest tra 1992-2004.

Nella legislatura 2000-2004, 61 deputati hanno una carriera universitaria, di cui 58 hanno la carriera universitaria attiva, per come segue: PSD ha 28 deputati (17,72%), PRM 14 deputati (20%), PNL 5 deputati (18,5%), PD 2 deputati (7,41%), UDMR 3 deputati (11,5%), le minorità hanno 2 deputati e ci sono anche 4 deputati indipendenti.

I deputati sono:

Cognome e nome și prenume	Partito	Livello studi al momento della legislatura	Grado academico
Cherescu Pavel	–	Dr	Conferențiar
Lepșa Victor Sorin	–	univ	Cadru didactic
Mândroviceanu Vasile	–	Dr	Șef lucrări
Năstase Ioan Mihai	–	Univ	Conferențiar
Gvozdzenovici Slavomir	Minorități	Dr	Profesor
Pambuccian Varujan	Minorități	Dr	Profesor
Albu Gheorghe	PD	Drd	Lector
Bîrsan Iulian-Gabriel	PD	Dr	Profesor
Hașotti Puiu	PNL	Dr	Lector
Ionescu Anton	PNL	Dr	Profesor
Nicolăescu Eugen	PNL	Drd	Lector asociat
Știrbeț Cornel	PNL	Drd	Lector
Tofan Sergiu Mihail	PNL	Dr	Profesor
Apostolescu Maria	PRM	Dr	Profesor
Bălăeț Mitică	PRM	Dr	Profesor
Grădinaru Nicolae	PRM	Dr	Conferențiar
Ifrim Mircea	PRM	Dr	Profesor
Ionescu Costel Marian	PRM	Dr	Profesor
Ionescu Smaranda	PRM	Dr	Profesor
Jipa Florina Ruxandra	PRM	Dr	Conferențiar
Leonăchescu Nicolae	PRM	Dr	Profesor
Magheru Paul	PRM	Dr	Profesor
Merce Ilie	PRM	Univ	Lector
Mincu Iulian	PRM	Dr	Profesor
Mocioi Ion	PRM	Dr	Profesor
*Moisoiu Adrian	PRM	Univ	Profesor
Petruș Octavian Constantin	PRM	Dr	Profesor
Stanciu Anghel	PRM	Dr	Profesor
Andea Petru	PSD	Dr	Profesor
Antonescu Niculae Napoleon	PSD	Dr	Profesor
Bartoș Daniela	PSD	Dr	Profesor
*Bivolaru Ioan	PSD	Dr	Cadru didactic
Bleotu Vasile	PSD	Dr	Lector

Boajă Minică	PSD	Dr	Lector
Cazimir Ștefan	PSD	Dr	Profesor
Cășunean-Vlad Adrian	PSD	Drd	Lector
Dorneanu Valer	PSD	Dr	Profesor
Gubandru Aurel	PSD	Univ	Asistent
Ianculescu Marian	PSD	Dr	Profesor
Ionel Adrian	PSD	Dr	Profesor
Lazăr Maria	PSD	Dr	Cadru didactic
Mohora Tudor	PSD	Univ	Sef lucrări
Năstase Adrian	PSD	Dr	Profesor
Neagu Ion	PSD	Dr	Profesor
Neagu Victor	PSD	Dr	Profesor asociat
Neamțu Horia Ion	PSD	Univ	Profesor
Nica Dan	PSD	Univ	Profesor asociat
Nicolescu Mihai	PSD	Dr	Profesor asociat
Pașcu Ioan Mircea	PSD	Dr	Profesor
Pușcaș Vasile	PSD	Dr	Profesor
Puwak Hildegard-Carola	PSD	Dr	Conferențiar
Roșculeț Gheorghe	PSD	Univ	Profesor
Sandache Cristian	PSD	Drd	Lector
Severin Adrian	PSD	Dr	Conferențiar
Ștefan Ion	PSD	Univ	Cadru didactic asociat
Todoran Pavel	PSD	Univ	Lector
Zăvoianu Ioan Dorel	PSD	Dr	Profesor asociat
Becsek-Dezső-Kálmán	UDMR	Dr	Conferențiar
Birtalan Akos	UDMR	Dr	Lector
Kelemen Hunor	UDMR	Univ	Profesor
*Vekov Károly-János	UDMR	Dr	Profesor asociat

(*segna la carriera universitaria conclusa al momento della legislatura)

Tra i deputati, Nicolae Napoleon Antonescu (PSD) è vicerettore dell'Istituto di Petrolio e Gas di Ploiești tra 1979-1987 e rettore dell'Università di Petrolio e Gas tra 1996-2004, poi rettore onorifico e presidente del Consiglio di Amministrazione. È membro del Consiglio Nazionale di valutazione e accreditazione accademica dal 2000, vice presidente CNFIS tra 1995-2003, vicepresidente della Conferenza Nazionale dei Rettori tra 2000-2004, membro titolare dell'Accademia degli Scienziati, dell'Accademia di Scienze Tecniche, ha ricevuto la distinzione *Doctor Honoris Causa* presso le Università di Petroșani, "Ovidius" di Constanța "Lucian Blaga" di Sibiu.

Ion Horia Neamțu (PSD) è sottosegretario di stato nel ministero dell'educazione nel 1990.

Cornel Știrbeț (PNL) è il direttore dell'Istituto Nazionale di Scienze Politiche e Amministrative, centro territoriale di Sibiu; Paul Magheru (PRM) è il prorettore dell'Università di Oradea; Ilie Merce (PRM) è il prorettore

dell'Accademia di Polizia, filiale di Grădiștea; Ion Neagu (PSD) è il rettore dell'Università "Nicolae Titulescu"; Vasile Pușcaș (PSD) è il preside della Facoltà di Scienze Politiche dell'Università "Babeș-Bolyai" nel 1995; Hunor Kelemen (UDMR) è il presidente della *Fondazione per la scuola*.

Hildegard Carola Puwak è stata *visiting professor* presso alcune università degli Stati Uniti: Los Angeles, Cleveland, Chicago e della Germania, Darmstadt. Tra 1971-1992 è stata ricercatrice presso l'Istituto di economia nazionale e l'Istituto di ricerca per la qualità della vita, è stata professore associato all'ASE tra 1974-1992 è in presente è *conferentiar* al Politecnico di Bucarest.

Mircea Ifrim (PRM) è stato il preside della Facoltà di Medicina e Farmacia di Oradea, fondatore dell'Università di Oradea nel 1991, prorettore dell'Università "Vasile Goldiș" di Arad, consigliere del ministro dell'educazione tra 1990-1992 e consigliere nel governo per l'educazione e la scienza tra 1992-1993. Ha ricevuto il *Doctor Honoris Causa* presso l'Accademia Internazionale di Medicina „Albert Schweizer” e le Università di Beijing, Kinshasa, Tokio, Sao Paolo e New York.

Adrian Severin tra 1986-1991 è stato docente all'Accademia di Studi sociali e politici, che nel 1990 funziona sotto un altro nome nell'Università di Bucarest. Tra 1991-1998 è *conferențiar* alla SNSPA, e tra 2000-2004 è Professore all'Università „Titu Maiorescu”. È membro fondatore della Società Accademica Romena, membro nell'Associazione romena per il diritto internazionale e relazioni internazionali, membro della Fondazione dell'Istituto social-democratica "Ovidiu Șincai".

Ion Vela, deputato PD poi indipendente, è il rettore dell'Università "Eftimie Murgu" di Reșița.

Viorel Hrebenciuc (PSD) è *lector* all'Università "George Bacovia" di Bacău tra gli anni 1990-1992 e 1996-2000.

Ecaterina Andronescu (PSD) è ministro dell'educazione e della ricerca tra 2000-2003, rettore del Politecnico di Bucarest dal 2004 e presidente dell'Associazione dei Professori Social Democratici. È *Doctor Honoris Causa* dell'Università Tecnica di Iași, dell'Università "Aurel Vlaicu" di Arad, delle Università politecnici di Timișoara, Suceava și Petrosani e dal 2003 è membro corrispondente dell'Accademia Tecnica di Baia Mare.

Tra 2004-2008, dal totale dei deputati, 65 hanno la carriera universitaria, di cui 51 dichiarano una carriera universitaria attiva. Tra questi deputati, 23 appartengono al PSD (20% del totale deputati PSD), 9 al PD-L (10%), 2 deputati PNL (3%), 5 PRM (23%), 2 deputati PC (11%), 5 UDMR (20%), 4 deputati appartenenti al gruppo delle minorità nazionali.

I deputati sono:

Cognome e nome	Partito	Livello studi al momento della legislatura	Grado accademico
Adam Ioan	PSD	Dr	Profesor
*Albu Gheorghe	PD-L	Dr	Lector
Andea Petru	PSD	Dr	Profesor
Andronescu Ecaterina	PSD	Dr	Profesor
Antal Árpád-András	UDMR	Univ	Asistent
Apostolache Mihai Cristian	PSD	Master	Asistent
Băluț Lucian	PSD	Dr	Profesor
Becsek-Garda Dezső-Kálmán	UDMR	Drd	Conferențiar
Bîrsan Iulian-Gabriel	PD-L	Dr	Profesor
Bleotu Vasile	PSD	Dr	Lector
Buciu Angela	PRM	Univ	Profesor
*Buda Daniel	PD-L	Drd	Asistent
Burnei Ion	PSD	Drd	Lector
Cindrea Ioan	PSD	Dr	Conferențiar
Ciocâlțeu Alexandru	PD-L	Dr	Conferențiar
Ciucă Liviu Bogdan	PC	Dr	Lector
Coșea Dumitru	PD-L	Dr	Profesor
Dorneanu Valer	PSD	Dr	Profesor
*Gaț Ovidiu Victor	Minorități	Univ	Profesor asociat
Glăvan Ștefan	PC	Dr	Profesor
*Gubandru Aurel	PSD	Univ	Asistent
Gvozdenovici Slavomir	Minorități	Dr	Profesor
*Hrebenciuc Viorel	PSD	Drd	Lector
Ifrim Mircea	PRM	Dr	Profesor
Jipa Florina Ruxandra	PRM	Dr	Conferențiar
Kelemen Hunor	UDMR	Univ	Profesor
Kovacs Attila	UDMR	Drd	Asistent
Magheru Paul	PRM	Dr	Profesor
Manta Pantelimon	PNL	Dr	Profesor
Martin Eduard-Stelian	PSD	Univ	Asistent
*Merce Ilie	PRM	Univ	Lector
Mircovici Nicolae	Minorități	Drd	Lector
*Mohora Tudor	PSD	Dr	sef lucrari
*Moisoiu Adrian	PRM	Univ	sef lucrari
Muscă Monica Octavia	-	Dr	Profesor
Năstase Adrian	PSD	Dr	Profesor
Nechita Aurel	PSD	Dr	Profesor
Nica Dan	PSD	Univ	Profesor asociat
Nicolăescu Gheorghe-Eugen	PNL	Drd	Lector asociat
Niță Constantin	PSD	Dr	Conferențiar
Oprea Gabriel	PSD	Dr	Profesor
Pambuccian Varujan	Minorități	Dr	Profesor
Pașcu Ioan Mircea	PSD	Dr	Profesor
*Pavelescu Aurelian	indep	Univ	Asistent

Ponta Victor-Viorel	PSD	Dr	Lector
Popeangă Petre	PRM	Dr	Profesor
Popescu Florin Aurelian	PD-L	Univ	Asistent
*Popescu-Tăriceanu Călin	PNL	Master	Asistent
*Pușcă Mircea Valer	PNL	Univ	Cadru didactic asociat
Pușcaș Vasile	PSD	Dr	Profesor
*Radu Octavian-Claudiu	PD-L	Drd	Profesor asociat
Romanescu Marcel Laurențiu	PD-L	Drd	Lector
Sasu Ion	PSD	Univ	Profesor asociat
Severin Adrian	PSD	Dr	Profesor
Soporan Vasile Filip	PSD	Univ	Profesor
Stanciu Anghel	PSD	Dr	Profesor
Stîrbet Cornel	PD-L	Drd	Lector
*Strungă Emil	PNL	Univ	Cadru didactic asociat
Tabără Valeriu	PD-L	Dr	Profesor
*Timis Ioan	PNL	Drd	Lector
Tudor Constantin	PD-L	Dr	Lector
Turcan Raluca	PD-L	Drd	Cadru didactic asociat
Vainer Aurel	Minorități	Dr	Profesor
Varga Attila	UDMR	Drd	Lector asociat

(* carriera universitaria conclusa al momento della legislatura)

Petru Andea (PSD) è stato membro nella commissione del ministero dell'educazione per la valutazione scientifica per il management, legislazione e politica della scienza, membro nel senato del Politecnico di Timișoara e vicepresidente del Consiglio nazionale dell'Associazione dei professori social-democratici.

Mihai Cristian Apostolache (PSD) dal 2005 è assistente presso la Cattedra di scienze socio-umaniste e giuridiche dell'Università di Petrolio e Gas di Ploiești, ed ha i seguenti studi universitari: laurea in scienze amministrative (2002), laurea in giurisprudenza (2004), master in management politico nel 2003, master in Management del settore pubblico nel 2004, laureato nel 2005 della Scuola Europea "Ovidiu Șincai", master in studi europei nel 2006, laureato del Collegio nazionale di difesa nel 2006 e dell'Istituto diplomatico romeno nel 2007.

Lucian Băluț (PSD) è presidente dell'organizzazione dei Professori di PSD; Anghel Stanciu (PSD) è membro nella Commissione di attestazione dei titoli, diplomi e certificati universitari del Ministero dell'educazione.

Ion Burnei (PSD) è laureato dell'Accademia "Ștefan Gheorghiu", docente presso l'Università di Medicina e Farmacia di Oradea e studente alla Facoltà di Giurisprudenza dell'Università "Dimitrie Cantemir" di Bucarest.

Ștefan Glăvan (PC) è membro del Senato del Politecnico di Timișoara, preside di una delle Facoltà di quest'università e segretario scientifico dell'Università "Ovidius" di Constanța. È stato *conferențiar* all'Università di Oran (Algeria) tra 1973-1978 e *Doctor Honoris Causa* dell'Università "Liberty" della California.

Valeriu Tabără (PSD), ex ministro dell'Agricoltura nel periodo 1994-1996 è dal 2004 prorettore dell'Università di Scienze agricole di Banato.

Mircea Valer Pușcă (PNL) è professore associato all'Università Tecnica di Cluj tra 1983-1996; Emil Strungă (PNL) è docente all'Università "Dunărea de Jos" di Galați tra 1980-1996; Ioan Timiș (PNL) è *lector* tra 1996-2000 all'Università di Petroșani; Raluca Turcan (PNL, poi PD-L dal febbraio 2008) è professore associato all'Università "Transilvania" di Brașov e all'Università Romeno-Tedesca di Sibiu.

Ioan Adam (PSD) è stato professore alla Facoltà di Giurisprudenza²⁷ della Fondazione "Constantin Drăgan" di Lugoj, alla Facoltà di Giurisprudenza dell'Università "Transilvania" di Brașov e alla Facoltà di Scienze economiche della stessa università. Dal 2003 è professore universitario alla Facoltà di Giurisprudenza e Sociologia dell'Università "Transilvania" di Brasov e dal 2007 è il capo della cattedra di diritto privato.

Mihai Cristian Apostolache (PSD) dal 2005 è *assistente* presso la Cattedra di Scienze Socio-Umane e Giuridiche dell'Università di Petrolio e Gas di Ploiești. Laureato in scienze dell'amministrazione nel 2002, in 2004 riceve la laurea in giurisprudenza, nel 2003 finisce il programma di master in management politico, nel 2004 master in management del settore pubblico, nel 2004-2006 segue i corsi del master in Studi europei e diritto comunitario, tra 2004-2005 segue dei corsi alla scuola europea "Ovidiu Șincai", finisce il Collegio nazionale di difesa nel 2006, e fa un corso di specializzazione all'Istituto Diplomatico Romeno.

Mircea Coșea (PNL) è professore all'Accademia di Studi Economici e alla Facoltà di Scienze Giuridiche e Amministrative dell'Università Cristiana "Dimitrie Cantemir" di Bucarest, è il direttore del programma di Master in Integrazione Europea, presidente della Fondazione per la strategia e prognosi economica.

Vasile Pușcaș (PSD) è dal 1991 il direttore del Centro dei studi sulla democrazia e il postcomunismo; nel 1995 diventa il preside della Facoltà di Scienze politiche e amministrazione pubblica dell'Università "Babeș-Bolyai", e dal 2002 è direttore dell'Istituto di Scienze Politiche e Relazioni Internazionali dell'Accademia Romena e il direttore del programma di master "Il management degli affari internazionali", è professore universitario e tutor di dottorato all'Università "Babeș-Bolyai" di Cluj.

Valer Dorneanu è professore all'Università "Nicolae Titulescu" e alla Facoltà di Scienze Politiche dell'Università di Bucarest.

²⁷ La Facoltà di Giurisprudenza dell'Università Europea "Drăgan", accreditata nel 2003, è la prima facoltà di questa università creata nel 1992 avendo una rivista proprie *Studium legis* e una tipografia propria Fedprint.

Adrian Năstase è stato professore associato all'Accademia di Studi Economici (tra 1977-1979 e 1984-1985), poi docente all'Università di Bucarest (dal 1990), Università "Nicolae Titulescu" (dal 1992), l'Università "Dimitrie Cantemir", e dal 1994 è stato professore associato all'Università Paris I Pantheon. È presidente della Fondazione europea "Nicolae Titulescu" e dell'Associazione romena per l'educazione democratica. Ha ricevuto il *doctor honoris causa* dell'Università Indipendente di Moldova a Chişinău, Università di Craiova e Suceava.

Ecaterina Andronescu è dal 1989 vicepresidente della Facoltà di Chimica del Politecnico di Bucarest, dal 1992 preside della stessa Facoltà ed è il presidente dell'Associazione dei professori social-democratici. È *doctor honoris causa* dell'Università tecnica di Iaşi, Università "Aurel Vlaicu" di Arad, Timişoara, Suceava e Petroşani e membro dell'Accademia tecnica di Baia Mare.

Gabriel Oprea (PSD) è il vicepresidente della Fondazione del Collegio nazionale per la difesa; Victor Ponta (PSD) è *lector* all'Università Romeno-Americana, dottore in diritto penale dell'UB nel 2003; Ion Sasu (PSD) è professore associato all'Università "Spiru Haret" e *lector* al Politecnico di Bucarest.

Ai deputati sopra elencati che dichiarano nel loro *curriculum vitae* di avere una carriera universitaria si aggiungono altri deputati, che dal 2007 insegnano in varie università.

Partito Social Democra: Nicolae Bănicioiu, assistente universitario all'Università di Medicina e Farmacia "Carol Davila", Bucarest; Cristian Dumitrescu, professore universitario, università non specificata; Ion Dumitru, *Conferențiar*, Università "Valachia" di Târgoviște.

Partito Democratico Liberale (PDL): Laurențiu Mironescu, collabora all'Università Maritima di Constanța; Marian Sorin Paveliu, *conferențiar* all'Università "Titu Maiorescu", Bucarest;

Partito Nazionale Liberale (PNL): Adrian Alui-Gheorghe, Accademia di Musica "Gheorghe Dima", Cluj-Napoca; Adrian Ciocănea, Università Politecnica di Bucarest; Dan Radu Ruşanu, *conferențiar* all'Università "Spiru Haret" di Bucarest; Horia Victor Toma, *conferențiar*, Università di Petrolio e Gas di Ploieşti.

I deputati che rappresentano le minorità sono: Liana Dumitrescu, assistente all'Università "Mihai Viteazul" di Craiova; Slavomir Gvozdenovici, professore collaboratore all'Università di Ovest di Timişoara; Niculae Mircovici, *lector* all'Università di Ovest di Timişoara; Varujan Pambuccian, Università di Bucarest, Facoltà di matematica.

I deputati indipendenti: Zamfir Dumitrescu, professore universitario, Università Nazionale di Arte, Bucureşti; Mircea Grosaru, Facoltà di Management, Facoltà di Giurisprudenza dell'Università "Dimitrie Cantemir", Bucureşti.

Partito Iniziativa Nazionale: Cozmin Guşă, Università "Andrei Şaguna", Braşov.

Partito Conservatore: Vlad Hogeia, Università "Petre Andrei", Iaşi.

Il peso dei professori universitari nelle strutture di direzione della Camera dei Deputati, per il periodo studiato è il seguente:

a) 1990-1992: presidente Dan Marțian (*lector universitar*), vicepresidenti Radu Berceanu, Ionel Roman (Professore), Ion Rațiu, Radu Ciuceanu.

b) 1992-1996 presidente della Camera dei Deputati è Adrian Năstase (professore universitario), i vicepresidenti sono Dan Marțian (*lector universitar*), Ion Rațiu, Radu Berceanu, Ioan Gavra.

c) 1996-2000 il presidente è Ion Diaconescu, vicepresidenti sono Vasile Lupu (*lector*), Adrian Năstase (professore universitario), Bogdan Niculescu-Duvăz, Andrei Chiliman.

d) 2000-2004 il presidente è Valer Dorneanu (professore universitario), Viorel Hrebenciuc (*lector*), Constantin Niță (professore universitario), Corneliu Ciontu, Gheorghe Albu (*lector*) (abbiamo preso in conto i vicepresidenti del periodo settembre-dicembre 2004).

e) 2004-2008 i presidenti della Camera sono Adrian Năstase (professore universitario), poi da febbraio 2006, Bogdan Olteanu. I vicepresidenti per i quattro anni sono: Miron Mitrea, Valer Dorneanu (professore universitario), Augustin Bolcaș, Daniela Popa, Monica Muscă (professore universitario), Corneliu Ciontu, Dan Rușanu, Victor Ponta (*lector*), Eugen Nicolicea, Ioan Oltean.

Conclusioni

Nel postcomunismo romeno il rapporto tra università e potere viene definito tanto a livello individuale, quanto a livello istituzionale. La permeabilità dello spazio accademico favorisce l'entrata dei politici in vari spazi accademici soprattutto nel periodo 1990-1996. Questo periodo è segnato da assenza di leggi sulla valutazione della didattica, sulla creazione di università private, sul reclutamento dei docenti o i carichi didattici.

La carriera accademica rimane una fonte di prestigio nella società romena, motivo per cui diventa un punto di interesse per alcuni membri dei partiti politici. Allo stesso tempo, il fatto di reclutare membri della comunità accademica in certi partiti politici offre legittimità a partiti che altrimenti non hanno radici nella società romena nel postcomunismo.

La presenza dei politici nello spazio accademico e la *querelle* degli universitari per quanto riguarda i carichi didattici spiega in grande misura l'apparizione di università private e allo stesso tempo costituisce un blocco per il cambiamento e per la modernizzazione del sistema di insegnamento superiore romeno dopo il 1989.

WHO GOVERNS THE UNIVERSITY? ACADEMIC AND POLITICAL ELITES
IN POSTCOMMUNIST ROMANIA

Abstract

One of the directions in order to study the changes that affected the university in postcommunist Romania is to analyze the relationship between politics and university. This analysis is situated on three levels: the university, the political elites and university and the university and the state.

Our study aims to offer a profile of the members of the Romanian Parliament during the period 1990-2008 in terms of academic career. Following the Bourdieu's criteria on academic relevance our conclusion is that the presence of important members of the academic space in the Romanian Parliament explains on one hand the backwardness of the higher education system and on the other hand, the creation of the private universities after 1990.

Keywords: University, Political Elites, Academic Career, Recruitment, Private Universities.

AUTHORS

RALUCA ALEXANDRESCU

PhD., University of Bologna and University of Bucharest. Teaching assistant with the Department of Political Science at the University of Bucharest. She has published several studies – in scientific reviews or in volumes – on XIXth century Romanian political thought, conceptual history and history of political ideas (raluca.alexandrescu@fspub.ro).

GUILLAUME BERNARD

University lecturer entitled to direct research, in history of law and political ideas to the ICES (Catholic Institute of Higher learning) and to the IEP (Institute of Political Studies) of Paris. Among its last publications, it is possible to raise: *Les forces politiques françaises*, Paris, PUF, 2007, *Les forces syndicales françaises*, Paris, PUF, 2010 (gbernard@ices.fr).

OLIVIER CASSAGNAU

Associate Professor, Department of English, Bordeaux – III University, since September 2007. His main research interests concern issues of European identity, federalism and Europeanization. (cassagnau@yahoo.fr).

CLAUDIA MARIA UDRESCU

PhD. in Political Science from the University of Bucharest and a PhD. in Social and Political Sciences of the University of Bologna. Currently she is a member of the Faculty of Political Science of the University of Bucharest, Department of European Studies and International Relations. Research interests: higher education policies, history of universities, education and democracy, human resources management (claudia.udrescu@fspub.ro).

MĂDĂLINA VÂRTEJANU-JOUBERT

PhD. in Judaic Studies (EHESS, Paris). She is teaching at INALCO (Paris) and ICES (La Roche sur Yon). She is studying the Judaic anthropology of knowledge, the history of family and relationships, Israeli imaginary and the epistemology of Judaic studies. She published *Folie et société dans l'Israël antique* (2004), *Herméneutique et bricolage. Territoire et frontière de la tradition dans le judaïsme* (2008), the dossier *La preuve en Histoire: Controverses* (*Cahiers du*

Centre des Recherches Historiques EHESS, 2010) and several studies in scientific reviews or in volumes (madalinavartejanu@gmail.com).

LAURENȚIU VLAD

PhD. in History of Mentalities at the Institute for South East European Studies – Romanian Academy. Professor at the Faculty of Political Sciences – University of Bucharest. Scientific Researcher at the Institute for South East European Studies and at the Romanian Diplomatic Institute. Books: *Pe urmele "Belgiei Orientului". România la expozițiile universale sau internaționale belgiene de la Anvers, Bruxelles, Liège și Gand, 1894-1935* (Following "The Eastern Belgium". *Romania at the Belgian Universal and International Exhibitions in Anvers, Bruxelles, Liège and Gand, 1894-1935*), Nemira Publishing House, Bucharest, 2004; *Ecouri românești în presa franceză. L'illustration, 1843-1944* (*Romanian Echoes in the French press. L'illustration, 1843-1944*), 2nd edition revisited, Bucharest University Press, Bucharest, 2005; *Conservatorismul românesc (concepte, idei, programme)* (*Romanian Conservatism: concepts, ideas, programmes*), Nemira Publishing House, Bucharest, 2006; *Imagini ale identității naționale. România la expozițiile universale de la Paris, 1867-1937* (*Images of National Identity. Romania at the Universal Exhibitions in Paris, 1867-1937*), 2nd edition revisited, Institutul European, Iași, 2007 etc. (laurentiu.vlad@fspub.ro; ldvlad@yahoo.fr).

VOLUME ALE CADRELOR DIDACTICE DIN FACULTATEA DE ȘTIINȚE POLITICE (2010)

BARBU, DANIEL

- *Indistincția. O cronică a sfârșitului politicii românești*, Editura Art, București, 2010.

BĂLUȚĂ, IONELA

- *La Bourgeoise respectable. Réflexion sur la construction d'une nouvelle identité féminine dans la seconde moitié du XIX siècle roumain*, 2^e édition, Éditions Universitaires Européennes, 2010.

IVAN, RUXANDRA

- *Méthodologie de la recherche en droit international, géopolitique et relations internationales*, Idea Design & Print, Cluj-Napoca, 2010/(împreună cu ANDRÉ CABANIS, JEAN-MARIE CROUZATIER și JACQUES SOPPELSA).
- *La responsabilité de protéger: une perspective francophone*, Idea Design & Print, Cluj-Napoca, 2010/(împreună cu ANDRÉ CABANIS, CIPRIAN MIHALI și ERNEST-MARIE MBONDA).
- *Solidarité en (F)rancophonie: réalité ou faux-semblant?*, Idea Design & Print, Cluj-Napoca, 2010/(împreună cu MAMADOU BADJI, JEAN-MARIE CROUZATIER și JACQUES SOPPELSA).

FUDULU, PAUL

- *Compatibilitatea religiilor cu performanța economică. Decriptarea economică a dogmelor*, Editura Universității din București, București, 2010.

GHEBREA, GEORGETA

- *De la sărăcie la bunăstare și înapoi? Reforma statului bunăstării în anii '90*, Editura Universității din București, București, 2010.
- (coord.) *Șantier de cercetare*, Editura Universității din București, București, 2010.

PREDA, Cristian

- *Introducere în știința politică*, Editura Polirom, Iași, 2010.

STANOMIR, IOAN

- *Apărarea libertății, 1938-1947*, Editura Curtea Veche, București, 2010.

TĂNASE, STELIAN

- *Cioran și Securitatea*, Editura Polirom, Iași, 2010.

STUDIA POLITICA

ROMANIAN POLITICAL SCIENCE REVIEW
(ISSN 1582-4551)

The Romanian Political Science Review
Is published quarterly by the Institute for Political Research,
Department of Political Science at the University of Bucharest

EDITORIAL BOARD

International Advisory Board

Alain BESANÇON (Paris), Dominique COLAS (Paris),
Jean-Michel De Waele (Bruxelles), Raffaella GHERARDI (Bologna),
Guy HERMET (Paris), Hans-Dieter KLINGEMANN (Berlin),
Marc LAZAR (Paris), Ronald H. LINDEN (Pittsburgh),
Pierre MANENT (Paris), Gianfranco PASQUINO (Bologna),
Antoine ROGER (Bordeaux), Giovanni SARTORI (New York),
Daniel-Louis SEILER (Aix-en-Provence)

Editor Daniel BARBU
Associate Editor Cristian PREDA
Assistant Editor Alexandra IONESCU
Manuscript Editor Andrei NICULESCU

Editorial Assistants

Ionela BALUȚĂ, Mihai CHIOVEANU, Silvia MARTON, Camil-Alexandru PÂRVU

STUDIA POLITICA. Romanian Political Science Review, vol. IX, no. 1, 2009

ARGUMENTUM

CRISTIAN PREDĂ, *The Romanian Political System after the Parliamentary Elections of November 30, 2008*, pp. 9-35.

ARTICULI

DAN STOENESCU, "Islamic and Arab Perspectives on Machiavelli's *Virtù*", pp. 39-45.

MIRELA CHIOVEANU, *European Women at War (1914-1918)*, pp. 47-62.

SORIN RADU, *Wellington House and British Propaganda in an Original Document of 1916*, pp. 63-80.

MIHAI CHIOVEANU, *A Fragmented World. Cooperation, Conflict, and Conquest in Interwar Central East Europe*, pp. 81-104.

MONICA ANDRIESCU, *Identity Politics under National Communist Rule. The Rhetoric Manifestations of Nicolae Ceaușescu's "Nationality Policy" in 1970s Romania*, pp. 105-117.

ȘERBAN FILIP CIOCULESCU, *The Rebirth of Geopolitics in Post-Communist Romania. Ideas, Role and Collective Imaginary*, pp. 119-151.

ADRIANA PLACANI, *On Liberalism and Neutrality*, pp. 153-165.

RECENSIONES

LUCIEN JAUME, *Tocqueville* (Miruna Tătaru-Cazaban), pp. 169-170.

WILL KYMLICKA, *Multicultural Odysseys: Navigating the New International Politics of Diversity*, Oxford University Press, Oxford, 2007 (Monica Andriescu), pp. 170-174.

JAMES WALLER, *Becoming Evil: How Ordinary People Commit Genocide and Mass Killing*, Oxford University Press, Oxford, 2007 (Viorel Antonio Ciocan-Fontanine), pp. 174-177.

JAMES SUROWIECKI, *The Wisdom of Crowds*, Brown Book Group, Little, UK, 2005 (Radu GANEA), pp. 177-179.

AREND LIJPHART, *Thinking about Democracy: Power Sharing and Majority Rule in Theory and Practice*, Routledge, London & New York, 2008 (Dragoș Dragoman), pp. 179-182.

CATHERINE ACHIN et alii, *Sexe, genre et politique*, Éditions Economica, Paris, 2007 (Ionela Băluță), pp. 182-185.

RADU CARP, DACIAN GRAȚIAN GAL, SORIN MUREȘAN, RADU PREDĂ, *În căutarea binelui comun. Pentru o viziune creștină a democrației românești*, Eikon, Cluj-Napoca, 2008 (Iuliana Conovici), pp. 185-188.

STUDIA POLITICA. Romanian Political Science Review, vol. IX, no. 2, 2009

ARGUMENTUM

DANIEL BARBU, *The Reason of Democracy. A Preliminary Note on Political Consent*, pp. 205-209.

ARTICULI

MIHAI CHIOVEANU, *The Constitutive Other. Topical and Tropical Phanariot in Modern Romania*, pp. 213-227.

SILVIA MARTON, "Subcontracting" Nation-Building. *The Foreign Prince in the Romanian Parliament, 1866-1867*, pp. 229-257.

ȘTEFAN IONESCU, *The Dynamic Concepts of Resistance and Collaboration in Post-Holocaust Remembrance. Revisiting the Personal Narratives of Jewish Survivors from Romania*, pp. 259-271.

ALEXANDRU GUSSI, *The Ex-Communist's Policy of Forgetting in Romania after 1990*, pp. 273-290.

CAMIL-ALEXANDRU PÂRVU, *Review Article: Deliberative Democracy and Beyond. Reason, Agonism and Rhetoric*, pp. 291-305.

IRÈNE THÉRY, *Les transformations de la famille et de la parenté en France*, pp. 307-314.

SUBSIDIA

FLORICA VASILIU, DRAGOȘ DRAGOMAN, *Evaluating the Economic Impact of Large Cultural Events. A Case-Study of Sibiu, European Capital of Culture 2007*, pp. 317-327.

RECENSIONES

BEN KIERNAN, *Blood and Soil: A World History of Genocide and Extermination from Sparta to Darfur*, Yale University Press, New Haven & London, 2007 (Mihai Chioveanu), pp. 331-333.

SAUL FRIEDLÄNDER, *The Years of Extermination. Nazi Germany and the Jews, 1939-1945*, HarperCollins Publishers, New York, 2007 (Mihai Chioveanu), pp. 334-337.

DENNIS DELETANT, *Hitler's Forgotten Ally: Ion Antonescu and His Regime 1940-1941*, Romanian transl. by Delia Răzdolescu, Humanitas, București, 2008 (Diana Oncioiu), pp. 337-341.

SANDRA HALPERIN, *War and Social Change in Modern Europe. The Great Transformation Revisited*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004 (Mirela Chioveanu), pp. 341-343.

DANIEL CHIROT, CLARK McCAULEY, *Why Not Kill Them All? The Logic and Prevention of Mass Political Murder*, Princeton University Press, Princeton, 2006 (Diana Oncioiu), pp. 343-346.

Frédéric Volpi, Francesco Cavatorta (eds), *Democratization in the Muslim World. Changing Patterns of Power and Authority*, Routledge, London and New York, 2007 (Aitana Radu Bogdan), pp. 346-349.

BASSAM TIBI, *Political Islam, World Politics and Europe. Democratic Peace and Euro-Islam versus Global Jihad*, Routledge, London and New York, 2008 (Aitana Radu Bogdan), pp. 350-353.

MAGALI GRAVIER, *Goodbye Honecker! Identité et loyauté dans les administrations est-allemandes (1990-1999)*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008 (Andreea Nicutar), pp. 353-357.

JOSEP M. COLOMER, *Great Empires, Small Nations: The Uncertain Future of the Sovereign State*, Routledge, London and New York, 2007 (Ana-Maria Tanașoca), pp. 357-360.

- ANTOINE COMPAGNON, *Antimodernii. De la Joseph de Maistre la Roland Barthes*, Romanian transl. by Irina Mavrodin and Adina Dinițoiu, Editura Art, București, 2008 (Dan Alexandru Chiță), pp. 361-364.
- SABINA FATI, *Transilvania – O provincie în căutarea unui centru. Centru și periferie în discursul politic al elitelor din Transilvania (1892-1918)*, Centrul de Resurse pentru Diversitate Etnoculturală, Cluj-Napoca, 2007 (Monica Andriescu), pp. 364-366.
- BOGDANA PETRICĂ, *Politica de extindere spre est a Uniunii Europene*, Bic All, București, 2006 (Luciana Alexandra Ghica), pp. 367-368.
- LAURENȚIU TĂNASE, *Pluralisation religieuse et société en Roumanie*, Berlin/Bruxelles/Frankfurt am Main/New York/Oxford/Wien, Peter Lang, 2008 (Iuliana Conovici), pp. 369-372.
- ANDREA RICCARDI, *Despre civilizația conviețuirii*, Romanian transl. by Geanina Tivdă, Humanitas, București, 2008 (Cristina-Andreea Golomoz), pp. 372-374.

STUDIA POLITICA. Romanian Political Science Review, vol. IX, no. 3, 2009

ARGUMENTUM

- ALEXANDRA IONESCU, *The Short Communism's Journey into Democracy. An Appraisal of Romanian Democratization*, pp. 393-398.

ARTICULI

- ALAIN CHATRIOT, *Les nouveaux de l'histoire politique française du contemporain*, pp. 401-423.
- MIHAI CHIOVEANU, *The Paper Solution. Jewish Emigration from Romania During the Holocaust*, pp. 425-444.
- PETRU NEGURĂ, *Le combat culturel. Alphabétisation et propagande dans les milieux ruraux en Moldavie soviétique de l'après-guerre (1945-1953)*, pp. 445-452.
- VICTOR IULIAN TUCĂ, *A Universalistic Perspective of National Identity and Nationalism*, pp. 453-470.
- ALEXANDRA IONAȘCU, *The Weakness of Social Actors in CEE. Exploiting or Consolidating the Trade Unions in Post-communist Romania?*, pp. 471-486.
- RADU CARP, *Turkey in the European Union. The End of the Secularist Modernisation Project*, pp. 487-500.
- OANA VALENTINA SUCIU, *Are We at the End of Ethnicity?*, pp. 501-514.
- AITANA RADU, *Democratization in the Arab World. Challenges and Setbacks*, pp. 515-531

RECENSIONES

- JEAN-PIERRE DUPUY, *Tsunami. Scurtă metafizică a catastrofelor*, Romanian transl. by Ion Doru Brana, Nemira, București, 2007 (Cristina-Andreea Golomoz), pp. 535-537.
- PIPPA NORRIS, *Driving Democracy: Do Power-Sharing Institutions Work?*, Cambridge University Press, New York, 2008 (Dragoș Dragoman), pp. 537-540.
- Devorah Kalekin-Fishman, Pirkko Pitkanen (eds.), *Multiple Citizenship as A Challenge to European Nation-States*, Sense Publishers, Rotterdam, 2007 (Ana-Maria Tanașoca), pp. 541-543.
- Pirkko Pitkanen, Devorah Kalekin-Fishman (eds.), *Multiple State Membership and Citizenship in the Era of Transnational Migration*, Sense Publishers, Rotterdam, 2007 (Ana-Maria Tanașoca), pp. 541-543.

- IAN KERSHAW, *Hitler, the Germans and the Final Solution*, Yale University Press, New Haven & London, 2008 (Letiția Pop), pp. 543-546.
- JACQUES SÉMELIN, *Purify and Destroy. The Political Uses of Massacre and Genocide*, Columbia University Press, New York, 2007 (Ana-Maria Tanașoca), pp. 546-550.
- ILAN PAPPE, *The Ethnic Cleansing of Palestine*, One World Publications, Oxford, 2006 (Ștefan Turcu), pp. 550-554.
- GÉRARD PRUNIER, *Darfur: A 21st Century Genocide*, Third Edition, Cornell University Press, Ithaca, New York, 2008 (Ion Enache), pp. 554-557.
- JÓHANNA KRISTÍN BIRNIR, *Ethnicity and Electoral Politics*, Cambridge University Press, Cambridge & New York, 2007 (Andreea Zamfira), pp. 557-561.
- Pascal Delwit, Emilie Van Haute (éds.), « Le vote des Belges (Bruxelles-Wallonie, 10 juin 2007) », Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2008 (ANDREEA ZAMFIRA), pp. 561-564.
- RADU CARP, « Dumnezeu la Bruxelles. Religia în spațiul public european », Eikon, Col. « Universitas », Seria « Theologia socialis » 3, Cluj-Napoca, 2009 (Iuliana Conovici), pp. 564-567.
- SERGIU MIȘCOIU, OANA CRĂCIUN, NICOLETA COLOPELNIC, *Radicalism, Populism, Interventionism. Three Approaches Based on Discourse Theory*, EFES, Cluj-Napoca, 2008 (Cristina Eșeanu), pp. 567-569.

Studia Politica. Romanian Political Science Review, vol. IX, no. 4, 2009

ARGUMENTUM

- JEAN-MICHEL DE WAELE, *L'Europe Centrale et Orientale: terroir de la recherche en science politique*, pp. 593-601.
- DANIEL BARBU, *Les questions De Waele*, pp. 603-606.

ARTICULI

- STELU ȘERBAN, *Migration and Development Models in Dobroudja, 1880-1913. Contribution to the Study of the Topic*, pp. 609-620.
- ARMIN HEINEN, *Die Krise der rumänischen Monarchie von 1940, die persönliche Bewährung der Königsfamilie und das Scheitern der Neufundierung monarchischer Herrschaft in den Jahren des Holocaust*, pp. 621-627.
- ANDREI MIROIU, *Oil: The Doom of Communist Romania?*, pp. 629-646.
- MIREL BĂNICĂ, *L'Orthodoxie rurale et la modernité. Un essai monographique*, pp. 647-672.
- AITANA BOGDAN, *Hamas and Palestinian Politics*, pp. 673-690.
- MARIUS I. LAZĂR, *The Salafism in Europe. Between Hijra and Jihad*, pp. 691-707.
- MONICA VLAD, *Does American Indian Law Reflect Indian Values? A Study on Native American Identity*, pp. 709-748.

RECENSIONES

- PIERRE MANENT, *Rațiunea națiunilor. Reflecții asupra democrației în Europa*, Romanian transl. and preface by Cristian Preda, Editura Nemira, București, 2007 (Dan Alexandru Chiță), pp. 751-754.
- A. JAMES GREGOR, *The Faces of Janus: Marxism and Fascism in the Twentieth Century*, New Haven, CT, Yale University Press, 2000 (Mihai Chioveanu), pp. 754-756.

- BEN SHEPHARD, *After Daybreak – The Liberation of Belsen, 1945*, Pimlico, London, 2006 (Letiția Pop), pp. 756-760.
- CHARLES PATTERSON, *Un éternel Treblinka*, French transl. by Dominique Letellier, Calmann-Lévy, Paris, 2008 (Ana-Maria Tanașoca), pp. 760-763.
- Jeff Goodwin, James M. Jasper (eds.), *The Social Movements Reader: Cases and Concepts*, 2nd ed., Wiley-Blackwell, UK, 2009 (Monica Andriescu), pp. 763-766.
- Ben Lewis, *Hammer and Tickle – A History of Communism Told Through Communist Jokes*, Orion, London, 2009 (Ion Enache), pp. 767-770.
- JEAN ROCHET, *Cinci ani în fruntea DST: Misiunea imposibilă*, foreword by George Maior, Romanian transl. by Răzvan Ventura, Editura Fundației Culturale Române, București, 2008 (Florin Diaconu), pp. 770-772.
- GEORGE CRISTIAN MAIOR, *Noul aliat. Regândirea politicii de apărare a României la începutul secolului XXI*, RAO International Publishing Company, București, 2009 (Florin Diaconu), pp. 772-774.
- LAURA SITARU, *Gândirea politică arabă: Concepte-cheie între tradiție și inovație*, Editura Polirom, Iași, 2009 (Florin Diaconu), pp. 774-776.
- RUXANDRA IVAN, *La politique étrangère roumaine (1990-2006)*, Éditions de L'Université de Bruxelles, Coll. « Science Politique », Bruxelles, 2009 (Stefan Turcu), pp. 777-780.

Tiparul s-a executat sub c-da nr. 411/2010 la
Tipografia Editurii Universității din București
